

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (88)681

Vol. 1988/0224

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(88) 681 final

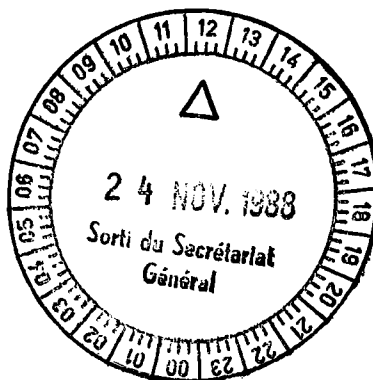
Bruxelles, le 17 novembre 1988

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

instituant un droit anti-dumping définitif sur les importations de
fils de polyesters originaires de la République de Corée,
du Mexique, de T'ai-wan et de Turquie

(présentée par la Commission)



EXPOSE DES MOTIFS

I. Procédure

Par avis publié au Journal officiel des Communautés européennes⁽¹⁾, la Commission a annoncé qu'elle ouvrirait une procédure antidumping à l'encontre des importations de fils de polyesters originaires de la République de Corée, du Mexique, de T'ai-wan et de Turquie.

Le 14 juin 1988, par le règlement (CEE) n° 1695/88⁽²⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2871/88⁽³⁾, la Commission a institué un droit antidumping provisoire sur les importations de fils de polyesters, originaires des pays concernés.

Ce droit a été prorogé pour une période n'excédant pas deux mois par le règlement (CEE) n° 3171/88⁽⁴⁾.

II. Dumping

En ce qui concerne le dumping, la Commission, sur la base d'éléments de preuve satisfaisants, a révisé en faveur de certains exportateurs les marges de dumping provisoirement établies. Les marges de dumping définitivement constatées figurent au paragraphe 11 du présent projet de règlement.

(1) JO C n° 173 du 01.07.1987, p. 11

(2) JO L n° 151 du 17.06.1988, p. 39

(3) JO L n° 257 du 17.09.1988, p. 24

(4) JO L n° 282 du 15.10.1988, p. 28

III. Préjudice

Les principales constatations établies par la Commission sont les suivantes.

En ce qui concerne les fils dits "POY" (fils de polyesters partiellement orientés), les importations originales des pays concernés ont augmenté de 259 % de 1985 à 1986 et de 37 % de 1986 à 1987.

Les importations de fils dits "PTY" (fils texturés) originales des quatre pays concernés ont augmenté de 574 % entre 1985 et 1986 et de 72 % entre 1986 et 1987.

La part de marché détenue par ces pays est passée de 1,7 % en 1985 à 8,6 % en 1986 et 13,4 % en 1987.

Les sous-cotations de prix de ces importations sont importantes. Elles atteignent 14 % pour les fils originaux du Mexique, 25 % pour les fils originaux de Corée du Sud et plus de 30 % pour les fils originaux de T'ai-wan et de Turquie.

L'impact sur l'industrie communautaire a été le suivant:

Malgré une augmentation de la consommation de fils communautaires de 19 % entre 1984 et 1987, la part de marché des producteurs communautaires a diminué de 91 % à 79 % au cours de cette même période.

Les importations concernées ont également eu un effet dépressif sur les prix pratiqués par les producteurs communautaires et sur leur rentabilité.

Au cours de la période de référence, les 3 producteurs de fils POY bénéficiaires en 1986, sont devenus déficitaires. Sur 9 producteurs de fils PTY en 1986, 2 producteurs étaient déficitaires contre 6 en 1987.

En conclusion, la croissance des importations à prix de dumping a privé l'industrie communautaire du bénéfice de l'accroissement de la consommation et a exercé un effet dépressif sur les prix, ce qui s'est traduit à la fois par une baisse de la part de marché et une nette dégradation des résultats financiers de l'industrie communautaire.

En conséquence, la Commission considère que les importations de fils de polyesters à prix de dumping originaires des pays concernés ont causé un préjudice important à l'industrie communautaire. Elle considère également que l'existence de restrictions quantitatives à l'encontre des importations de fils de polyesters originaires de Corée et de T'ai-wan à destination de l'Espagne et de l'Italie ne constitue pas une protection suffisante dans la mesure où elles n'ont pas empêché, dans ces pays, des pratiques déloyales en matière de prix, ni éliminé le préjudice subi.

En conséquence, la Commission estime nécessaire l'imposition d'un droit antidumping définitif à l'encontre de ces importations.

IV. Intérêt de la Communauté

Lors de l'imposition des droits provisoires, la Commission avait estimé qu'il était dans l'intérêt de la Communauté de prendre des mesures de nature à éliminer le préjudice causé aux producteurs communautaires, en raison des difficultés sérieuses auxquelles l'industrie communautaire concernée est confrontée et de l'impact relativement limité de ces mesures sur les coûts de production de l'industrie utilisatrice et à fortiori sur le prix à payer par les consommateurs.

A cet égard, un certain nombre d'importateurs et d'utilisateurs ont soutenu que leurs intérêts avaient été méconnus, lors de l'imposition des droits provisoires et qu'il n'était pas dans l'intérêt de la Communauté d'imposer des mesures antidumping définitives sur les importations de fils de polyesters.

Leurs arguments ont principalement porté sur l'existence de pratiques de cartel par les producteurs communautaires qui se seraient manifestées, après l'imposition des droits provisoires, par des difficultés d'approvisionnement, par des prix élevés pratiqués par les producteurs communautaires et par une segmentation organisée du marché communautaire des fils de polyesters.

Toutefois, aucun commencement de preuve n'a été apporté à l'appui de ces arguments qui pourrait permettre à la Commission d'ouvrir une enquête sur la base des règles de concurrence communautaires.

En conséquence, la Commission estime qu'il est de l'intérêt de la Communauté que des mesures définitives soient prises à l'encontre des importations de fils de polyesters originaires des pays concernés.

V. Mesures définitives

La Commission considère qu'il convient d'imposer sur ces importations un droit antidumping définitif ad valorem.

Sur la base des faits qui précèdent, la Commission soumet au Conseil une proposition de règlement du Conseil :

- instituant un droit antidumping définitif sur les importations de fils de polyesters originaires de la République de Corée, du Mexique, de T'ai-wan et de Turquie.
- portant perception des montants garantis par le droit provisoire à concurrence des montants n'excédant pas les pourcentages indiqués dans le règlement portant le droit définitif.

REGLEMENT (CEE) N° /88 DU CONSEIL

DU

Instituant un droit anti-dumping définitif sur les importations de
fils de polyesters originaires de la République de Corée, du Mexique,
de T'ai-wan et de Turquie

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le Règlement (CEE) n° 2423/88 du Conseil du 11 juillet 1988, relatif à
la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping ou de
subventions de la part de pays non membres de la Communauté économique
européenne⁽¹⁾ et notamment son article 12,

après information du Conseil d'association CEE-Turquie en application de
l'article 47, paragraphe 2 du protocole additionnel à l'accord instituant
une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie⁽²⁾
et en l'absence de décision dudit Conseil,

vu la proposition de la Commission présentée, après consultations, au sein
du comité consultatif prévu par ledit règlement,

Considérant ce qui suit :

A. MESURES PROVISOIRES

1. Par le règlement (CEE) n° 1695/88⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE)
n° 2871/88⁽⁴⁾, la Commission a institué un droit anti-dumping
provisoire sur les importations de fils de polyesters partiellement
orientés (POY) et texturés (PTY) originaires de Corée, du Mexique, de
T'ai-wan et de Turquie. Le fil dit "POY" est un fil d'alimentation

(1) JO n° L 209 du 02.08.1988, p. 1.

(2) JO n° L 293 du 29.12.1972, p. 3.

(3) JO n° L 151 du 17.06.1988, p. 39.

(4) JO n° L 257 du 17.09.1988, p. 24.

exclusivement destiné à la production de fils texturés (PTY), utilisés à leur tour pour la production de tissus de polyester ou de coton et de polyester. Ce droit a été prorogé pour une période n'excédant pas deux mois par le règlement (CEE) n° 3171/88⁽⁵⁾.

B. SUITE DE LA PROCEDURE

2. Après l'institution du droit anti-dumping provisoire, les producteurs communautaires et plusieurs exportateurs du produit concerné ont sollicité et obtenu l'occasion d'être entendus par la Commission.

Les producteurs de la Communauté et certains des exportateurs ont également fait connaître leur point de vue par écrit sur le règlement imposant le droit provisoire.

Certains exportateurs ont demandé à être informés des principaux faits et considérations sur la base desquels la Commission se proposait de recommander des mesures définitives. Il a été répondu positivement à ces demandes.

C. DUMPING

1) Valeur normale

a) Corée - T'ai-wan - Mexique

3. D'une façon générale, la valeur normale a été définitivement calculée selon la méthode utilisée pour le calcul provisoire de ladite valeur, à savoir, sur la base des prix pratiqués sur le marché intérieur par les producteurs qui ont exporté vers la Communauté et ont apporté des informations suffisantes. Elle a été établie sur une base mensuelle, par type de produit.

Pour les mois au cours desquels aucune vente d'un certain type de produit exporté n'a été effectuée sur le marché intérieur, la moyenne pondérée des ventes intérieures au cours des autres mois a été retenue.

(5) JO n° L 282 du 15.10.1988, p. 28

Dans les cas où il n'existait pas de ventes intérieures pour un type de produit exporté vers la Communauté ou lorsqu'elles existaient en quantités insuffisantes, les prix du marché intérieur du type de produit le plus proche ou alternativement la valeur construite ont été retenus. Dans les cas où les ventes intérieures en quantités substantielles d'un type de produit étaient réalisées à perte, la valeur construite a été utilisée comme valeur normale. La valeur construite a été calculée en additionnant les coûts de production et une marge bénéficiaire raisonnable, établie à partir des bénéfices réalisés sur les ventes domestiques du produit concerné, POY ou PTY, ou alternativement, sur l'ensemble des ventes de fils de polyesters de la société exportatrice concernée.

En ce qui concerne un exportateur coréen et certains exportateurs mexicains, la valeur normale a été établie, à leur demande, sur la base des prix domestiques, nets de tous rabais et de toutes remises ayant un rapport direct avec les ventes considérées, en application de l'article 2, paragraphe 3, point a) du règlement (CEE) n° 2423/88, lorsque des éléments de preuves jugés convaincants ont été apportés.

Il a été également fait droit à la demande d'un exportateur t'ail-wanais d'utiliser, pour la valeur construite, non pas la marge bénéficiaire établie sur l'ensemble des ventes de fils dits "PTY" de polyesters mais uniquement sur les ventes de fils dits "POY", relevée, en l'espèce chez un autre exportateur.

b) Turquie

4. La valeur normale a été définitivement calculée selon la méthode exposée dans le considérant 3, paragraphes 1 & 2 du présent règlement.

Toutefois, en ce qui concerne les fils dits "POY", pour lesquels la valeur normale a été calculée sur la base de la valeur construite, un exportateur a contesté le montant de la marge bénéficiaire retenue qui avait été établie à partir des bénéfices réalisés sur l'ensemble des ventes de fils de polyesters, en soutenant que seule une marge calculée à partir des bénéfices réalisés sur les ventes de fils dit "POY" pouvait être acceptée. Etant donné que la Commission n'a pu trouver

dans les comptes d'aucune des sociétés turques impliquées dans la procédure, une marge bénéficiaire relative aux seuls fils dits "POY", le Conseil a admis avec la Commission qu'il convenait de maintenir la méthode utilisée pour le calcul des mesures provisoires.

2) Prix à l'exportation

5. Les prix à l'exportation ont été établis, d'une manière générale, sur la base des prix réellement payés ou à payer pour les produits vendus à l'exportation vers la Communauté.

Lorsque les exportations ont été réalisées par l'intermédiaire de filiales implantées dans la Communauté, les prix à l'exportation ont été calculés sur la base des prix de revente au premier acheteur indépendant, dûment ajustés de manière à tenir compte de l'ensemble des coûts supportés entre l'importation et la revente des produits concernés, y compris, le cas échéant, le transport, l'assurance et les droits de douane, ainsi que d'une marge jugée raisonnable pour les frais généraux et les bénéfices, eu égard aux marges pratiquées par les importateurs indépendants du produit en question.

Il a été apporté des modifications aux taux de change des prix à l'exportation vers la Communauté des exportateurs t'ai-wanais, les éléments de preuve présentés ayant été jugés satisfaisants.

En ce qui concerne un producteur mexicain, une modification de la devise prise en compte pour le calcul du prix à l'exportation a été effectuée à la suite d'une requête suffisamment étayée présentée par ledit producteur.

3) Comparaison

6. D'une manière générale, la valeur normale mensuelle par type de produit a été comparée, transaction par transaction, avec les prix à l'exportation du type de produit correspondant, au stade sortie usine. Les ajustements qui avaient été, selon les circonstances, accordés provisoirement, en application de l'article 2, paragraphe 10, points c)

et d) du règlement (CEE) n° 2176/84 pour tenir compte des différences affectant directement la comparabilité des prix, ont été maintenus, dans les termes établis aux considérants 10, 14, 18 et 22 du règlement (CEE) n° 1695/88.

a) Corée

7. Les demandes d'ajustement, réitérées par un exportateur pour des différences tenant aux conditions de ventes, fondées sur l'article 2, paragraphe 10, point c), V), du règlement (CEE) n° 2423/88 qui n'ont pas été suffisamment étayées par des éléments de preuve montrant leurs relations directes avec les ventes considérées, n'ont pas été acceptées.

b) Mexique

8. Un ajustement au titre de certaines conditions de crédit, sur la base de l'article 2, paragraphe 10, point c), III) du règlement (CEE) n° 2423/88, a été reconsidéré, les éléments de preuve apportés ayant été jugés satisfaisants.

En ce qui concerne un exportateur mexicain pour lequel un ajustement sur les prix à l'exportation avait été effectué au titre de "frais bancaires" pour le calcul provisoire de la marge de dumping, des éléments complémentaires, montrant qu'en l'occurrence il ne s'agissait pas réellement de frais bancaires, ont conduit la Commission à reconsidérer cet ajustement.

De plus, les requêtes relatives à l'octroi d'ajustements supplémentaires pour des commissions payables aux vendeurs, pour certains coûts de crédits et frets domestiques n'ont pas été acceptées, au motif que les éléments de preuve apportés étaient soit en contradiction flagrante avec les données relevées au cours de l'enquête soit insuffisants.

c) T'ai-wan

9. Une nouvelle requête d'ajustement, au titre des contreparties de change a été présentée, sans pour autant que des arguments nouveaux aient été apportés. En conséquence, le Conseil confirme les conclusions de la Commission telles que présentées au considérant 18, troisième paragraphe du règlement (CEE) n° 1695/88 quant à l'exclusion d'un tel ajustement.

d) Turquie

10. Il n'a pas été fait droit pour un exportateur à une demande renouvelée d'ajustement se rapportant au refinancement de ses créances à l'étranger auprès de banques internationales, alors qu'il avait déjà bénéficié des ajustements liés aux coûts de crédit pour les ventes à l'exportation. Sa demande dérivée de l'article 2, paragraphe 10, point c), III) du règlement (CEE) n° 2423/88 n'a pas été acceptée dans la mesure où cet article ne prévoit pas d'ajustement à ce titre.

Il n'a pas été non plus accordé d'ajustement au titre de l'article 2, paragraphe 10, point b) du règlement (CEE) n° 2423/88, relatif au remboursement des impositions à l'importation supportées par un produit exporté dans la Communauté, dans la mesure où les firmes qui l'ont sollicité l'ont soit demandé trop tardivement soit n'ont pas apporté d'éléments de preuve satisfaisants.

4) Marges de dumping

11. La marge de dumping calculée pour chaque exportateur est égale à la différence entre la valeur normale établie et le prix à l'exportation dans la Communauté, dûment ajustés.

Sur la base du prix franco frontière communautaire, la marge moyenne pondérée pour chacun des exportateurs concernés s'établit comme suit :

a) Corée

- Kohap Ltd, Séoul	PTY	8,13 %
- Kolon Industries Inc., Séoul	PTY	5,71 %
	POY	0,02 %
- Sam Yang Co Ltd, Séoul	PTY	3,38 %
- Tong Yang Polyester Co Ltd, Séoul	PTY	4,09 %

b) Mexique

- Celanese Mexicana S.A., Mexico	PTY	15,85 %
	POY	4,43 %
- Fibras Sinteticas S.A. de C.V., Mexico	PTY	26,74 %
- Fibras Quimicas S.A., Monterrey	PTY	5,79 %
- Nylon de Mexico S.A., Monterrey	POY	15,80 %
- Kimex S.A., Mexico	PTY	18,72 %

c) T'ai-wan

- Chung Shing Textile Company Ltd, Taipei	PTY	1,67 %
- Far Eastern Textile Ltd, Taipei	PTY	6,21 %
	POY	0,09 %
- Nan Ya Plastics Corp., Taipei	PTY	4,92 %
	POY	0,52 %
- Shin Kong Synthetic Fibres Corp., Taipei	PTY	4,96 %
	POY	22,11 %
- Tuntex Distinct Corp., Taipei	PTY	0,31 %
	POY	0,00 %

d) Turquie

- Nergis A.S., Bursa	PTY	38,50 %
- Polylen A.S., Bursa	PTY	27,60 %
- Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	PTY	11,13 %
	POY	2,67 %
- Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari A.S., Bursa	PTY	17,34 %
- Sönmez Filament A.S., Bursa	PTY	13,18 %

D. PREJUDICE

12. Dans son règlement (CEE) n° 1695/88, la Commission a démontré l'impact des importations à prix de dumping sur l'industrie communautaire, en termes notamment de volume, de prix, de part de marché et de profitabilité. Pour ce faire, elle a démontré la nécessité de cumuler les importations des différents pays impliqués dans la procédure.

A cet égard, il a été soutenu que les chiffres indiqués dans le considérant 26 dudit règlement n'étaient pas exacts, dans la mesure où ils ne faisaient pas apparaître l'utilisation du fil dit "POY" dans la production du fil dit "PTY".

En l'absence d'informations permettant de distinguer dans la production et la consommation communautaires la part revenant au fil dit "POY", la Commission, en conformité avec l'article 4, paragraphe 4 du règlement (CEE) 2423/88, a utilisé les chiffres de production et de consommation évalués à partir des données relatives au seul fil dit "PTY" qui prennent en compte le transfert interne du fil dit "POY" vers le fil dit "PTY".

Dans ces conditions et en l'absence d'éléments de preuve nouveaux, le Conseil confirme les faits présentés sous les considérants 24 à 32 du règlement (CEE) n° 1695/88.

De plus, en vue d'établir le préjudice, la Commission a examiné la question de savoir s'il convenait d'exclure, en application du règlement (CEE) n° 2423/88, article 4, paragraphe 5, les producteurs communautaires qui ont des liens avec des exportateurs mexicains.

Considérant que cet article a pour objectif d'exclure les producteurs communautaires qui se plaindraient de sociétés avec lesquelles ils ont des liens, le Conseil relève qu'aucun des producteurs communautaires n'importent de fils de polyesters de ces sociétés exportatrices, que les exportations vers la Communauté ne concernent qu'un volume limité, que ces sociétés exportatrices se comportent largement en agent économique autonome, que pour un des producteurs communautaires les liens l'unissant à la société exportatrice sont indirects et enfin que ces producteurs communautaires ne sont pas protégés contre les pratiques déloyales des autres sociétés exportatrices.

Pour l'ensemble de ces raisons, et considérant le fait que les liens unissant certains producteurs communautaires à des sociétés exportatrices ne doivent pas priver ces producteurs de la protection contre des pratiques déloyales, le Conseil considère qu'il n'y a pas lieu d'exclure les producteurs communautaires concernés de la présente procédure.

1) Comparabilité du produit

13. Des exportateurs ont contesté la validité de la comparaison effectuée entre les fils de polyesters produits par leur société et ceux des producteurs communautaires, en soutenant qu'ils ne constituaient pas des produits analogues, notamment au regard de la qualité, qu'ils n'étaient pas utilisés aux mêmes fins et qu'ils n'étaient pas interchangeables avec les produits communautaires. Ces arguments n'ont pas été acceptés dans la mesure où la Commission estime que l'exigence

qu'un produit soit similaire à un produit importé ne doit pas s'entendre dans un sens étroit, et que seules des différences de qualité ou d'utilisation fondamentales peuvent justifier qu'un produit ne soit pas considéré similaire à un autre.

En l'espèce, les caractéristiques physiques des produits sont très voisines et l'utilisation des fils de polyesters de moindre qualité n'est pas totalement différente de celle des fils de polyesters de qualité prétendument supérieure.

En conséquence, le Conseil considère que les différences de qualité et d'utilisation alléguées sont insuffisantes pour justifier qu'une distinction soit établie entre ces produits.

2) Causalité

14. Dans son règlement (CEE) n° 1695/88, la Commission a établi sous le considérant 33 le lien de causalité existant entre le préjudice subi par les producteurs communautaires et les importations à prix de dumping.

Toutefois, plusieurs exportateurs ont soutenu que leurs exportations de fils de polyesters vers la Communauté étaient soit de faible volume, soit en diminution, et que dans ces conditions ils n'avaient pu contribuer au préjudice.

Il résulte de l'économie du règlement (CEE) n° 2423/88 que le préjudice peut être constaté même si le volume de chaque exportateur, pris individuellement, est peu important. Cet argument est donc insuffisant pour justifier l'exclusion de ces exportateurs de la procédure en cours.

Dans ces conditions et en l'absence d'autres éléments de preuve nouveaux se rapportant aux arguments développés dans le considérant 33 du règlement (CEE) n° 1695/88, le Conseil confirme les faits et les conclusions présentés par la Commission dans ce considérant.

E. RESTRICTIONS QUANTITATIVES ET MESURES ANTI-DUMPING

15. En ce qui concerne l'existence de restrictions quantitatives à l'encontre des importations de fils de polyesters originaires de Corée à destination de l'Espagne et de l'Italie, et des importations de fils de polyesters originaires de T'ai-wan à destination de l'Espagne, il a été avancé que l'imposition d'un droit anti-dumping sur les importations de fils de polyesters originaires de ces pays en sus de ces restrictions quantitatives était incompatible avec les dispositions de l'article XIX du GATT et du paragraphe 6 de l'arrangement multifibres IV (AMF).

A cet égard, le Conseil considère que ni le droit communautaire, ni les règles internationales et notamment l'AMF, contrairement aux arguments avancés, n'interdisent d'imposer des droits anti-dumping, des droits de douane ou toute autre mesure affectant les importations lorsqu'existent des restrictions quantitatives, pourvu qu'un préjudice soit établi malgré la présence de ces restrictions.

Quant à l'opportunité de telles mesures dans le cas d'espèce, le Conseil constate, en ce qui concerne l'ensemble de l'industrie communautaire que, même si les importations de fils de polyesters d'origine coréenne et t'ai-wanaise sont en volume limité, celles-ci sont effectuées avec d'importantes sous-cotations allant jusqu'à 30 % pour les fils de polyesters coréens et jusqu'à 38 % pour les fils de polyesters t'ai-wanais.

Dans ces conditions, le Conseil considère que l'industrie communautaire est restée exposée à la concurrence déloyale de ces pays.

En ce qui concerne l'Espagne et l'Italie, le Conseil constate que ces importations sont effectuées avec des sous-cotations très importantes, qui atteignent 35 % en Italie et 41 % en Espagne pour les fils de polyesters coréens et 33 % en Espagne pour les fils de polyesters t'ai-wanais. Il en résulte que les restrictions quantitatives instaurées pour ces Etats membres n'ont pas empêché dans ces pays des pratiques déloyales en matière de prix et n'ont pas éliminé le préjudice subi. Il est de plus à relever, que les producteurs de ces pays ont connu, pendant la période de référence, des pertes financières importantes.

Pour ces raisons, le Conseil considère que l'imposition de mesures anti-dumping, à l'encontre des importations coréennes et t'ai-wanaises, est nécessaire.

F. INTERET COMMUNAUTAIRE

16. Certains importateurs et utilisateurs ont avancé que les producteurs communautaires de fils de polyesters se comportaient comme s'ils étaient membres d'un cartel, dans la mesure où ils pratiquaient des prix élevés, où des difficultés d'approvisionnement avaient été relevées et où une certaine segmentation du marché communautaire était organisée. Toutefois, aucun commencement de preuve qui permettrait à la Commission d'ouvrir une enquête sur la base des règles de concurrence communautaires, n'a été apporté à l'appui de ces arguments.

En conséquence, compte tenu des difficultés sérieuses auxquelles est confrontée l'industrie communautaire concernée, la Commission a conclu qu'il était dans l'intérêt de la Communauté de prendre des mesures de nature à éliminer le préjudice causé aux producteurs communautaires de fils de polyesters. Ces mesures, qui auraient une incidence limitée sur les coûts de production de l'industrie utilisatrice et seraient sans conséquence notable pour les consommateurs, devraient prendre la forme d'un droit anti-dumping définitif.

Dans ces conditions, le Conseil confirme qu'il est dans l'intérêt de la Communauté de prendre des mesures anti-dumping définitives à l'encontre des importations originaires des quatre pays exportateurs impliqués dans la présente procédure.

G. DROIT DEFINITIF

17. Des arguments ont été avancés concernant la prise en compte des différences affectant les systèmes de production des fils dits "POY" et dits "PTY". Il est confirmé que la Commission a, dans la mesure du possible, tenu compte de ces différences notamment pour les coûts de production, les comparaisons de prix et la détermination du seuil de préjudice.

Dans ces conditions le Conseil confirme les conclusions de la Commission relatives aussi bien à la méthode utilisée pour la détermination du droit à appliquer qu'à la forme du droit, telles que présentées dans les considérants 35 et 36 du règlement (CEE) n° 1695/88.

H. PERCEPTION DU DROIT PROVISOIRE

18. Compte tenu des marges de dumping constatées et du préjudice causé, le Conseil estime nécessaire que les montants garantis par le droit anti-dumping provisoire soient définitivement perçus, soit dans leur totalité, soit à concurrence du maximum du droit définitivement imposé si ce dernier est inférieur au droit provisoire. Les montants garantis qui ne sont pas couverts par les taux des droits définitifs sont libérés.

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

1. Il est institué un droit anti-dumping définitif sur les importations des fils de polyesters partiellement orientés, non texturés (POY), correspondant au code NC 5402 42 00, originaires, du Mexique, de T'ai-wan et de Turquie.
2. Les taux du droit anti-dumping définitif sur le prix net franco frontière communautaire du produit non dédouané, s'élève à :
 - 15,8 % pour les fils dits "POY" originaires du Mexique, à l'exception de ceux produits et vendus pour exportation vers la Communauté par la société Celanese Mexicana S.A., Mexico, qui est exonérée du droit;
 - 8,7 % pour les fils dits "POY" originaires de T'ai-wan, à l'exception de ceux produits et vendus pour exportation vers la Communauté par les sociétés suivantes, qui sont exonérées du droit :
 - Far Eastern textile Ltd, Taipei
 - Nan Ya Plastics Corp., Taipei
 - Tuntex Distinct Corp., Taipei

- 2,7 % pour les fils dits "POY" originaires de Turquie.

3. Les dispositions en vigueur en matière de droits de douane sont applicables.

Article 2

1. Il est institué un droit anti-dumping définitif sur les importations de fils de polyesters texturés (PTY) correspondant aux codes NC 5402 33 10 et 5402 33 90, originaires de la République de Corée, du Mexique, de T'ai-wan et de Turquie.

2. Les taux du droit anti-dumping définitif sur le prix net franco frontière de la Communauté, non dédouané, sont les suivants :

- 8,1 % pour les fils dits "PTY" originaires de la République de Corée. Les droits suivants sont applicables aux fils dits "PTY" produits et vendus pour exportation vers la Communauté par les sociétés indiquées ci-après:

Kohap Ltd, Séoul	8,1 %
Kolon Industries Inc., Séoul	5,7 %
Sam Yang Co Ltd, Séoul	3,4 %
Tong Yang Polyester Co Ltd, Séoul	4,1 %

- 26,7 % pour les fils dits "PTY" originaires du Mexique. Les droits suivants sont applicables aux fils dits "PTY" produits et vendus pour exportation vers la Communauté par les sociétés indiquées ci-après :

Celanese Mexicana S.A., Mexico	15,9 %
Fibras Quimicas S.A., Monterrey	5,8 %
Kimex S.A., Mexico	18,7 %

- 6,2 % pour les fils dits "PTY" originaires de T'ai-wan. Les droits suivants sont applicables aux fils dits "PTY" produits et vendus pour exportation vers la Communauté par les sociétés indiquées ci-après :

Chung Shing Textile Company Ltd, Taipei 1,7 %

Nan Ya Plastics Corp., Taipei 4,9 %

Shinkong Synthetic Fibres Corp., Taipei 5,0 %

La société Tuntex Distinct Corp., Taipei est exonérée du droit précité.

- 13,2 % pour les fils dits "PTY" originaires de Turquie. Les droits suivants sont applicables aux fils dits "PTY" produits et vendus pour exportation vers la Communauté par les sociétés ci-après :

Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana 11,1 %

Nergis A.S., Bursa 8,6 %

Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari A.S., Bursa 7,2 %

Polylen A.S., Bursa 7,2 %

3. Les dispositions en vigueur en matière de droits de douane sont applicables.

Article 3

Les montants garantis par le droit anti-dumping provisoire en application du règlement (CEE) n° 1695/88 sont définitivement perçus, soit dans leur totalité, soit à concurrence des montants n'excédant pas les pourcentages indiqués dans le présent règlement. Les montants garantis qui ne sont pas couverts par les taux des droits définitifs sont libérés.

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles,

Par le Conseil,

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

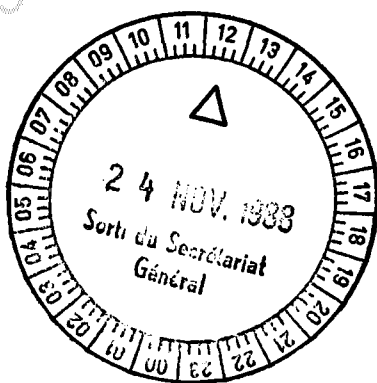
KOM(88) 681 endg.

Brüssel, den 17. November 1988

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Einführung eines endgültigen Antidumpingzolls
auf die Einfuhren von Polyestergarn mit Ursprung in der
Republik Korea, Mexiko, Taiwan und der Türkei

(Von der Kommission vorgelegt)



BEGRUENDUNG

I. Verfahren

Mit Bekanntmachung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften (1) hat die Kommission angekündigt, dass sie ein Antidumpingverfahren betreffend die Einfuhren von Polyestergera mit Ursprung in Südkorea, Mexiko, Taiwan und der Türkei eröffnet.

Mit Verordnung vom 14. Juni 1988 (EWG) Nr. 1695/88 (2), geändert durch Verordnung (EWG) Nr. 2871/88 (3) hat die Kommission einen vorläufigen Antidumpingzoll für einführen von synthetischen Textilgera aus Polyester mit Ursprung in den betreffenden Ländern verhängt.

Die Geltungsdauer dieses Zolls wurde mit Verordnung (EWG) Nr. 3171/88 (4) für einen Zeitraum von nicht länger als zwei Monaten verlängert.

II. Dumping

Hinsichtlich des Dumpings hat die Kommission aufgrund nachgeprüfter Unterlagen die vorläufig festgelegte Dumpingspanne zugunsten einiger Exporteure verändert. Die endgültige Dumpingspanne ergibt sich aus der Darstellung in Absatz 11 des vorliegenden Verordnungsentwurfs.

(1) ABL. Nr. C 173 vom 01.07.1987, S. 11.

(2) ABL. Nr. L 151 vom 17.06.1988, S. 39.

(3) ABL. Nr. L 257 vom 17.09.1988, S. 24.

(4) ABL. Nr. L 282 vom 15.10.1988, S. 28.

III. Schädigung

Die grundsätzlichen Feststellungen der Kommission sind folgende:

Was die "POY"-Garne (teilverstreckte Filamentgarne) betrifft, sind die Einfuhren aus den betreffenden Ländern von 1985 bis 1986 um 259 % und von 1986 bis 1987 um weitere 37 % gestiegen.

Die Einfuhren der "PTY"-Garne (texturiertes Polyestergarn) aus den betreffenden vier Ländern sind von 1985 bis 1986 um 574 % und von 1986 bis 1987 um weitere 72 % angestiegen.

Der Marktanteil dieser Länder zeigt von 1985 mit 1,7 %, 1986 mit 8,6 % und 1987 mit 13,4 % eine stark ansteigende Tendenz.

Auch die Preisunterbietungen sind erheblich. Sie belaufen sich auf 14 % für Garne mit Ursprung in Mexiko, auf 25 % für Garne aus Südkorea und auf mehr als 30 % für Garne aus Taiwan und der Türkei.

Folgende Auswirkungen auf die Gemeinschaftsindustrie sind zu verzeichnen:

Trotz eines Anstiegs des Verbrauchs der Garne in der Gemeinschaft von 1984 bis 1987 um 19 % hat sich der Marktanteil der Gemeinschaftshersteller im gleichen Zeitraum von 91 % auf 79 % verringert.

Die betreffenden Einfuhren haben in jedem Fall bei den Gemeinschaftsherstellern einen preisdrückenden Effekt gehabt, damit natürlich auch negative Auswirkungen auf die Rentabilität.

Im Laufe des Untersuchungszeitraums verzeichneten die drei Produzenten des POY-Garns, die noch 1986 mit Gewinnen arbeiteten, sämtlich erstmals Verluste. Von den neun Herstellern des PTY-Garns erwirtschafteten zwei Unternehmen in 1986 Verluste, dagegen bereits sechs in 1987.

Zusammenfassend ist festzuhalten, dass der Anstieg der Einfuhren zu Dumpingpreisen die Gemeinschaftsindustrie um den Vorteil des Verbrauchsanstiegs gebracht hat und zudem eine preisdrückende Wirkung verursacht hat. Ausserdem ist der Marktanteil reduziert worden und die Geschäftsergebnisse der Gemeinschaftsindustrie haben sich bis hin zu Verlusten klar verschlechtert.

Folglich betrachtet die Kommission die Einfuhren der Polyestergarne zu Dumpingpreisen aus den betreffenden vier Ländern als ursächlich für die Schädigung der Gemeinschaftsindustrie. Sie kommt ausserdem zu dem Ergebnis, dass die vorhandenen quantitativen Einfuhrbeschränkungen auf Polyestergerarn mit Ursprung in Südkorea und Taiwan bestimmt nach Spanien und Italien keinen ausreichenden Schutz bieten. Denn dadurch wird weder verhindert, dass in diesen Ländern die unlauteren Preispraktiken weiterhin angewendet werden noch wird der Schaden ausreichend beseitigt.

Folglich hält die Kommission die Einführung eines endgültigen Antidumpingzolls gegenüber diesen Einfuhren für erforderlich.

IV. Interesse der Gemeinschaft

Mit Einführung des vorläufigen Zolls war die Kommission der Meinung, dass es im Gemeinschaftsinteresse sei, angemessene Massnahmen zu ergreifen. Nur so kann die den Gemeinschaftsherstellern verursachte Schädigung beseitigt werden, wenn man die ernsthaften Schwierigkeiten bedenkt, denen die Gemeinschaftsindustrie gegenübersteht. Die Wirkung dieser Massnahmen auf die Reproduktionskosten der verarbeitenden Industrie ist begrenzt. Um so mehr ist eine Wirkung auf die Verbraucherpreise beschränkt.

Anlässlich der Einführung des vorläufigen Zolls haben einige Einführer und Verarbeiter vorgetragen, ihre Interessen wären nicht beachtet worden und es sei nicht im Gemeinschaftsinteresse, endgültige Antidumpingmassnahmen gegen die Einfuhren von Polyestergarnen zu verhängen.

Ihre Hauptargumente zielten auf das Bestehen von wettbewerbsbeschränkenden Verhaltensweisen der Gemeinschaftshersteller, die sich nach der Einführung des vorläufigen Zolls in Versorgungsschwierigkeiten, in erhöhten Preisen der Gemeinschaftshersteller und in einer Aufteilung des Gemeinschaftsmarktes für Polyestergerne gezeigt hätte. Es wurde jedoch keine Beweismittel zur Unterstützung dieser Argumente vorgetragen, die es der Kommission erlaubt hätten, eine Ueberprüfung auf der Grundlage der Wettbewerbsregeln der Gemeinschaft zu eröffnen.

Die Kommission ist deshalb der Meinung, dass es im Gemeinschaftsinteresse liegt, endgültige Massnahmen gegen die Einfuhren von Polyestergerne aus den betreffenden Ländern zu ergreifen.

Endgültige Massnahmen

Die Kommission ist der Ansicht, dass die Erhebung eines endgültigen Antidumpingzolls auf den Wert dieser Einfuhren angemessen ist.

Aufgrund der genannten Tatsachen unterbreitet die Kommission dem Rat einen Vorschlag für eine Ratsverordnung:

- Einführung eines endgültigen Antidumpingzolls auf die Einfuhren von Polyestergerne mit Ursprung in Südkorea, Mexiko, Taiwan und der Türkei.
- Vereinnahmung des Garantiebetrags für den vorläufigen Zoll, soweit er nicht den Betrag überschreitet, der sich aus dem endgültigen Zoll nach dieser Verordnung ergibt.

VERORDNUNG (EWG) Nr. /88 DES RATES

VOM

zur Einführung eines endgültigen Antidumpingzolls
auf die Einfuhren von Polyestergarn mit Ursprung in der Republik
Korea, Mexiko, Taiwan und der Türkei

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen
Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 2423/88 des Rates vom 11. Juli
1988 über den Schutz gegen gedumpte oder subventionierte Einfuhren aus
nicht zur Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft gehörenden Ländern⁽¹⁾,
Insbesondere auf Artikel 12,

nach Unterrichtung des Assoziationsrates EWG-Türkei gemäß Artikel 47
Absatz 2 des Zusatzprotokolls zu dem Abkommen zur Gründung einer
Assoziation zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der
Türkei⁽²⁾ und in Ermangelung eines Beschlusses dieses Rates,

auf Vorschlag der Kommission nach Konsultationen in dem mit der
vorgenannten Verordnung eingesetzten Beratenden Ausschuß,

In Erwägung nachstehender Gründe:

A. VORLÄUFIGE MASSNAHMEN

1. Mit Verordnung (EWG) Nr. 1695/88⁽³⁾, geändert durch die Verordnung
(EWG) Nr. 2871/88⁽⁴⁾, führte die Kommission einen vorläufigen
Antidumpingzoll auf die Einfuhren von teilvertrecktem (POY) und von
texturiertem Polyestergarn (PTY) mit Ursprung in Korea, Mexiko,
Taiwan und der Türkei ein. Das sogenannte POY-Garn ist ein

(1) ABI. Nr. L 209 vom 02.08.1988, S. 1.

(2) ABI. Nr. L 293 vom 29.12.1972, S. 3.

(3) ABI. Nr. L 151 vom 17.06.1988, S. 39.

(4) ABI. Nr. L 257 vom 17.09.1988, S. 24.

Texturiergarn, das ausschließlich zur Herstellung von texturiertem Polyester (PTY) verwendet wird, das seinerseits zur Herstellung von Geweben aus Polyester oder aus Baumwolle und Polyester verwendet wird. Die Geltungsdauer dieses Zolls wurde mit Verordnung (EWG) Nr. 3171/88⁽⁵⁾ um zwei Monate verlängert.

B. WEITERES VERFAHREN

2. Nach der Einführung des vorläufigen Antidumpingzolls stellten die Gemeinschaftshersteller und mehrere Ausführer der betreffenden Ware einen Antrag auf Anhörung durch die Kommission, dem stattgegeben wurde.

Die Gemeinschaftshersteller und einige Ausführer legten ihren Standpunkt zu der Verordnung über den vorläufigen Antidumpingzoll auch schriftlich dar.

Einige Ausführer baten um Unterrichtung über die wichtigsten Fakten und Erwägungen, auf deren Grundlage die Kommission endgültige Maßnahmen vorzuschlagen beabsichtigte. Diesen Anträgen wurde stattgegeben.

C. DUMPING

1) Normalwert

a) Korea – Taiwan – Mexiko

3. In der Regel wurde bei der endgültigen Berechnung des Normalwertes das gleiche Verfahren wie bei der vorläufigen Berechnung gewählt. Das heißt auf der Grundlage der Inlandspreise der Hersteller, die nach der Gemeinschaft exportierten und genügend Beweismittel vorlegten. Der Normalwert wurde auf Monatsbasis für jede Ware bestimmt.

In den Fällen, in denen die exportierte Ware in einem bestimmten Monat nicht auf dem Inlandsmarkt verkauft worden war, wurde der Normalwert auf der Grundlage des gewogenen Durchschnitts der Inlandspreise für die übrigen Monate ermittelt.

(5) ABl. Nr. L 282 vom 15.10.1988, S. 28.

In den Fällen, in denen die nach der Gemeinschaft exportierte Ware nicht oder nur in unzureichenden Mengen auf dem Inlandsmarkt verkauft wurde, wurde der Normalwert anhand der Inlandspreise besonders ähnlicher Waren bestimmt oder rechnerisch ermittelt. In den Fällen, in denen eine Ware in großen Mengen auf dem Inlandsmarkt mit Verlust verkauft wurde, wurde der Normalwert rechnerisch ermittelt, durch Addition der Produktionskosten und einer angemessenen Gewinnspanne, die auf der Grundlage der Gewinne aus den Inlandsverkäufen der betreffenden Ware - POY oder PTY - oder aber aus dem gesamten Umsatz von Polyestergarnen der betroffenen Ausfuhrsgesellschaft bestimmt wurde.

Im Falle eines koreanischen Ausführers und einiger mexikanischer Ausführer wurde der Normalwert auf ihren Antrag hin nach Artikel 2 Absatz 3 Buchstabe a) der Verordnung (EWG) Nr. 2423/88 auf der Grundlage der Nettoinlandspreise abzüglich aller Rabatte oder Preisnachlässe berechnet, die in direkter Beziehung zu den betreffenden Verkäufen standen, soweit ausreichende Beweismittel vorgelegt wurden.

Ferner wurde dem Antrag eines Ausführers in Taiwan stattgegeben, bei der rechnerischen Ermittlung des Normalwertes nicht die Gewinne aus sämtlichen Verkäufen von PTY-Garnen sondern ausschließlich aus den Verkäufen von POY-Garnen, die bei einem anderen Ausfüh­rer festgestellt wurden, zugrunde zu legen.

b) Türkei

4. Bei der endgültigen Berechnung des Normalwertes wurde das gleiche Verfahren wie unter Randnummer 3 Absatz 1 und 2 dieser Verordnung gewählt.

Im Falle der POY-Garne, für die der Normalwert rechnerisch ermittelt worden war, bestritt ein Ausfüh­rer die Gewinnspanne, bei der die Gewinne aus sämtlichen Verkäufen von Polyestergarnen zugrunde gelegt worden waren, und behauptete, daß er nur eine Gewinnspanne akzeptieren könne, die anhand der Gewinne aus den Verkäufen von POY-Garnen berechnet werde. Da nach den Feststellungen der Kommission in den Büchern keiner der von dem Verfahren betroffenen türkischen Firmen eine Gewinnspanne allein für POY-Garne ausgewiesen wurde,

stimmt der Rat mit der Kommission darin überein, daß die für die Berechnung der vorläufigen Maßnahme gewählte Methode beizubehalten ist.

2) Ausfuhrpreis

5. Die Ausfuhrpreise wurden in der Regel auf der Grundlage der tatsächlich gezahlten oder zu zahlenden Preise der zur Ausfuhr nach der Gemeinschaft verkauften Waren bestimmt.

Wurden die Ausfuhren über Tochtergesellschaften in der Gemeinschaft getätigt, wurden die Ausfuhrpreise auf der Grundlage der Wiederverkaufspreise an den ersten unabhängigen Verkäufer berechnet, wobei Berichtigungen für alle zwischen der Einfuhr und dem Wiederverkauf entstandenen Kosten einschließlich Transportkosten, Versicherungskosten und Zölle sowie für einen Gewinn vorgenommen wurden, der angesichts der üblichen Gemeinkosten und Gewinne der unabhängigen Einführer der betreffenden Ware als angemessen angesehen wurde.

Die Umrechnungskurse der Ausfuhrpreise der Ausführer in Taiwan wurden geändert, da genügend Beweismittel vorgelegt wurden.

Im Falle eines mexikanischen Herstellers wurde auf dessen hinreichend begründeten Antrag hin die Währung, die bei der Berechnung des Ausfuhrpreises zugrunde gelegt worden war, geändert.

3) VERGLEICH

6. Der Normalwert der einzelnen Waren wurde auf Monatsbasis mit den Ausfuhrpreisen der entsprechenden Ware je Geschäftsvorgang auf der Stufe ab Werk verglichen.

Die Berichtigungen, die gemäß Artikel 2 Absatz 10 Buchstabe c) und d) der Verordnung (EWG) Nr. 2176/84 zur Berücksichtigung von Unterschieden welche die Vergleichbarkeit der Preise unmittelbar beeinflussen, vorläufig zugestanden worden waren, wurden wie unter Randnummer 10, 14, 18 und 22 der Verordnung (EWG) Nr. 1695/88 dargelegt beibehalten.

a) Korea

7. Die wiederholten Anträge eines Ausführers auf Berichtigungen zur Berücksichtigung von Unterschieden bei den Verkaufsbedingungen nach Artikel 2 Absatz 10 Buchstabe c) Absatz v der Verordnung (EWG) Nr. 2423/88, für die keine ausreichenden Beweismittel vorgelegt wurden, aus denen hervorging, daß sie in direkter Beziehung zu den betreffenden Verkäufen standen, wurden abgelehnt.

b) Mexiko

8. Berichtigungen für Unterschiede bei bestimmten Kreditbedingungen nach Artikel 2 Absatz 10 Buchstabe c) III) der Verordnung (EWG) Nr. 2423/88 wurden vorgenommen, da ausreichende Beweismittel vorgelegt wurden.

Im Falle eines mexikanischen Ausführers, dem bei der vorläufigen Berechnung der Dumpingspanne eine Berichtigung des Ausführpreises zur Berücksichtigung von "Bankkosten" zugestanden worden war, mußte die Kommission aufgrund zusätzlicher Beweismittel, denen zufolge es sich nicht wirklich um Bankkosten handelte, diese Berichtigung wieder rückgängig machen.

Ferner wurden Anträge auf zusätzliche Berichtigungen für Provisionen, bestimmte Kreditkosten und inländische Frachtkosten abgelehnt, da die vorgelegten Beweismittel entweder in offenem Widerspruch zu den während der Untersuchung festgestellten Zahlen standen oder unzureichend waren.

c) Taiwan

9. Erneut wurde eine Berichtigung für eine Wechselkurssicherung beantragt, ohne daß neue Argumente vorgebracht wurden. Der Rat bestätigt daher die Schlußfolgerungen der Kommission unter Randnummer 18 Absatz 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1695/88, daß eine solche Berichtigung abzulehnen ist.

d) Türkei

10. Der erneute Antrag eines Ausführers auf Berichtigung zur Berücksichtigung der Refinanzierung seiner Forderungen im Ausland bei Internationalen Banken wurde abgelehnt, während ihm Berichtigungen im Zusammenhang mit den Kreditkosten für die Exportverkäufe zugestanden worden waren. Sein Antrag, der sich auf Artikel 2 Absatz 10 Buchstabe c) III) der Verordnung (EWG) Nr. 2423/88 stützte, wurde abgelehnt, da dieser Artikel keine derartige Berichtigung vorsieht.

Es wurde keine Berichtigung nach Artikel 2 Absatz 10 Buchstabe b) der Verordnung 2423/88 für die Erstattung von Eingangsabgaben zugestanden, die auf eine nach der Gemeinschaft exportierte Ware erhoben wurden, da die antragstellenden Firmen ihren Antrag entweder zu spät einreichten oder keine ausreichenden Beweismittel vorlegten.

4) Dumpingspannen

11. Die für jeden Ausführer ermittelte Dumpingspanne entspricht der Differenz zwischen dem Normalwert und dem gebührend berichtigten Preis bei der Ausfuhr nach der Gemeinschaft.

Die gewogene durchschnittliche Dumpingspanne für jeden betroffenen Ausführer erreicht auf der Basis des Preises frei Grenze der Gemeinschaft folgende Werte:

a) Korea

- Kohap Ltd, Seoul	PTY 8,13 %
- Kolon Industries Inc., Seoul	PTZ 5,71 %
	POY 0,02 %
- Sam Yang Co Ltd, Seoul	PTY 3,38 %
- Tong Yang Polyester Co Ltd, Seoul	PTY 4,09 %

b) Mexiko

- Celanese Mexicana S.A., Mexiko	PTY 15,85 %
	POY 4,43 %
- Fibras Sinteticas S.A. de C.V., Mexiko	PTY 26,74 %
- Fibras Quimicas S.A., Monterrey	PTY 5,79 %
- Nylon de Mexico S.A., Monterrey	POY 15,80 %
- Kimex S.A., Mexico	PTY 18,72 %

c) Taiwan

- Chung Shing Textile Company Ltd, Taipeh	PTY 1,67 %
- Far Eastern Textile Ltd, Taipeh	PTY 6,21 %
	POY 0,09 %
- Nan Ya Plastics Corp., Taipeh	PTY 4,92 %
	POY 0,52 %
- Shin Kong Synthetic Fibres Corp., Taipeh	PTY 4,96 %
	POY 22,11 %
- Tuntex Distinct Corp., Taipeh	PTY 0,31 %
	POY 0,00 %

d) Türkei

- Nergis A.S., Bursa	PTY 38,50 %
- Polylen A.S., Bursa	PTY 27,60 %
- Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	PTY 11,13 %
	POY 2,67 %
- Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari A.S., Bursa	PTY 17,34 %
- Sönmez Filament A.S., Bursa	PTY 13,18 %

D. SCHÄDIGUNG

12. In der Verordnung (EWG) Nr. 1695/88 legte die Kommission die Auswirkungen der gedumpten Einfuhren auf den Wirtschaftszweig der Gemeinschaft hinsichtlich Volumen, Preise, Marktanteil und Rentabilität dar. Dabei stellte sie fest, daß die Einfuhren aus den einzelnen von dem Verfahren betroffenen Ländern kumuliert werden mußten.

In diesem Zusammenhang wurde behauptet, daß die Zahlenangaben unter Randnummer 26 dieser Verordnung nicht richtig seien, da aus ihnen nicht hervorging, inwieweit POY-Garne zur Herstellung von PTY-Garnen verwendet wurden.

Da Informationen fehlen, anhand derer sich der Anteil von POY-Garnen in der Produktion und dem Verbrauch in der Gemeinschaft feststellen ließe, legte die Kommission gemäß Artikel 4 Absatz 4 der Verordnung (EWG) Nr. 2423/88 die Zahlen über Produktion und Verbrauch zugrunde, die anhand der Angaben für PTY-Garne geschätzt wurden, welche den internen Transfer von POY-Garn nach PTY-Garn berücksichtigen.

Da keine neuen Beweismittel vorgelegt wurden, bestätigt der Rat unter diesen Umständen die Sachaufklärung unter Randnummer 24 bis 32 der Verordnung (EWG) Nr. 1695/88.

Bei der Schadensermittlung prüfte die Kommission außerdem die Frage, ob gemäß Artikel 4 Absatz 5 der Verordnung (EWG) Nr. 2423/88 die Gemeinschaftshersteller ausgeschlossen werden sollten, die mit mexikanischen Ausführern geschäftlich verbunden sind.

Dieser Artikel zielt darauf ab, die Gemeinschaftshersteller auszuschließen, die gegen Unternehmen klagen, mit denen sie Geschäftsverbindungen.. In diesem Zusammenhang stellt der Rat fest, daß keiner der Gemeinschaftshersteller Polyestergarne von diesen Ausfuhrgesellschaften bezog, daß die Ausfuhren nach der Gemeinschaft nur geringe Mengen betrafen, daß die letzteren weitgehend als autonome Wirtschaftseinheiten handelten, daß im Falle eines Herstellers nur indirekte Beziehungen zu der Ausfuhrgesellschaft bestanden und schließlich daß diese Gemeinschaftshersteller nicht gegen die unlauteren Praktiken der anderen Exportgesellschaften geschützt sind.

Aus all diesen Gründen und in Anbetracht der Tatsache, daß die Beziehungen bestimmter Gemeinschaftshersteller zu Exportgesellschaften den Gemeinschaftsherstellern nicht den Schutz gegen die unlauteren Praktiken nehmen dürfen, ist der Rat der Auffassung, daß die betreffenden Gemeinschaftshersteller nicht aus dem Verfahren auszuschließen sind.

1) Vergleichbarkeit der Ware

13. Mehrere Ausführer bestritten die Gleichgültigkeit des Vergleichs der von ihrer Gesellschaft hergestellten Polyestergarne mit denjenigen der Gemeinschaftshersteller und behaupteten, daß sie vor allem nach der Qualität keine gleichartigen Waren darstellen, daß sie nicht zu den gleichen Zwecken verwendet würden und daß sie mit den Gemeinschaftswaren nicht austauschbar seien. Diese Argumente wurden nicht akzeptiert, da die Kommission der Auffassung ist, die Forderung, daß eine Ware einer eingeführten Ware gleichartig sein muß, nicht eng auszulegen ist, und daß nur

grundlegende Qualitäts- und Verwendungsunterschiede es rechtfertigen können, daß eine Ware nicht als der anderen gleichartig angesehen wird.

Im vorliegenden Fall sind die materiellen Eigenschaften der Ware sehr ähnlich, und Polyestergarne minderer Qualität werden nicht grundlegend anders verwendet als Polyestergarne angeblich höherer Qualität.

Der Rat ist der Auffassung, daß die angeblichen Unterschiede in der Qualität und der Verwendung nicht ausreichen, um einen Unterschied zwischen diesen beiden Erzeugnissen zu machen.

2) Ursächlicher Zusammenhang

14. In der Verordnung (EWG) Nr. 1695/88 stellte die Kommission unter Randnummer 33 den ursächlichen Zusammenhang zwischen der Schädigung der Gemeinschaftshersteller und den Einfuhren zu Dumpingpreisen fest.

Mehrere Ausführer behaupteten jedoch, daß ihre Ausfuhren von Polyestergarn nach der Gemeinschaft entweder sehr niedrig oder rückläufig seien, und daß sie unter diesen Umständen nicht zu der Schädigung beigetragen hätten.

Aus der Logik der Verordnung (EWG) Nr. 2423/88 ergibt sich, daß die Schädigung festgestellt werden kann, selbst wenn das Volumen eines jeden Ausführers für sich genommen relativ gering ist. Dieses Argument reicht also nicht aus, um diese Ausführer aus dem Verfahren auszuschließen.

Da keine neuen Beweismittel zu den Argumenten unter Randnummer 33 der Verordnung (EWG) Nr. 1695/88 vorgelegt wurden, bestätigt der Rat unter diesen Umständen die Sachaufklärung und die Schlußfolgerungen der Kommission unter dieser Randnummer.

E. MENGENMÄSSIGE BESCHRÄNKUNGEN UND ANTIDUMPINGMASSNAHMEN

15. Da bereits mengenmäßige Beschränkungen für die Einfuhren von Polyestergeräten mit Ursprung in Korea in Spanien und in Italien und für die Einfuhren von Polyestergeräten mit Ursprung in Taiwan in Spanien bestehen, wurde behauptet, daß die Einführung eines Antidumpingzolls auf die Einfuhren von Polyestergeräten mit Ursprung in diesen Ländern zusätzlich zu diesen mengenmäßigen Beschränkungen im Gegensatz zu Artikel XIX des GATT und Abs. 6 der Multifaservereinbarung IV stände.

In diesem Zusammenhang ist der Rat der Auffassung, daß entgegen dieser Behauptung weder das Gemeinschaftsrecht noch die internationalen Regeln, insbesondere die Multifaservereinbarung die Einführung von Antidumpingzöllen, sonstigen Zöllen oder anderen Einfuhrmaßnahmen untersagen, wenn mengenmäßige Beschränkungen bestehen, vorausgesetzt daß trotz dieser Beschränkungen eine Schädigung festgestellt wurde.

Hinsichtlich der Zweckmäßigkeit derartiger Maßnahmen im vorliegenden Fall stellt der Rat fest, was den gesamten Wirtschaftszweig der Gemeinschaft anbetrifft, daß die Einfuhren von Polyestergeräten aus Korea und Taiwan zwar volumenmäßig gering sind, aber zu Preisen getätigt werden, die die Preise der Gemeinschaftshersteller im Falle Koreas bis zu 30 % und im Falle Taiwans bis zu 38 % unterbieten.

Unter diesen Umständen ist der Rat der Auffassung, daß der Wirtschaftszweig der Gemeinschaft nach wie vor der unlauteren Konkurrenz dieser Länder ausgesetzt ist.

Im Falle Spaniens und Italiens stellt der Rat fest, daß bei diesen Einfuhren eine sehr bedeutende Preisunterbietung erfolgte, die bei den koreanischen Polyestergeräten 35 % in Italien und 41 % in Spanien und bei den Polyestergeräten aus Taiwan 33 % in Spanien erreichte. Folglich haben die für diese Mitgliedstaaten eingeführten mengenmäßigen Beschränkungen in diesen Ländern die unlauteren Preispraktiken nicht verhindert und die Schädigung nicht beseitigt. Ferner ist festzustellen, daß die Hersteller in diesen Ländern während des Untersuchungszeitraums bedeutende finanzielle Verluste erlitten.

Aus diesen Gründen hält der Rat die Einführung von Antidumpingmaßnahmen gegenüber den Einfuhren aus Korea und Taiwan für notwendig.

F. INTERESSE DER GEMEINSCHAFT

16. Einige Einführer und Verwender haben vorgebracht, daß die Gemeinschaftshersteller sich verhalten würden, als seien sie Mitglieder eines Kartells in der Weise wie sie erhöhte Preise fordern, Versorgungsschwierigkeiten feststellten und eine gewisse Aufteilung des Gemeinschaftsmarktes für Fasern organisiert haben. Trotzdem ist kein noch so geringer Beweis, der es der Kommission erlaubt hätte, eine Untersuchung auf der Grundlage der gemeinschaftlichen Wettbewerbsregeln zu eröffnen, zur Unterstützung dieser Argumente vorgebracht worden.

Angesichts der besonders ernsten Schwierigkeiten des Wirtschaftszweigs der Gemeinschaft kam die Kommission folglich zu dem Schluß, daß die Interessen der Gemeinschaft Maßnahmen erfordern, um die Schädigung der Gemeinschaftshersteller von Polyestergarnen zu beseitigen. Diese Maßnahmen, die sich relativ wenig auf die Produktionskosten der Verarbeitungsindustrie auswirken und keine größeren Folgen für die Verbraucher haben würden, sollten in Form eines endgültigen Antidumpingzolls getroffen werden.

Unter diesen Umständen bestätigt der Rat, daß die Interessen der Gemeinschaft die Einführung endgültiger Antidumpingzölle gegenüber den Einfuhren mit Ursprung in den von diesem Verfahren betroffenen vier Ausfuhrländern erfordern.

G. ENDGÜLTIGER ZOLL

17. Es war beantragt worden, daß die Unterschiede in den Fertigungsverfahren für POY-Garne und PTY-Garne berücksichtigt werden. Dazu wird bestätigt, daß die Kommission soweit wie möglich diesen Unterschieden insbesondere bei den Produktionskosten, dem Preisvergleich und der Bestimmung der Schadensschwelle Rechnung trug.

Unter diesen Umständen bestätigt der Rat die Schlußfolgerungen der Kommission unter Randnummer 35 und 36 der Verordnung (EWG) Nr. 1695/88 sowohl hinsichtlich der Methode für die Berechnung des Zollsatzes als auch hinsichtlich der Form des Zolls.

H. VEREINNAHMUNG DES VORLÄUFIGEN ZOLLS

18. Angesichts der festgestellten Dumpingspannen und der verursachten Schädigung hält der Rat es für notwendig, die als Sicherheit für den vorläufigen Zoll hinterlegten Beträge entweder in voller Höhe oder bis zur Höhe des endgültigen Zolls, wenn dieser niedriger ist als der vorläufige Zoll, endgültig zu vereinnahmen. Die Sicherheitsleistungen, die von dem endgültigen Zoll nicht betroffen sind, werden freigegeben.

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

1. Auf die Einfuhren von nichttexturisiertem teilverstrecktem Polyestergarn (POY) der Unterposition 5402 42 00 der Kombinierten Nomenklatur mit Ursprung in Mexiko, Taiwan und der Türkei wird ein endgültiger Antidumpingzoll erhoben.
2. Der Zoll berechnet auf der Basis des Preises frei Grenze der Gemeinschaft, unverzollt, beträgt:
 - 15,8 % für POY-Garne mit Ursprung in Mexiko; der Zoll wird jedoch nicht auf die von Celanese Mexicana S.A., Mexiko, hergestellten und für Ausfuhr in die Gemeinschaft verkauften Garne erhoben.
 - 8,7 % für POY-Garne mit Ursprung in Taiwan; der Zoll wird jedoch nicht erhoben auf Garne die von den Firmen:

Far Eastern Textile Ltd., Taipeh
Nan Ya Plastics Corp., Taipeh
Tuntex Distinct Corp., Taipeh
hergestellt und zur Ausfuhr in die Gemeinschaft verkauft worden sind.
 - 2,7 % für POY-Garne mit Ursprung in der Türkei.
3. Für die Erhebung dieses Zolls sind die geltenden Zollbestimmungen maßgebend.

Artikel 2

1. Auf die Einfuhren von texturiertem Polyester Garn (PTY) der Unterposition 5402 33 10 und 5402 33 90 der Kombinierten Nomenklatur mit Ursprung in der Republik Korea, Mexiko, Taiwan und der Türkei wird ein endgültiger Antidumpingzoll erhoben.
2. Der Zoll berechnet auf der Basis des Preises frei Grenze der Gemeinschaft, unverzollt, beträgt:
 - 8,1 % für PTY-Garne mit Ursprung in der Republik Korea. Für die nachstehend genannten Unternehmen die PTY-Garne herstellen und in die Gemeinschaft ausführen, gelten folgende Zollsätze:

Kohap Ltd., Seoul	8,1 %
Kolon Industries Inc., Seoul	5,7 %
Sam Yang Co Ltd., Seoul	3,4 %
Tong Yang Polyester Co Ltd., Seoul	4,1 %
 - 26,7 % für PTY-Garne mit Ursprung in Mexiko; für die von nachstehend genannten Unternehmen hergestellten und in die Gemeinschaft ausgeführten PTY-Garne gelten folgende Zollsätze:

Celanese Mexicana S.A., Mexiko	15,9 %
Fibras Quimicas S.A., Monterrey	5,8 %
Kimex S.A., Mexiko	18,7 %
 - 6,2 % für PTY-Garne mit Ursprung in Taiwan; für die von nachstehend genannten Unternehmen hergestellten und in die Gemeinschaft ausgeführten PTY-Garne gelten folgende Zollsätze:

Chung Shing Textile Company Ltd, Taipeh	1,7 %
Nan Ya Plastics Corp., Taipeh	4,9 %
Shinkong Synthetic Fibres Corp., Taipeh	5,0 %

Auf die Ausfuhren von Tuntex Distinct Corp., Taipeh, wird der Zoll nicht erhoben.

- 13,2 % für PTY-Garne mit Ursprung in der Türkei; für die von nachstehend genannten Unternehmen hergestellten und in die Gemeinschaft ausgeführten PTY-Garne gelten folgende Zollsätze:

Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	11,1 %
Nergis A.S., Bursa	8,6 %
Sifas Sentetik Iplik Fabrikaları A.S., Bursa	7,2 %
Polylen A.S., Bursa	7,2 %

3. Für die Erhebung dieses Zolls sind die geltenden Zollbestimmungen maßgebend.

Artikel 3

Die gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 1695/88 als Sicherheit für den vorläufigen Antidumpingzoll hinterlegten Beträge werden entweder in voller Höhe oder bis zur Höhe der in dieser Verordnung genannten Prozentsätze endgültig vereinnahmt. Die Sicherheitsleistungen, die von den endgültigen Zollsätzen nicht betroffen werden, werden freigegeben.

Artikel 4

Diese Verordnung tritt am Tage nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaft in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den

In Namen des Rates.

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

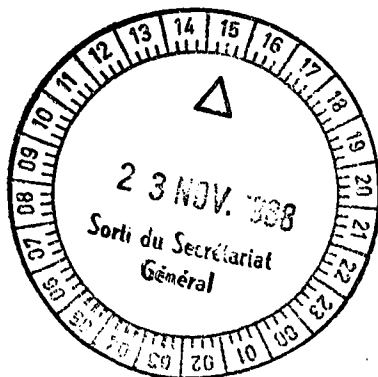
COM(88) 681 def.

Bruxelles, 17 novembre 1988

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

che istituisce un dazio antidumping definitivo sulle importazioni
di filati di poliesteri originari della Repubblica di Corea,
del Messico, di Taiwan e della Turchia

(presentata dalla Commissione)



RELAZIONE INTRODOTTIVA

I. Procedura

Con avviso pubblicato nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee⁽¹⁾, la Commissione ha annunciato l'apertura di una procedura antidumping relativa all'importazione di filati di poliestere originari della Repubblica di Corea, del Messico, di Taiwan e della Turchia.

Il 14 giugno 1988, con regolamento (CEE) no. 1695/88⁽²⁾, modificato con regolamento (CEE) no. 2871/88⁽³⁾, la Commissione ha istituito un dazio antidumping provvisorio sulle importazioni di filati di poliestere, originari dei paesi terzi in causa.

Tale dazio è stato prorogato con regolamento (CEE) no. 3171/88⁽⁴⁾ per un periodo non eccedenti due mesi.

II. Dumping

Riguardo al dumping, la Commissione, sulla base di elementi di prova soddisfacenti, ha rivisto i margini di dumping stabiliti in via provvisoria in favore di taluni esportatori. I margini di dumping constatati in modo definitivo figurano al paragrafo 11 del presente progetto di regolamento.

(1) GU C n°. 173 del 01.07.1987, p. 11

(2) GU L n°. 151 del 17.06.1988, p. 39

(3) GU L n°. 257 del 17.09.1988, p. 24

(4) GU L n°. 282 del 15.10.1988, p. 28

III. Pregiudizio

I principali fatti constatati dalla Commissione sono i seguenti.

Le importazioni di fibre originarie dei paesi in causa hanno subito aumenti del 64% dal 1984 al 1986 e di circa 29% del 1986 al 1987.

L'aliquota di mercato detenuta da tali paesi è passata dal 9,6% nel 1984 a circa 18% nel.

Le sottoquotazioni di prezzo di tali importazioni sono molto importanti. Esse raggiungono 15% per le fibre originarie degli Stati Uniti, 25% per quelle originarie della Jugoslavia e più del 30% per gli altri paesi interessati dalla presente procedura.

L'impatto risentito sull'industria comunitaria è stato il seguente:

L'aliquota di mercato dei produttori comunitari è diminuita da 82% a 75% nel corso dello stesso periodo, malgrado che il consumo di fibre di origine comunitaria sia aumentato del 12% tra il 1984 ed il 1987.

Le importazioni in causa hanno anche avuto un effetto depressivo sui prezzi praticati dai produttori comunitari e quindi sui loro profitti.

Nel corso del periodo di riferimento, sui gli otto produttori di fibre, 5 sono passivi e i rimanenti 3 hanno avuto una diminuzione importante dei profitti.

Per concludere, l'incremento delle importazioni a prezzo di dumping ha privato l'industria comunitaria della possibilità di beneficiare dell'aumento del consumo ed ha esercitato un effetto depressivo sui prezzi che si è tradotto sia nella riduzione di aliquote di mercato che in un netto peggioramento dei risultati finanziari dell'industria comunitaria.

Ne consegue che la Commissione considera che le importazioni di fibre di poliestere a prezzi di dumping originari dei paesi in causa hanno causato un pregiudizio importante all'industria comunitaria. Essa considera anche che l'esistenza di restrizioni quantitative nei confronti delle importazioni nel Benelux e in Italia di fibre di poliestere originari della Romania nella misura in cui le importazioni romene si concentrano negli altri Stati membri e le restrizioni esistenti non costituiscono una protezione sufficiente per proteggere il maggior numero degli Stati membri contro le pratiche sleali in materia di prezzi di tali paesi, ne hanno eliminato il pregiudizio subito.

IV. Interesse della Comunità

Al momento dell'imposizione di dazi provvisori, la Commissione aveva ritenuto che l'adozione di misure destinate ad eliminare il pregiudizio causato ai produttori comunitari rilevava dell'interesse della Comunità, a causa delle gravi difficoltà che attraversava l'industria comunitaria interessata e dell'impatto relativamente limitato delle misure stesse sui costi di produzione dell'industria utilizzatrice e, dunque, sui prezzi al consumo.

A tale proposito, alcuni importatori ed utilizzatori hanno sostenuto che i loro interessi non erano stati presi in considerazione al momento dell'imposizione dei dazi provvisori e che non era nell'interesse della comunità di adottare delle misure antidumping definitive sulle importazioni di fibre di poliestere.

I loro argomenti vertevano principalmente sull'esistenza di pratiche di cartello tra i produttori comunitari che si sarebbero manifestate, dopo l'imposizione dei dazi provvisori, attraverso difficoltà di approvvigionamento, prezzi elevati praticati dai produttori comunitari e una ripartizione organizzata del mercato comunitario di fibre di poliestere.

Tuttavia, nessuna prova è stata apportata a sostegno di tali fatti per permettere alla Commissione di aprire un'inchiesta sulla base delle regole comunitarie in materie di concorrenza.

Ne consegue che la Commissione ritiene rilevare dell'interesse comunitario che misure definitive siano adottate nei confronti delle importazioni di fibre di poliestere originari dei paesi in causa.

V. Misure definitive

La Commissione considera che conviene imporre un dazio antidumping definitivo su tali importazioni.

Sulla base di quanto precede, la Commissione sottopone al Consiglio una proposta di regolamento che:

- istituisce un dazio antidumping definitivo sulle importazioni di fibre di poliestere originari degli Stati Uniti, del Messico, della Romania, di Taiwan, della Turchia e della Jugoslavia.
- stabilisce la riscossione degli importi garantiti dal dazio provvisorio fino a concorrenza degli importi che non eccedano le percentuali che sono indicate nel regolamento che istituisce il dazio definitivo.

REGOLAMENTO (CEE) N. /88 DEL CONSIGLIO
DEL
che istituisce un dazio antidumping definitivo sulle importazioni
di filati di poliesteri originari della Repubblica di Corea,
del Messico, di Taiwan e della Turchia

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto il regolamento (CEE) n. 2423/88 del Consiglio dell'11 luglio 1988, relativo alla difesa contro le importazioni oggetto di dumping o di sovvenzioni da parte di paesi non membri della Comunità economica europea (1), in particolare l'articolo 12,

previa informazione del Consiglio di associazione CEE-Turchia in applicazione dell'articolo 47, paragrafo 2, del protocollo aggiuntivo all'accordo che istituisce un'associazione fra la Comunità economica europea e la Turchia (2) ed in assenza di decisione di detto Consiglio,

vista la proposta della Commissione presentata, previa consultazioni, nell'ambito del comitato consultivo previsto da detto regolamento,

considerando quanto segue:

A. MISURE PROVVISORIE

1. Con regolamento (CEE) n. 1695/88 (3), modificato con regolamento (CEE) n. 2871/88 (4), la Commissione ha istituito un dazio antidumping provvisorio sulle importazioni di filati di poliesteri parzialmente orientati (POY) e di filati testurizzati di poliesteri (PTY) originari di Corea, Messico, Taiwan e Turchia. Il filato detto "POY" è un filato destinato esclusivamente

(1) GU n. L 209 del 2.8.1988, pag. 1.

(2) GU n. L 293 del 29.12.1972, pag. 3.

(3) GU n. L 151 del 17.6.1988, pag. 39.

(4) GU n. L 257 del 17.9.1988, pag. 24.

alla produzione di filati testurizzati (PTY), i quali, a loro volta, vengono impiegati per produrre tessuti di pollesteri oppure di cotone e pollesteri. Questo dazio è stato prorogato per un periodo non superiore a due mesi con regolamento (CEE) n. 3171/88 (5).

B. SEGUITO DELLA PROCEDURA

2. Dopo l'istituzione del dazio antidumping provvisorio, i produttori comunitari e vari esportatori del prodotto in questione hanno chiesto e ottenuto di essere sentiti dalla Commissione.

I produttori della Comunità e taluni esportatori hanno comunicato le loro osservazioni per iscritto sul regolamento che istituisce il dazio provvisorio.

Alcuni esportatori hanno chiesto ed ottenuto di essere informati dei principali fatti e considerazioni in base ai quali la Commissione intendeva raccomandare le misure definitive.

C. DUMPING

1) Valore normale

a) Corea - Taiwan - Messico

3. In linea di massima, il valore normale è stato definitivamente stabilito in base al metodo utilizzato per il suo calcolo provvisorio, ossia sulla base dei prezzi praticati sul mercato interno da produttori che hanno esportato nella Comunità ed hanno fornito sufficienti informazioni. Esso è stato stabilito su base mensile, per tipo di prodotto.

Per i mesi nei quali sul mercato interno non sono state effettuate vendite di un determinato tipo di prodotto esportato, è stata presa in considerazione la media ponderata delle vendite interne effettuate negli altri mesi.

(5) GU n. L 282 del 15.10.1988, pag. 28.

Quando sul mercato interno non sono state effettuate, oppure soltanto in quantitativi minimi, vendite di un determinato tipo di prodotto, sono stati presi in considerazione i prezzi del mercato interno del tipo di prodotto più simile o alternativamente il valore costruito. Nel caso in cui le vendite interne, in quantitativi rilevanti, di un tipo di prodotto venivano realizzate in perdita è stato utilizzato come valore normale il valore costruito. Il valore costruito è stato calcolato sommando ai costi di produzione un margine di utile equo, stabilito sulla base dei benefici realizzati sulle vendite interne del prodotto in questione, POY o PTY oppure, alternativamente, sul complesso delle vendite di filati di poliesteri della società esportatrice interessata.

Per quanto riguarda un esportatore coreano e alcuni esportatori messicani, su loro richiesta, il valore normale è stato stabilito sulla base dei prezzi interni, al netto di qualsiasi sconto, in rapporto diretto con le vendite in questione, in applicazione dell'articolo 2, paragrafo 3, punto a) del regolamento (CEE) n. 2423/88, sempre che siano stati apportati elementi di prova ritenuti convincenti.

Si è tenuto conto anche della richiesta di un esportatore taiwanese di impiegare per il valore costruito non il margine di utile stabilito sul complesso delle vendite di filati detti "PTY" di poliesteri, ma unicamente su le vendite dei filati detti "POY", riscontrato nella fattispecie presso un altro esportatore.

b) Turchia

4. Il valore normale è stato definitivamente calcolato in base al metodo esposto nel considerando 3, paragrafi 1 e 2 del presente regolamento.

Tuttavia, per quanto riguarda i filati detti "POY" per i quali il valore è stato calcolato sulla base del valore costruito, un esportatore ha contestato l'importo del margine di utile preso in considerazione stabilito sulla base dei benefici effettuati su tutte le vendite di filati di poliesteri, sostenendo che soltanto un margine calcolato a partire dai benefici realizzati sulle vendite dei filati detti "POY" poteva essere accettato. Dato però che la Commissione non

ha potuto trovare nei conti delle società turche interessate dalla procedura un margine di beneficio relativo ai soli filati detti "POY", il Consiglio si è dichiarato d'accordo con la Commissione per mantenere il metodo utilizzato per il calcolo delle misure provvisorie.

2) Prezzo all'esportazione

5. In linea di massima, i prezzi all'esportazione sono stati stabiliti sulla base dei prezzi effettivamente pagati o pagabili per i prodotti venduti all'esportazione nella Comunità.

Quando le esportazioni sono state effettuate per il tramite di filiali insediate nella Comunità, i prezzi all'esportazione sono stati calcolati sulla base dei prezzi di vendita al primo acquirente indipendente, debitamente adeguati, in modo da tener conto di tutti i costi sostenuti fra l'importazione e la rivendita dei prodotti interessati, ivi compresi, se del caso, il trasporto, l'assicurazione, i dazi doganali, un margine ritenuto equo per le spese generali ed i benefici, ed i margini degli importatori indipendenti del prodotto in questione.

Dato che gli elementi di prova presentati sono stati ritenuti soddisfacenti, sono state apportate modifiche ai tassi di cambio dei prezzi all'esportazione nella Comunità praticati dagli esportatori di Taiwan.

Quanto al produttore messicano, è stata apportata una modifica alla valuta estera presa in considerazione per il calcolo dei prezzi all'esportazione, dato che la richiesta presentata dal produttore era corredata di prove giudicate soddisfacenti.

3) Confronto

6. In linea di massima, il valore normale mensile per tipo del prodotto è stato confrontato, transazione per transazione, con i prezzi all'esportazione del tipo di prodotto corrispondente allo stadio franco fabbrica. Sono stati mantenuti gli adeguamenti accordati provvisoriamente a seconda dei casi in applicazione dell'articolo 2, paragrafo 10, punti c) e d) del regolamento (CEE) n. 2176/84 per tener conto delle differenze che influiscono direttamente sulla confrontabilità dei prezzi secondo i considerando 10, 14, 18 e 22 del regolamento (CEE) n. 1695/88.

a) Corea

7. Le richieste di adeguamento nuovamente presentate da un esportatore per differenze riguardanti le condizioni di vendita, basate sull'articolo 2, paragrafo 10, punto c), V, del regolamento (CEE) n. 2423/88 non erano sufficientemente sostenute da elementi di prova che dimostrassero la diretta relazione con le vendite in questione per cui non sono state accolte.

b) Messico

8. Dato che gli elementi di prova apportati sono stati giudicati soddisfacenti, un adeguamento di talune condizioni di credito, sulla base dell'articolo 2, paragrafo 10, punto c), III) del regolamento (CEE) n. 2423/88 è stato apportato.

Per quanto riguarda un esportatore messicano nei confronti del quale un adeguamento sui prezzi all'esportazione era stato effettuato a titolo di "spese bancarie" per il calcolo provvisorio del margine di dumping, degli elementi complementari indicanti che nel corso di specie non si trattava in realtà di spese bancarie, hanno indotto la Commissione a riesaminare questo adeguamento.

Inoltre, le richieste relative alla concessione di adeguamenti supplementari per commissioni pagabili ai venditori, per taluni costi del credito e spese interne non sono state accettate, dato che gli elementi di prova apportati erano o in flagrante contraddizione con i dati rilevati durante l'indagine o insufficienti.

c) Taiwan

9. Una nuova richiesta di adeguamento, relativa alla copertura per i rischi di cambio è stata presentata, senza però apportare nuovi elementi. Di conseguenza, il Consiglio conferma le conclusioni della Commissione in base al considerando 18, terzo paragrafo del regolamento (CEE) n. 1695/88, per quanto riguarda l'esclusione di un siffatto adeguamento.

d) Turchia

10. Non è stata accolta un'ulteriore richiesta di adeguamento di un esportatore riguardante il rifinanziamento dei suoi crediti all'estero presso banche internazionali, dato che aveva già beneficiato degli adeguamenti collegati ai costi di credito per le vendite all'esportazione. La sua richiesta basata sull'articolo 2, paragrafo 10, punto c), del regolamento (CEE) n. 2423/88 non è stata accettata, poiché questo articolo non prevede adeguamenti a questo titolo.

Non è stato concesso un adeguamento a titolo dell'articolo 2, paragrafo 10, punto b) del regolamento (CEE) n. 2423/88 relativo al rimborso delle imposizioni all'importazione sostenute da un prodotto esportato nella Comunità, poiché le ditte che l'hanno richiesto hanno inoltrato la loro richiesta in ritardo oppure non hanno apportato elementi di prova soddisfacenti.

4) Margini di dumping

11. Il margine di dumping calcolato per ciascun esportatore è pari alla differenza fra il valore normale stabilito ed il prezzo all'esportazione nella Comunità, debitamente adeguati.

Sulla base del prezzo franco frontiera comunitaria, il margine medio ponderato per ciascun esportatore interessato è il seguente:

a) Corea

- Kohap Ltd, Seul	PTY 8,13%
- Kolon Industries Inc., Seul	PTY 5,71%
	POY 0,02%
- Sam Yang Co Ltd, Seul	PTY 3,38%
- Tong Yang Polyester Co Ltd, Seul	PTY 4,09%

b) Messico

- Celanese Mexicana S.A., Mexico	PTY 15,85%
	POY 4,43%
- Fibras Sinteticas S.A. de C.V., Mexico	PTY 26,74%
- Fibras Quimicas S.A., Monterrey	PTY 5,79%
- Nylon de Mexico S.A., Monterrey	POY 15,80%
- Kimex S.A., Mexico	PTY 18,72%

c) Taiwan

- Chung Shing Textile Company Ltd. Taipei	PTY	1,67%
- Far Eastern Textile Ltd, Taipei	PTY	6,21%
	POY	0,09%
- Nan Ya Plastics Corp., Taipei	PTY	4,92%
	POY	0,52%
- Shin Kong Synthetic Fibres Corp., Taipei	PTY	4,96%
	POY	22,11%
- Tuntex Distinct Corp. Taipei	PTY	0,31%
	POY	0,00%

d) Turchia

- Nergis A.S., Bursa	PTY	38,50%
- Polylen A.S., Bursa	PTY	27,60%
- Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	PTY	11,13%
	POY	2,67%
- Sifas Sentetik Implik Fabrikalari A.S., Bursa	PTY	17,34%
- Sönmez Filament A.S., Bursa	PTY	13,18%

D. PREGIUDIZIO

12. Con regolamento (CEE) n. 1695/88, la Commissione ha dimostrato l'impatto delle importazioni in dumping sull'industria comunitaria, in termini di volume, prezzo, quota di mercato e redditività. Essa ha dimostrato la necessità di cumulare le importazioni nei vari paesi implicati nella procedura.

A questo proposito è stato sostenuto che le cifre indicate nel considerando 26 di detto regolamento non erano esatte, poiché da esse non risultava l'utilizzazione del filato detto "POY" nella produzione del filato detto "PTY".

In mancanza di informazioni che consentissero di distinguere nella produzione e nel consumo comunitari la parte del filato detto "POY", la Commissione, conformemente all'articolo 4, paragrafo 4, del regolamento (CEE) n. 2423/88 ha utilizzato le cifre di produzione e di consumo valutate in base ai dati relativi al solo filato detto "PTY" che tengono conto del trasferimento interno del filato detto "POY" nel filato detto "PTY".

Di conseguenza, in mancanza di nuovi elementi di prova, il Consiglio conferma i fatti presentati nel considerando 24-32 del regolamento (CEE) n. 1695/88.

Inoltre, onde stabilire il pregiudizio, la Commissione ha esaminato l'opportunità di escludere, in applicazione del regolamento (CEE) n. 2423/88, articolo 4, paragrafo 5, i produttori comunitari collegati ad esportatori messicani.

Considerando che questo articolo è inteso ad escludere i produttori comunitari che dovessero ricorrere contro società grazie alle quali hanno realizzato profitti, il Consiglio rileva che nessun produttore comunitario importa filati di poliestere da queste società esportatrici, che queste ultime agiscono come operatori economici autonomi, che le esportazioni nella Comunità hanno un volume limitato, che per uno di essi i legami che l'uniscono alla società esportatrice sono indiretti, che infine, questi produttori comunitari non sono tutelati contro le pratiche sleali delle altre società esportatrici.

Per queste ragioni e considerando che i legami esistenti fra taluni produttori comunitari e le società esportatrici non devono privare questi produttori della tutela contro le pratiche sleali, il Consiglio ritiene che non sia opportuno escludere i produttori comunitari in questione dalla presente procedura.

1) Confrontabilità del prodotto

13. Alcuni esportatori hanno contestato la validità del confronto effettuato fra i filati di poliesteri prodotti dalle loro società e quelli dei produttori comunitari, sostenendo che non rappresentavano prodotti simili, in particolare per quanto riguarda la qualità, che non erano utilizzati per gli stessi scopi e che non erano interscambiabili con i prodotti comunitari. La Commissione ha

respinto questi argomenti ritenendo che l'esigenza che un prodotto sia simile a un prodotto importato non deve intendersi stricto sensu e che soltanto differenze fondamentali di qualità o di impiego possono far sì che un prodotto non sia considerato simile ad un altro.

Nella fattispecie, le caratteristiche fisiche dei prodotti sono molto simili e l'impiego dei filati di poliesteri di qualità inferiore non è del tutto diversa da quella dei filati di poliesteri di qualità cosiddetta superiore.

Di conseguenza, il Consiglio ritiene che le differenze di qualità e di impiego siano insufficienti per giustificare una distinzione fra questi prodotti.

2) Causalità

14. Con regolamento (CEE) n. 1695/88, la Commissione ha stabilito nel considerando 33 il nesso di causalità fra il pregiudizio subito dai produttori comunitari e le importazioni a prezzi di dumping.

Tuttavia, vari esportatori hanno sostenuto che le loro esportazioni di filati di poliesteri nella Comunità erano irrilevanti, oppure in diminuzione e che quindi non potevano aver contribuito al pregiudizio.

(CEE) n°2423/88

Dal regolamento risulta che il pregiudizio può essere constatato anche se il volume di ciascun esportatore, preso singolarmente, non è rilevante. Questo argomento non basta a giustificare l'esclusione di tali esportatori dalla procedura in corso.

Di conseguenza, in mancanza di nuovi elementi di prova relativi agli argomenti sviluppati nel considerando 33 del regolamento (CEE) n. 1695/88, il Consiglio conferma i fatti e le conclusioni presentati dalla Commissione in questo considerando.

E. RESTRIZIONI QUANTITATIVE E MISURE ANTIDUMPING

15. Per quanto riguarda l'esistenza di restrizioni quantitative nei confronti delle importazioni di filati di poliestere originari della Corea e destinati alla Spagna e all'Italia, e delle importazioni di filati di poliesteri originari di Taiwan e destinati alla Spagna, è stato addotto che l'imposizione di un dazio antidumping sulle importazioni di filati di poliesteri originari di detti paesi, oltre a queste restrizioni quantitative, era incompatibile con l'articolo XIX del GATT e del paragrafo 6 dell'accordo multifibre IV (AMF).

A questo proposito, il Consiglio ritiene che, contrariamente a quanto addotto, né il diritto comunitario, né le norme internazionali e in particolare l'AMF, vietano di istituire dazi antidumping, dazi doganali o qualsiasi altra misura relativa alle importazioni quando già esistono restrizioni quantitative, a condizione che nonostante l'esistenza di queste ultime venga accertato un pregiudizio.

Quanto all'opportunità di siffatte misure, nella fattispecie, il Consiglio constata che per quanto riguarda tutta l'industria comunitaria anche se le importazioni di filati di poliesteri di origine coreana e taiwanese sono ridotte, queste sono state effettuate con importanti sottoquotazioni, sino al 30% per i filati di poliesteri coreani e fino al 38% per i filati di poliesteri di Taiwan.

Di conseguenza, il Consiglio ritiene che l'industria comunitaria abbia subito una concorrenza sleale da parte di questi paesi.

Quanto alla Spagna ed all'Italia, il Consiglio constata che queste importazioni sono state effettuate con sottoquotazioni rilevanti, che raggiungono il 35% in Italia e il 41% in Spagna per i filati di poliesteri coreani ed il 33% in Spagna per i filati di poliesteri di Taiwan. Ne consegue che le restrizioni quantitative istituite per questi Stati membri non hanno impedito in questi paesi l'applicazione di pratiche sleali in materia di prezzi e non hanno eliminato il pregiudizio subito. Inoltre si deve constatare che i produttori di questi paesi hanno subito, nel periodo di riferimento, notevoli perdite finanziarie.

Per questi motivi, il Consiglio ritiene che l'istituzione di misure antidumping nei confronti delle importazioni coreane e di Taiwan sia necessaria.

F. INTERESSE COMUNITARIO

16. Taluni importatori e utilizzatori hanno sostenuto che i produttori di filati di poliestere si comportavano come aderenti a un cartello nella misura in cui praticavano prezzi elevati o si constatavano difficoltà nell'approvvigionamento o era organizzata una certa ripartizione del mercato comunitario. Tuttavia nessun elemento di prova che potesse permettere alla Commissione di aprire un'inchiesta sulla base delle regole comunitarie in materia di concorrenza è stato portato a sostegno di suddetti argomenti.

Di conseguenza, tenuto conto delle serie difficoltà che incontra l'industria comunitaria in questione, la Commissione ha concluso che fosse nell'interesse della Comunità stessa prendere misure tali da eliminare il pregiudizio causato ai produttori comunitari di filati di poliestere. Queste misure che avrebbero una incidenza relativamente trascurabile sui costi di produzione dell'industria utilizzatrice e conseguenze minime per i consumatori, dovrebbero assumere la forma di un dazio antidumping definitivo.

In tali condizioni, il Consiglio conferma che è nell'interesse della Comunità prendere misure antidumping definitive nei confronti delle importazioni originarie di questi quattro paesi esportatori interessati dalla presente procedura.

G. DAZIO DEFINITIVO

17. Sono stati presentati argomenti per prendere in considerazione le differenze nei sistemi di produzione dei filati detti POY e detti PTY. Si conferma che la Commissione, nella misura del possibile, ha tenuto conto di queste differenze, in particolare per i costi di produzione, nei confronti dei prezzi e la determinazione della soglia del pregiudizio.

Di conseguenza, il Consiglio conferma le conclusioni della Commissione relative al metodo utilizzato per la determinazione del dazio da applicare e la forma del dazio stesso, di cui al considerando 35 e 36 del regolamento (CEE) n. 1695/88.

H. RISCOSSIONE DEL DAZIO PROVVISORIO

18. Tenuto conto dei margini di dumping constatati e del pregiudizio causato, il Consiglio ritiene necessario riscuotere definitivamente gli importi depositati a titolo di dazio antidumping provvisorio integralmente oppure a concorrenza del dazio massimo definitivamente istituito qualora quest'ultimo sia inferiore al dazio provvisorio. Gli importi garantiti, non coperti dalle aliquote dei dazi definitivi, sono svincolati.

HA APPROVATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

1. Viene istituito un dazio antidumping definitivo sulle importazioni dei filati di pollesteri parzialmente orientati, non testurizzati (POY) corrispondenti al codice NC 5402 42 00, originari del Messico, Taiwan e Turchia.
2. Le aliquote del dazio antidumping definitivo sul prezzo netto franco frontiera comunitaria del prodotto non sdoganato, ammontano a:
 - 15,8% per i filati detti POY originari del Messico, fatta eccezione per quelli prodotti o venduti per l'esportazione nella Comunità dalla società Celanese Mexicana S.A., Messico, esonerata dal dazio;
 - 8,7% per i filati detti POY originari di Taiwan, fatta eccezione per quelli prodotti o venduti per l'esportazione nella Comunità dalle seguenti società, esonerate dal dazio:
Far Eastern textile Ltd, Taipei
Nan Ya Plastics Corp., Taipei
Tuntex Distinct Corp., Taipei
 - 2,7% per i filati detti POY originari della Turchia.
3. Si applicano le disposizioni in vigore in materia di dazi doganali.

Articolo 2

1. Viene istituito un dazio antidumping definitivo sulle importazioni di filati di poliesteri testurizzati (PTY) corrispondenti ai codici NC 5402 33 10 e 5402 33 90, originari della Repubblica di Corea, Messico, Taiwan e Turchia.

2. Le aliquote del dazio antidumping definitivo sul prezzo netto franco frontiera comunitario non sdoganato sono le seguenti:

- 8,1% per i filati detti PTY originari della Repubblica di Corea.

- I dazi seguenti si applicano ai filati detti PTY prodotti o venduti per l'esportazione nella Comunità dalle società sottoelencate:

Kohap Ltd, Seul	8,1%
Kolon Industries Inc., Seul	5,7%
Sam Yang Co Ltd, Seul	3,4%
Tong Yang Polyester Co Ltd, Seul	4,1%

- 26,7% per i filati detti PTY originari del Messico. I dazi seguenti si applicano ai filati detti PTY prodotti o venduti per l'esportazione nella Comunità dalle società sottoelencate:

Celanese Mexicana S.A., Mexico	15,9%
Fibras Quimicas S.A., Monterrey	5,8%
Kimex S.A., Mexico	18,7%

- 6,2% per i filati detti PTY originari di Taiwan. I seguenti dazi si applicano ai filati detti PTY prodotti o venduti per l'esportazione nella Comunità dalle società qui di seguito indicate:

Chung Shing Textile Company Ltd, Taipei	1,7%
Nan Ya Plastics Corp., Taipei	4,9%
Shinkong Synthetic Fibres Corp., Taipei	5,0%

La Società Tuntex Distinct Corp. Taipei è esonerata dal dazio suddetto.

- 13,2% per i filati detti PTY originari della Turchia. Si applicano i seguenti dazi ai filati detti PTY prodotti o venduti per l'esportazione nella Comunità dalle società qui di seguito elencate:

Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	11,1%
Nergis A.S., Bursa	8,6%
Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari A.S., Bursa	7,2%
Polylen A.S., Bursa	7,2%

3. Si applicano le disposizioni in vigore in materia di dazi doganali.

Articolo 3

Gli importi garantiti dal dazio antidumping provvisorio, a norma del regolamento (CEE) n. 1695/88, vengono definitivamente riscossi, integralmente oppure sino a concorrenza degli importi che non superano le percentuali indicate nel presente regolamento. Gli importi garantiti, non coperti dalle aliquote dei dazi definitivi, sono svincolati.

Articolo 4

Il presente regolamento entra in vigore il giorno successivo alla pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno Stato membro.

Fatto a Bruxelles
Per il Consiglio

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

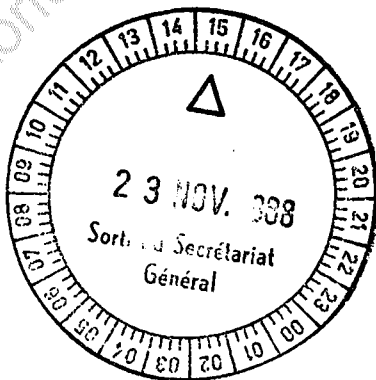
COM(88) 681 def.

Brussel, 17 november 1988

Voorstel voor een VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

houdende instelling van een definitief anti-dumpingrecht
op de invoer van polyestergaren van oorsprong uit
de Republiek Korea, Mexico, Taiwan en Turkije

(door de Commissie ingediend)



TOELICHTING

I. Procedure

De Commissie heeft door middel van een bericht in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen (1) de inleiding van een anti-dumping-procedure aangekondigd en is met een onderzoek begonnen naar de invoer van polyestergarnen van oorsprong uit Mexico, Zuid-Korea, Taiwan en Turkije.

Op 14 juni 1988 heeft de Commissie bij Verordening (EEG) nr. 1695/88 (2), gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 2871/88 (3), een voorlopig anti-dumpingrecht ingesteld op de invoer van gedeeltelijk versterkt polyestergaren (POY) en getextureerd polyestergaren (PTY) van oorsprong uit de desbetreffende landen.

Dit recht is bij Verordening (EEG) nr. 3171/88 (4) voor een tijdvak van ten hoogste twee maanden verlengd.

II. Dumping

De Commissie heeft, wat de dumping betreft, op grond van voldoende bewijsmateriaal, de voorlopige dumpingmarges in het voordeel van bepaalde uitvoerders herzien. De definitief geconstateerde dumpingmarges zijn weergegeven in paragraaf 11 van dit ontwerpverordening.

(1) PB nr. C 173 van 01.07.1987, blz. 11.

(2) PB nr. L 151 van 17.06.1988, blz. 39

(3) PB nr. L 257 van 17.09.1988, blz. 24.

(4) PB nr. L 282 van 15.10.1988, blz. 28.

III. Schade

De volgende belangrijke waarnemingen werden door de Commissie vastgesteld:

Wat betreft de gedeeltelijk versterkte polyestergaren (POY), is de invoer uit de betreffende landen tussen 1985 en 1986 met 259 % en tussen 1986 en 1987 met 37 % toegenomen.

De invoer van getextureerde polyestergaren (PTY) uit de vier desbetreffende landen is tussen 1985 en 1986 toegenomen met 574 % en tussen 1986 tot 1987 met 72 %.

Het marktaandeel in de Gemeenschap van deze landen noteerde 1,7 % in 1985, 8,6 % in 1986 en 13,4 % in 1987.

De onderbieding van de invoerprijzen zijn aanzienlijk. Deze prijsonderbiedingen bedragen 14 % voor garen uit Mexico, 25 % voor garen uit Zuid-Korea en meer dan 30 % voor garen uit Taiwan en Turkije.

De invloed op de bedrijfstak van de Gemeenschap was het volgende:

Hoewel het verbruik van garen uit de Gemeenschap tussen 1984 en 1987 met 19 % toenam, daalde het marktaandeel van de producenten van de Gemeenschap van 91 % tot 79 % in dezelfde periode.

De desbetreffende invoeren hebben tevens een drukkende werking gehad op de prijzen van de producenten van de Gemeenschap alsook op hun profijt.

Tijdens de referentieperiode boekten drie producenten van POY-garen verliezen, terwijl zij nog in 1986 winstgevend waren. Op negen producenten van PTY-garen boekten twee producenten verliezen in 1986 tegenover zes in 1987.

Voortvloeiend uit het voorafgaande blijkt dat de groei van de invoer tegen gedumpte prijzen, de bedrijfstak van de Gemeenschap het profijt van een toegenomen verbruik heeft ontnomen, en een drukkende werking op de prijzen heeft uitgeoefend; dit heeft zich zowel gemanifesteerd door een verlaging van het marktaandeel als door een nettoverslechtering van de financiële resultaten van de bedrijfstak van de Gemeenschap.

Bijgevolg acht de Commissie dat de invoer van polyestergaren uit de desbetreffende landen, tegen gedumpte prijzen, belangrijke schade heeft veroorzaakt aan de bedrijfstak van de Gemeenschap. Zij acht tevens de aanwezigheid van kwantitatieve beperkingen tegen de invoer van polyestergaren uit Korea en Taiwan, met bestemming Spanje en Italië een ontoereikende bescherming biedt gezien het feit dat deze maatregelen in deze landen de oneerlijke prijspraktijken en de schade die daardoor werd veroorzaakt niet konden verhinderen.

Bijgevolg acht de Commissie het noodzakelijk een definitief anti-dumpingrecht op te leggen tegen deze importen.

IV. Belang van de Gemeenschap

In verband met de ernstige moeilijkheden waarin de betrokken bedrijfstak van de Gemeenschap verkeerde, was de Commissie tot de slotsom gekomen dat het in het belang van de Gemeenschap was maatregelen te treffen waardoor de schade opgeheven werd die jegens de communautaire producenten berokkend werd. Deze maatregelen, die een vrij verwaarloosbare invloed op de produktiekosten van de textielindustrie en weinig gevolgen voor de verbruikers zouden hebben, dienen de vorm van een voorlopig anti-dumpingrecht aan te nemen.

In dit opzicht hebben bepaalde invoerders en verbruikers aangevoerd, dat bij de instelling van de voorlopige maatregelen hun belangen miskend werden en dat het niet in het belang van de Gemeenschap was om een definitieve anti-dumpingmaatregel op te leggen tegen de invoer van polyestergaren.

Hun argumenten doelen voornamelijk op de kartelpraktijken van de Gemeenschapsproducenten, die zich voor hebben gedaan na het opleggen van de voorlopige maatregelen, hetgeen te wijten is aan bevoorradingsmoeilijkheden, te hoge prijzen, de gemeenschapsproducenten alsook een georganiseerde segmentering op de gemeenschapsmarkt van polyestergaren.

Echter, geen enkel bewijs is geleverd ter ondersteuning van de argumenten die het de Commissie mogelijk zouden maken om op basis van de gemeenschappelijke concurrentiebepalingen een onderzoek te beginnen.

Bijgevolg acht de Commissie het in het belang van de Gemeenschap dat definitieve maatregelen worden genomen om de import van polyestergaren afkomstig uit de betrokken landen tegen te gaan.

Definitief recht

De Commissie is van mening dat een definitief anti-dumpingrecht moet worden opgelegd ten aanzien van deze invoeren in de vorm van een ad-valorem recht.

Op grond van het voorgaande en gezien de omstandigheden legt de Commissie de volgende ontwerpverordening van de Raad voor, aan de Raad:

- instelling van een definitief anti-dumpingrecht op de invoer van polyestergaren, van oorsprong uit Korea, Mexico, Taiwan en Turkije;
- invordering van de bedragen die zijn gewaarborgd door het voorlopige anti-dumpingrecht tot het niveau van de bedragen vermeld in de verordening inhoudende het definitieve recht.

VERORDENING (EEG) NR. /88 VAN DE RAAD

van

houdende instelling van een definitief anti-dumpingrecht op
de invoer van polyestergaren van oorsprong uit de
Republiek Korea, Mexico, Taiwan en Turkije

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische
Gemeenschap,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 2423/88 van de Raad van 11 juli 1988,
betreffende beschermende maatregelen tegen invoer met dumping of
subsidiering uit landen die geen lid zijn van de Europese Economische
Gemeenschap⁽¹⁾, inzonderheid op artikel 12,

Na kennisgeving aan de Associatieraad EEG-Turkije, overeenkomstig
artikel 47, lid 2, van het Aanvullend Protocol bij de overeenkomst
waarbij een associatie tot stand wordt gebracht tussen de Europese
Economische Gemeenschap en Turkije⁽²⁾, en bij afwezigheid van een
besluit van genoemde Raad,

Gezien het voorstel dat is ingediend door de Commissie, na overleg in
het bij de genoemde verordening ingestelde Raadgevend Comité,

Overwegende hetgeen volgt :

A. VOORLOPIGE MAATREGELEN

1. De Commissie heeft bij Verordening (EEG) nr. 1695/88⁽³⁾, gewijzigd
bij Verordening (EEG) nr. 2871/88⁽⁴⁾, een voorlopig
anti-dumpingrecht ingesteld op de invoer van gedeeltelijk versterkt
polyestergaren (POY) en getextureerd polyestergaren (PTY), van
oorsprong uit Korea, Mexico, Taiwan en Turkije. Het zogenoemde POY-
garen is een voedingsgaren dat bij uitsluiting bestemd is voor de
productie van getextureerd garen (PTY), op zijn beurt gebruikt voor

(1) PB L 209 van 2.8.1988, blz. 1

(2) PB L 293 van 29.12.1972, blz. 3

(3) PB L 151 van 17.6.1988, blz. 39

(4) PB L 257 van 17.9.1988, blz. 24

de vervaardiging van weefsels van polyester of van katoen en polyester. Dit recht is bij Verordening (EEG) nr. 3171/88⁽⁵⁾ voor een tijdvak van ten hoogste twee maanden verlengd.

B. VERDERE PROCEDURE

2. Na de instelling van het voorlopig anti-dumpingrecht zijn de producenten van de Gemeenschap en verschillende exporteurs van het betrokken produkt desgevraagd in de gelegenheid gesteld door de Commissie te worden gehoord.

De EG-producenten en enkele exporteurs hebben hun standpunt aangaande de verordening waarbij het voorlopig recht is ingesteld bovendien schriftelijk naar voren gebracht.

Enkele exporteurs hebben verzocht in kennis te worden gesteld van de voornaamste feiten en overwegingen op grond waarvan de Commissie voornemens was definitieve maatregelen aan te bevelen. Deze verzoeken zijn ingewilligd.

C. DUMPING

- 1) Normale waarde

a) Korea - Taiwan - Mexico

3. De definitieve berekening van de normale waarde heeft globaliter plaatsgevonden overeenkomstig de bij de voorlopige berekening van de genoemde waarde aangewende methode, en wel op basis van de prijzen die op de binnenlandse markt worden gehanteerd door de producenten die naar de Gemeenschap hebben uitgevoerd en voldoende inlichtingen hebben verstrekt. De waarde is per soort produkt op maandelijks grondslag vastgesteld.

Voor de maanden waarin van een bepaald soort uitgevoerd produkt geen enkele verkoop op de binnenlandse markt heeft plaatsgevonden, is het gewogen gemiddelde van de binnenlandse verkopen in de andere maanden gebruikt.

(5) PB L 282 van 15.10.1988, blz. 28

Ingeval er geen binnenlandse verkopen voor een naar de Gemeenschap uitgevoerd produkt bestonden of wanneer deze in ontoereikende hoeveelheden voorkwamen, zijn de prijzen op de binnenlandse markt genomen van het soort produkt dat er het dichtst bij stond of is bij wijze van alternatief de samengestelde waarde genomen. In gevallen waarin de binnenlandse verkopen van een bepaald produkt in aanzienlijke hoeveelheden met verlies hadden plaatsgevonden, is de samengestelde waarde als normale waarde aangewend. De samengestelde waarde is berekend door bij de produktiekosten een redelijke winstmarge te voegen, vastgesteld door uit te gaan van de winsten op de binnenlandse verkopen van het betrokken produkt, POY of PTY, dan wel op alle verkopen van polyestergaren van de betrokken exporteur.

Ten aanzien van een Koreaanse exporteur en bepaalde Mexicaanse exporteurs is op hun verzoek de normale waarde vastgesteld op basis van de binnenlandse prijzen, vrij van alle kortingen en terugbetalingen die rechtstreeks in verband staan met de betrokken verkopen, in toepassing van artikel 2, lid 3, sub a), van Verordening (EEG) nr. 2423/88, wanneer overtuigend bewijsmateriaal werd aangevoerd.

Eveneens is het verzoek ingewilligd van een Taiwanese exporteur om voor de samengestelde waarde niet de winstmarge te gebruiken die voor het geheel der verkopen van zogenoemd PTY-garen van polyester was gebruikt doch slechts de winstmarge op de verkopen van zogenoemd POY-garen, in casu vastgesteld bij een andere exporteur.

b) Turkije

4. De normale waarde werd definitief berekend volgens de in overweging 3, leden 1 en 2 van deze verordening uiteengezette methode.

Desondanks heeft met betrekking tot zogenoemd POY-garen, waarvoor de normale waarde werd berekend op basis van de samengestelde waarde, een exporteur het bedrag betwist van de aangehouden winstmarge die was vastgesteld op basis van de winsten die over het geheel van de verkopen van polyestergaren waren gemaakt. Deze exporteur hield namelijk staande dat alleen een marge die was berekend op basis van de winsten die waren gemaakt over de verkopen van zogenoemde POY-garens, aanvaardbaar was. Aangezien de Commissie in geen enkele boekhouding van de bij de procedure betrokken Turkse ondernemingen een winstmarge heeft kunnen

vinden die alleen op de zogenoemde POY-garens betrekking heeft, was de Raad met de Commissie van mening dat de voor de berekening van de voorlopige maatregelen gebruikte methode diende te worden gehandhaafd.

2) Prijs bij uitvoer

5. De prijzen bij uitvoer werden, algemeen gesproken, bepaald op basis van de werkelijk betaalde of te betalen prijzen voor de produkten die voor uitvoer naar de Gemeenschap werden verkocht.

Wanneer de uitvoer is verricht door tussenkomst van in de Gemeenschap gevestigde dochterondernemingen, zijn de prijzen bij uitvoer berekend op de grondslag van de wederverkoopprijzen aan de eerste onafhankelijke koper, naar behoren aangepast om rekening te houden met alle kosten tussen de invoer en de wederverkoop van de betrokken produkten, zonodig met inbegrip van de kosten voor vervoer, verzekering en douanerechten, alsmede een redelijk geachte marge voor algemene kosten en winsten, rekening gehouden met de marges die door de onafhankelijke importeurs van het betrokken produkt werden gehanteerd.

Er zijn wijzigingen aangebracht in de wisselkoersen van de prijzen van de Taiwanese exporteurs bij uitvoer naar de Gemeenschap, aangezien het ingediende bewijsmateriaal bevredigend werd geacht.

Voor een Mexicaanse producent werd na een voldoende onderbouwd verzoekschrift van genoemde producent, een wijziging verricht met betrekking tot de vreemde valuta die voor de berekening van de prijs bij uitvoer in aanmerking was genomen.

3) Vergelijking

6. In algemene zin werd de maandelijkse normale waarde per soort produkt en per transactie vergeleken met de prijzen bij uitvoer van het overeenkomstige soort produkt in het stadium af-fabriek. De correcties die in toepassing van artikel 2, lid 10, sub c) en d), van Verordening (EEG) nr. 2176/84 naargelang van de omstandigheden op voorlopige basis zijn toegekend om rekening te houden met de verschillen die rechtstreeks van invloed zijn op de vergelijkbaarheid

van de prijzen, werden gehandhaafd onder de voorwaarden die zijn vastgesteld in de overwegingen 10, 14, 18 en 22 van Verordening (EEG) nr. 1695/88.

a) Korea

7. De herhaalde verzoeken van een bepaalde exporteur om aanpassingen in verband met verschillen ten aanzien van de verkoopvoorwaarden, op basis van artikel 2, lid 10, sub c), v), van Verordening (EEG) nr. 2423/88, die niet voldoende waren gestaafd door bewijsmateriaal waaruit het rechtstreeks verband met de betrokken verkopen bleek, zijn niet aanvaard.

b) Mexico

8. Een aanpassing van bepaalde kredietvoorwaarden op grond van artikel 2, lid 10, sub c), iii), van Verordening (EEG) nr. 2423/88 werd in overweging genomen aangezien het overgelegde bewijsmateriaal voldoende geacht werd.

Wat een Mexicaanse exporteur betreft voor wie uit hoofde van "bankkosten" voor de voorlopige berekening van de dumpingmarge een correctie op de prijzen bij uitvoer was aangebracht, heeft aanvullend bewijsmateriaal voorgelegd waarin aangetond wordt dat het in dit geval eigenlijk niet om bankkosten gaat waardoor de Commissie tot heroverweging van deze correctie is gebracht.

Bovendien zijn de verzoeken met betrekking tot de toekenning van aanvullende correcties voor aan verkopers te betalen commissies, voor bepaalde kosten van kredieten en binnenlandse vrachten niet aanvaard, aangezien het voorgelegd bewijsmateriaal, hetzij volstrekt in tegenspraak was met de gedurende het onderzoek naar voren gekomen gegevens, hetzij onvoldoende was.

c) Taiwan

9. Een nieuw verzoek om correctie uit hoofde van dekking tegen wisselkoersrisico's (hedging) is ingediend zonder dat daarbij nieuwe argumenten zijn voorgelegd. De Raad bevestigt derhalve de gevolgtrekkingen van de Commissie zoals deze zijn neergelegd in overweging 18, derde alinea, van Verordening (EEG) nr. 1695/88 ten aanzien van de uitsluiting van een dergelijke correctie.

d) Turkije

10. Aan een exporteur werd niet het recht toegekend om een hernieuw verzoek om een aanpassing in te dienen met betrekking tot de herfinanciering van zijn schulden in het buitenland bij Internationale banken hoewel hij reeds in aanmerking was gekomen voor aanpassingen welke verband hielden met de kosten van het krediet voor de verkoop bij uitvoer. Zijn verzoek uit hoofde van artikel 2, lid 10, punt c), sub III) van Verordening (EEG) nr. 2423/88 werd niet aanvaard omdat dit artikel niet voorziet in een desbetreffende aanpassing.

Er werd ook geen aanpassing toegekend uit hoofde van artikel 2, lid 10, punt b) van Verordening (EEG) nr. 2423/88 met betrekking tot de terugbetaling van belastingen bij invoer op een produkt uitgevoerd naar de Gemeenschap aangezien de firma's die hierom hebben verzocht dit ofwel te laat hebben gedaan ofwel niet voldoende bewijsmateriaal hebben voorgelegd.

4) Marge van dumping

11. De voor elke exporteur berekende dumpingmarge is gelijk aan het verschil tussen de normale waarde en de prijs bij uitvoer naar de Gemeenschap, naar behoren gecorrigeerd.

Op basis van de prijs franco grens Gemeenschap ziet de gewogen gemiddelde marge voor elke betrokken exporteur er als volgt uit :

a) Korea

- Kohap Ltd, Seoel	PTY	8,13	%
- Kolon Industries Inc., Seoel	PTY	5,71	%
	POY	0,02	%
- Sam Yang Co Ltd, Seoel	PTY	3,38	%
- Tong Yang Polyester Co Ltd, Seoel	PTY	4,09	%

b) Mexico

- Celanese Mexicana SA, Mexico	PTY	15,85	%
	POY	4,43	%
- Fibras Sinteticas SA de CV, Mexico	PTY	26,74	%
- Fibras Quimicas SA, Monterrey	PTY	5,79	%
- Nylon de Mexico SA, Monterrey	POY	15,80	%
- Kimex SA, Mexico	PTY	18,72	%

.../...

c) Taiwan

- Chung Shing Textile Company Ltd, Taipei	PTY	1,67	%
- Far Eastern Textile Ltd, Taipei	PTY	6,21	%
	POY	0,09	%
- Nan Ya Plastics Corp., Taipei	PTY	4,92	%
	POY	0,52	%
- Shin Kong Synthetic Fibres Corp., Taipei	PTY	4,96	%
	POY	22,11	%
- Tuntex Distinct Corp., Taipei	PTY	0,31	%
	POY	0,00	%

d) Turkije

- Nergis AS, Bursa	PTY	38,50	%
- Polylen AS, Bursa	PTY	27,60	%
- Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	PTY	11,13	%
	POY	2,67	%
- Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari AS, Bursa	PTY	17,34	%
- Sönmez Filament AS, Bursa	PTY	13,18	%

D. SCHADE

12. De Commissie heeft in haar Verordening (EEG) nr. 1695/88 gewezen op de impact van de invoer tegen dumpingprijzen op de communautaire industrie, met name wat betreft het volume, de prijs, het marktaandeel en de rentabiliteit. Hiertoe heeft zij gewezen op de noodzaak om de invoer van de verschillende bij de procedure betrokken landen te cumuleren.

In dit verband werd aangevoerd dat de in considerans 26 van genoemde verordening vermelde cijfers niet juist waren aangezien hieruit niet duidelijk bleek dat het zogenaamde POY-garen bij de vervaardiging van het zogenaamde PTY-garen wordt gebruikt.

Bij gebrek aan de nodige informatie om bij de vervaardiging en het verbruik in de Gemeenschap het aandeel vast te stellen van het zogenaamde POY-garen, heeft de Commissie overeenkomstig artikel 4, lid 4, van Verordening (EEG) nr. 2423/88 gebruik gemaakt van productie- en verbruikscijfers die zijn geëvalueerd op basis van gegevens met

betrekking tot het zogenaamde PTY-garen alleen, waarbij rekening wordt gehouden met de interne transfer van het zogenaamde POY-garen naar het zogenaamde PTY-garen.

Onder deze voorwaarden en bij gebrek aan nieuw bewijsmateriaal bevestigt de Raad de in consideransen 24 tot en met 32 van Verordening (EEG) nr. 1695/88 uiteengezette feiten.

Voorts heeft de Commissie, met het oog op de vaststelling van de schade, nagegaan of uit hoofde van artikel 4, lid 5, van Verordening (EEG) nr. 2423/88 de Gemeenschapsproducenten die bindingen hebben met Mexicaanse exporteurs, moeten worden uitgesloten.

Overwegende dat dit artikel tot doel heeft de Gemeenschapsproducenten uit te sluiten die klachten zouden hebben ten aanzien van ondernemingen waaruit zij voordeel hebben gehaald, doet de Raad opmerken dat geen enkele Gemeenschapsproducent polyester-garen van deze uitvoerende ondernemingen invoert, dat er slechts een beperkte uitvoer is naar de Gemeenschap, dat deze uitvoerende ondernemingen zich in ruime mate als autonome economische subjecten gedragen, slechts minderheidsparticipaties hebben in de betrokken ondernemingen, dat voor één van de Gemeenschaps-producenten de bindingen met de uitvoerende ondernemingen indirecte bindingen zijn en dat tenslotte deze Gemeenschapsproducenten niet beschermd zijn tegen oneerlijke praktijken van andere uitvoerende ondernemingen.

Om al deze redenen en rekening houdend met het feit dat er bindingen zijn tussen bepaalde Gemeenschapsproducenten en uitvoerende ondernemingen niet betekent dat deze producenten niet moeten worden beschermd tegen oneerlijke praktijken, meent de Raad dat de betrokken Gemeenschapsproducenten niet van deze procedure moeten worden uitgesloten.

1) Vergelijkbaarheid van het produkt

13. Een aantal exporteurs hebben de geldigheid betwist van de vergelijking tussen door hun onderneming geproduceerd polyester-garen en polyester-garen van Gemeenschapsproducenten waarbij zij aanvoerden dat het geen soortgelijke produkten zijn, met name wat betreft de

kwaliteit, dat deze niet voor hetzelfde doel worden gebruikt en dat zij niet onderling uitwisselbaar zijn met de communautaire produkten. Deze argumenten werden niet aanvaard omdat de Commissie van mening is dat de vereiste dat een produkt gelijksoortig moet zijn aan een ingevoerd produkt, niet strikt moet worden geïnterpreteerd en dat alleen fundamentele verschillen inzake kwaliteit of gebruik kunnen rechtvaardigen dat een produkt niet wordt beschouwd als zijnde gelijksoortig aan een ander produkt.

In dit geval lijken de fysieke kenmerken van de produkten sterk op elkaar en het gebruik van het polyestergaren van minder goede kwaliteit is niet helemaal verschillend van dat van polyestergaren van een zogenaamd betere kwaliteit.

Bijgevolg meent de Raad dat de beweerde verschillen inzake kwaliteit en gebruik niet volstaan om een onderscheid tussen deze produkten te rechtvaardigen.

2) Oorzakelijkheid

14. De Commissie heeft in haar Verordening (EEG) nr. 1695/88 in considerans 33 het oorzakelijk verband vastgesteld tussen de door de Gemeenschapsproducenten geleden schade en de invoer tegen dumpingprijzen.

Verscheidene exporteurs hebben er echter op gewezen dat hun uitvoer van polyestergaren naar de Gemeenschap ofwel zeer gering was ofwel werd verlaagd en dat zij derhalve geen schade hebben kunnen berokkenen.

Uit de verordening (EEG) nr. 2423/88 blijkt dat de schade kan worden vastgesteld zelfs indien de hoeveelheid van elke exporteur afzonderlijk zeer gering is. Dit argument volstaat dus niet om de uitsluiting van deze exporteurs van de aan de gang zijnde procedure te rechtvaardigen.

Onder deze voorwaarden en bij gebrek aan nieuw bewijsmateriaal met betrekking tot de in considerans 33 van Verordening (EEG) nr. 1695/88 naar voren gebrachte argumenten bevestigt de Raad de feiten en de door de Commissie in deze considerans uiteengezette conclusies.

E. KWANTITATIEVE BEPERKINGEN EN ANTI-DUMPINGMAATREGELEN

15. Ten aanzien van de kwantitatieve beperkingen op de invoer in Spanje en Italië van polyester garens van oorsprong uit Korea en de invoer in Spanje van polyester garens van oorsprong uit Taiwan werd aangevoerd dat het instellen - naast deze kwantitatieve beperkingen - van een anti-dumpingrecht op de invoer van polyester garens van oorsprong uit de genoemde landen onverenigbaar was met het bepaalde in artikel XIX van de GATT en in lid 6 van Multivezelovereenkomst IV (MVO).

De Raad is wat dit betreft van mening dat, in tegenstelling tot de naar voren gebrachte argumenten, noch het communautaire recht, noch de internationale bepalingen, inzonderheid de MVO, het instellen van anti-dumpingrechten, douanerechten of om het even welke andere maatregelen die consequenties hebben voor de invoer verbieden wanneer kwantitatieve beperkingen van toepassing zijn, op voorwaarde dat, niettegenstaande deze beperkingen, schade is vastgesteld.

Wat de wenselijkheid van dergelijke maatregelen in het onderhavige geval betreft, constateert de Raad met betrekking tot de gehele communautaire industrie dat, zelfs indien de invoer van polyester garens van oorsprong uit Korea en Taiwan gering van omvang is, deze plaatsvindt met aanzienlijke prijsontkortingen die tot 30 % kunnen bedragen voor het polyester garens van oorsprong uit Korea en tot 38 % voor het polyester garens van oorsprong uit Taiwan.

De Raad is derhalve van mening dat de communautaire industrie nog steeds met oneerlijke concurrentie uit deze landen wordt geconfronteerd.

Met betrekking tot Spanje en Italië constateert de Raad dat deze invoer plaatsvindt met aanzienlijke prijsontkortingen, die in Italië 35 % en in Spanje 41 % bedragen voor het polyester garens uit Korea en 33 % in Spanje voor polyester garens uit Taiwan. De voor deze Lid-Staten ingestelde kwantitatieve beperkingen hebben derhalve niet belet dat in deze landen oneerlijke praktijken op het gebied van de prijzen plaatsvinden en zij hebben de geleden schade niet opgeheven. Voorts zij opgemerkt dat de producenten in deze landen gedurende de referentieperiode aanzienlijke financiële verliezen hebben geleden.

Om deze redenen acht de Raad het instellen van anti-dumpingmaatregelen ten aanzien van de invoer uit Korea en Taiwan noodzakelijk.

F. BELANG VAN DE GEMEENSCHAP

16. Bepaalde invoerders en verbruikers hebben het argument voorgelegd dat de Gemeenschapsproducenten van polyester garen zich gedroegen alsof ze deel uitmaakten van een kartel, in de mate waarin zij hoge prijzen hanteerden, bevoorradingsmoeilijkheden werden bemerkt en een zekere splitsing van de Gemeenschapsmarkt werd georganiseerd. Echter, geen enkel bewijs werd voorgelegd ter ondersteuning van deze argumenten waardoor de Commissie een onderzoek, op grond van de Gemeenschapsregels ten aanzien van de concurrentie, zou kunnen beginnen.

Bijgevolg en gezien de ernstige moeilijkheden waarmee de betrokken bedrijfstak van de Gemeenschap wordt geconfronteerd, is de Commissie tot de slotsom gekomen dat het in het belang van de Gemeenschap was maatregelen te nemen waardoor de schade wordt opgeheven die de communautaire producenten van polyestergaren wordt berokkend. Deze maatregelen, die vrij onbeduidende gevolgen zouden hebben voor de produktiekosten van de verwerkende industrie en die geen merkbare consequenties zouden hebben voor de consument, dienen de vorm van een definitief anti-dumpingrecht aan te nemen.

De Raad bevestigt derhalve dat het, in deze gevallen, in het belang van de Gemeenschap is dat definitieve anti-dumpingmaatregelen worden genomen ten aanzien van de invoer van oorsprong uit de vier exporterende landen waarop deze procedure van toepassing is.

G. DEFINITIEF RECHT

17. Er werden argumenten aangevoerd in verband met het in aanmerking nemen van verschillen in de produktieprocedures van zogenaamde "POY"- en "PTY"-garens. Bevestigd wordt dat de Commissie in zoverre mogelijk rekening heeft gehouden met deze verschillen, met name wat de produktiekosten, de vergelijking van de prijzen en het vaststellen van de schadedrempel betreft.

Met het oog hierop bevestigt de Raad de bevindingen van de Commissie met betrekking tot, enerzijds, de voor de vaststelling van het toe te passen recht gebruikte methode, en, anderzijds de vorm van dit recht, zoals deze zijn neergelegd in de overwegingen 35 en 36 van Verordening (EEG) nr. 1695/88.

H. INNING VAN HET VOORLOPIGE RECHT

18. Met het oog op de vastgestelde marges van dumping en de veroorzaakte schade acht de Raad het noodzakelijk dat de door het voorlopige anti-dumpingrecht gewaarborgde bedragen definitief worden ingevorderd, hetzij in hun geheel, hetzij tot het niveau van het definitief opgelegde recht, indien dit laatste lager is dan het voorlopige recht. Het gedeelte van de als waarborg gestorte bedragen dat het bedrag van het definitieve recht overschrijdt, wordt vrijgegeven.

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

1. Er wordt een definitief anti-dumpingrecht ingesteld op de invoer van niet-getextureerd, gedeeltelijk versterkt polyester garens (POY), GN code 5402 42 00, van oorsprong uit Mexico, Taiwan en Turkije.
2. Het definitieve anti-dumpingrecht dat wordt toegepast op de nettoprijs franco grens Gemeenschap van het niet-ingeklaarde produkt, bedraagt :
 - 15,8 % voor zogenaamde "POY"-garens van oorsprong uit Mexico, met uitzondering van die welke worden vervaardigd en verkocht voor uitvoer naar de Gemeenschap door de onderneming Celanese Mexicana SA, Mexico, die van het recht wordt vrijgesteld;
 - 8,7 % voor zogenaamde "POY"-garens van oorsprong uit Taiwan, met uitzondering van die welke worden vervaardigd en verkocht voor uitvoer naar de Gemeenschap door de hierna volgende ondernemingen, die van het recht worden vrijgesteld :
Far Eastern textile Ltd, Taipei,
Nan Ya Plastics Corp., Taipei,
Tuntex Distinct Corp., Taipei;

- 2,7 % voor zogenaamde "POY"-garens van oorsprong uit Turkije.

3. De vigerende betalingen ter zake van de douanerechten zijn van toepassing.

Artikel 2

1. Er wordt een definitief anti-dumpingrecht ingesteld op de invoer van getextureerd polyestergaren (PTY), GN codes 5402 33 10 en 5402 33 90, van oorsprong uit de Republiek Korea, Mexico, Taiwan en Turkije.

2. Het definitieve anti-dumpingrecht dat wordt toegepast op de nettoprijs franco grens Gemeenschap niet-ingekeerd, bedraagt :

- 8,1 % voor zogenaamd "PTY"-garen van oorsprong uit de Republiek Korea;

- De hierna volgende rechten zijn van toepassing op zogenaamd "PTY"-garen dat wordt vervaardigd en verkocht voor uitvoer naar de Gemeenschap door de onderstaande ondernemingen :

Kohap Ltd, Seoel	8,1	%
Kolon Industries Inc., Seoel	5,7	%
Sam Yang Co Ltd, Seoel	3,4	%
Tong Yang Polyester Co Ltd, Seoel	4,1	%

- 26,7 % voor zogenaamd "PTY"-garen van oorsprong uit Mexico. De hierna volgende rechten zijn van toepassing op zogenaamd "PTY"-garen dat wordt vervaardigd en verkocht voor uitvoer naar de Gemeenschap door de onderstaande ondernemingen :

Celanese Mexicana SA, Mexico	15,9	%
Fibras Quimicas SA, Monterrey	5,8	%
Kimex SA, Mexico	18,7	%

- 6,2 % voor zogenaamd "PTY"-garen van oorsprong uit Taiwan. De hierna volgende rechten zijn van toepassing op zogenaamd "PTY"-garen dat wordt vervaardigd en verkocht voor uitvoer naar de Gemeenschap door de hierna volgende ondernemingen :

Chung Shing Textile Company Ltd, Taipei	1,7	%
Nan Ya Plastics Corp., Taipei	4,9	%
Shinkong Synthetic Fibres Corp., Taipei	5,0	%

De onderneming Tuntex Distinct Corp., Taipei wordt vrijgesteld van het voorgenoemde recht;

- 13,2 % voor zogenaamd "PTY"-garen van oorsprong uit Turkije. De hierna volgende rechten zijn van toepassing op zogenaamd "PTY"-garen dat wordt vervaardigd en verkocht voor uitvoer naar de Gemeenschap door de onderstaande ondernemingen :
- | | | |
|--|------|----|
| Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana | 11,1 | % |
| Nergis AS, Bursa | 8,6 | % |
| Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari AS, Bursa | 7,2 | % |
| Polylen AS, Bursa | 7,2 | %. |

3. De vigerende bepalingen ter zake van de douanerechten zijn van toepassing.

Artikel 3

De bedragen die krachtens Verordening (EEG) nr. 1695/88 zijn gewaarborgd door het voorlopige anti-dumpingrecht worden definitief ingevorderd, hetzij in hun geheel, hetzij tot het niveau van de bedragen welke de bij deze verordening vastgestelde percentages niet overschrijden. Het gedeelte van de als waarborg gestorte bedragen waarmee het definitieve anti-dumpingrecht wordt overschreden, wordt vrijgegeven.

Artikel 4

Deze verordening treedt in werking op de dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(88) 681 final

Brussels, 17 November 1988

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)
imposing a definitive anti-dumping duty on imports of polyester yarn
originating in Mexico, South Korea, Taiwan and Turkey

(presented by the Commission)



EXPLANATORY MEMORANDUM

I. PROCEDURE

By notice published in the Official Journal of the European Communities¹, the Commission announced the initiation of an anti-dumping proceeding concerning imports of polyester yarn originating in the Republic of Korea, Mexico, Taiwan and Turkey.

By Regulation (EEC) No 1695/88² of 14 June 1988, amended by Regulation (EEC) No 2871/88³, the Commission imposed a provisional anti-dumping duty on imports of polyester yarn originating in the above-mentioned countries. This duty was extended for a maximum period of two months by Regulation (EEC) No 3171/88⁴.

II. DUMPING

Where sufficient supporting evidence was submitted the Commission has modified the provisionally established dumping margins of some exporters.

The dumping margins finally established are given in recital 11 of this draft Council Regulation.

1 OJ No C 173, 01.07.1987, p. 11.

2 OJ No L 151, 17.06.1988, p. 39.

3 OJ No L 257, 17.09.1988, p. 24.

4 OJ No L 282, 15.10.1988, p. 28.

III. INJURY

The Commission's main findings are as follows.

1. Imports of POY (partially oriented polyester yarn) from the above-mentioned countries increased by 259% from 1985 to 1986 and by 37% between 1986 and 1987.

Imports of PTY (textured polyester yarn) from the above-mentioned countries increased by 576% from 1985 to 1986 and by 72% from 1986 to 1987.

2. The market share held in the Community by imports from the countries under investigation increased from 1.7% in 1985 to 8.6% in 1986 and to 13.4% in 1987.
3. Price undercutting by the imports in question were high. They ranged from 14% for yarn originating in Mexico, 25% for yarn originating in Korea and to more than 30% for yarn originating in Taiwan and Turkey.

The effect of the dumped imports on the Community industry was as follows.

Despite a 19% increase in consumption in the Community between 1984 and 1987, the market share held by Community producers decreased from 91% to 79% during the same period.

The imports in question exerted significant downward pressure on the prices prevailing on the Community market and on the profitability of Community producers.

During the reference period the three profitable POY producers began to make losses. Out of nine PTY producers, in 1986 two began to make losses compared to six in 1987.

In conclusion, the growth of dumped imports deprived the Community industry of the benefits of increased consumption and had a depressive effect on prices. This led to both a fall in market share and a net worsening of the financial results of the Community industry.

As a result, the Commission considers that the dumped imports of polyester yarn from the four countries concerned have caused significant material injury to the Community producers concerned. The Commission also considers that the existing regional quantitative restrictions on imports of polyester yarn originating in Korea and Taiwan and imported into Spain and Italy are insufficient as they have failed to prevent unfair pricing practices or eliminate the injury being suffered.

The Commission has therefore come to the conclusion that it is necessary for a definitive anti-dumping duty to be imposed on imports originating in the countries involved in this proceeding.

IV. COMMUNITY INTEREST

When imposing provisional duties the Commission considered that it was in the Community's interests to take action in order to prevent injury being caused to the Community producers in view of the particularly grave difficulties facing them and of the relatively limited effect of these measures on the production costs of the user industry and a fortiori on the price to the consumer.

In this respect, some importers and users have argued that their interests were not taken into account when the provisional duty was imposed and that it is not in the Community's interests to impose definitive anti-dumping measures on imports of polyester yarn.

Their main arguments concentrated mainly on the existence of a Community cartel which manifested itself, after the imposition of provisional duties, in the form of supply problems, high prices charged by the Community producers and a partitioning of the Community polyester yarn market.

Consequently, the Commission concludes that it is in the Community's interests that definitive measures be introduced against imports of polyester yarn from the four countries involved.

V. DEFINITIVE MEASURES

The Commission considers it appropriate to impose a definitive anti-dumping duty on these imports on an ad valorem basis.

On the basis of the above facts, the Commission makes the following proposals to the Council:

- the imposition of a definitive anti-dumping duty on imports of polyester yarn originating in the Republic of Korea, Mexico, Taiwan and Turkey;
- the definitive collection of the amounts secured by way of provisional duty, either in their entirety or up to the maximum duty definitively imposed if the definitive duty is lower than the provisional duty.

COUNCIL REGULATION (EEC) No /88
of
Imposing a definitive anti-dumping duty on imports
of polyester yarn originating in Mexico, South Korea, Taiwan and Turkey

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2423/88 of 11 July 1988 on protection against dumped or subsidized imports from countries not members of the European Economic Community,¹ and in particular Article 12 thereof,

Having informed the EEC-Turkey Association Council pursuant to Article 47(2) of the Additional Protocol to the Agreement establishing an Association between the European Economic Community and Turkey,² and in the absence of a decision by the said Association Council,

Having regard to the proposal from the Commission, presented after consultations within the Advisory Committee set up under the said Regulation,

Whereas:

A. Provisional measures

1. Under Regulation (EEC) No 1695/88,³ amended by Regulation (EEC) No 2871/88,⁴ the Commission imposed a provisional anti-dumping duty on imports of partially oriented polyester yarn (POY) and textured polyester yarn (PTY) originating in Mexico, South Korea, Taiwan and Turkey. POY is a feeder yarn used exclusively for the production of PTY which, in turn, is

1 OJ No L 209, 2.8.1988, p. 1.

2 OJ No L 293, 29.12.1972, p. 3.

3 OJ L 151, 17.6.1988, p. 39.

4 OJ L 257, 17.9.1988, p. 24.

used to produce fabrics of polyester or of cotton and polyester. The duty was extended for a period not exceeding two months by Regulation (EEC) No 3171/88.⁵

B. Subsequent procedure

2. Following the imposition of the provisional anti-dumping duty, Community producers and a number of exporters of the product in question applied to be heard by the Commission and hearings were granted.

Community producers and some exporters also expressed their views on the Regulation imposing the provisional duty in writing.

Certain exporters asked the Commission to inform them of the main facts and considerations on the basis of which the Commission proposed to recommend definitive measures. The Commission complied with these requests.

C. Dumping

(1) Normal value

(a) Korea, Taiwan and Mexico

3. In general, normal value was calculated definitively by the method used for the provisional calculation of the value, namely on the basis of the domestic prices charged by the producers which exported to the Community and had supplied sufficient information. It was established on a monthly basis and by type of product.

Where there were no domestic sales of the type of product exported to the Community during a given month, the weighted average of domestic sales for the other months was used.

⁵ OJ L 282, 15.10.1988, p. 28.

Where there were no domestic sales of a type of product exported to the Community, or they were insufficient, the domestic price of the most similar type of product or the constructed value was used. Where a substantial volume of domestic sales of a given type of product was made at a loss, constructed value was used as normal value. Constructed value was calculated by adding together the cost of production and a reasonable profit margin established on the basis of the profits made on the domestic sales of the product concerned, POY or PTY, or on total sales of polyester yarn by the exporting company concerned.

In the case of one Korean exporter and some Mexican exporters, normal value was established at their request on the basis of domestic prices net of all discounts and rebates directly linked to the sales under consideration, pursuant to Article 2(3)(a) of Regulation (EEC) No 2423/88, after convincing evidence had been produced.

Also accepted was the request of a Taiwanese exporter that the constructed value be established on the basis of the profit margin on POY sales alone rather than all PTY sales, a margin determined with reference to another exporter in this case.

(b) Turkey

4. Normal value was calculated definitively using the method set out in the first and second paragraphs of recital 3.

However, in the case of POY, the normal value of which had been calculated on the basis of the constructed value, one exporter challenged the amount of the profit margin established in respect of the profits made on all polyester yarn sales, arguing that the only acceptable margin was that calculated in respect of profits on POY sales. Since the Commission was unable to find a profit margin relating only to POY in the accounts of any of the Turkish companies involved in the proceeding, the Council agrees

with the Commission that the method used to calculate the provisional measures should stand.

(2) Export prices

5. In general, export prices were established on the basis of the prices actually paid or payable for products sold for export to the Community.

Where products were exported through subsidiaries established in the Community, export prices were calculated on the basis of the price at which they were resold to the first independent buyer, adjusted to take account of all costs - including, where appropriate, transport, insurance and customs duties - incurred between import and resale, and a margin considered reasonable to cover general expenses and profit, given the profit margins of independent importers of the product in question.

Adjustments were made to the exchange rates for prices of exports to the Community effected by Taiwanese exporters, the evidence presented having been found satisfactory.

An adjustment was made to the exchange rate used to calculate the export price of a Mexican producer in response to a request accompanied by sufficient supporting evidence.

(3) Comparison

6. The normal monthly value for each type of product was generally compared, transaction by transaction, with the export prices of the corresponding type of product at the ex-works stage. Any adjustments provisionally allowed according to the circumstances to take account of differences directly affecting price comparability pursuant to Article 2(10)(c) and (d) of Regulation (EEC) No 2176/84 were maintained on the terms set out in recitals 10, 14, 18 and 22 of Regulation 1695/88.

(a) Korea

7. One exporter's renewed request concerning differences in selling conditions, based on Article 2(10)(c)(v) of Regulation (EEC) No 2423/88, was not supported by sufficient evidence as to their direct link with the sales in question, and was thus rejected.

(b) Mexico

Mexican exporters were accorded an adjustment to take account of credit costs pursuant to Article 2(10)(c)(iii) of Regulation (EEC) No 2423/88, has been taken into consideration following a request accompanied by sufficient supporting evidence.

In the case of one Mexican exporter, to whom an adjustment to the export prices had been accorded in respect of "bank charges" for the provisional calculation of the dumping margin, additional information showing that these expenses were not in fact bank charges led the Commission to reconsider the adjustment.

Requests for additional adjustments in respect of commissions paid to salesmen and of certain credit and domestic freight costs were also turned down on the grounds that the evidence presented was either in flagrant contradiction with the findings of the investigation or insufficient.

(c) Taiwan

9. A further request was made for adjustment in respect of hedging of exchange rates but no new arguments were presented. The Council therefore agrees with the Commission's conclusions rejecting this request in the third paragraph of recital 18 of Regulation (EEC) No 1695/88.

(d) Turkey

10. A renew request from one exporter for an adjustment in respect of the refinancing by international banks of sums owing to him abroad, when he had already been accorded adjustments in respect of credit costs for export sales, was not accepted. The request, made under Article 2(10)(c)(iii) of Regulation (EEC) No 2423/88, was rejected on the grounds that the article did not provide for adjustment on such grounds.

Nor was any adjustment accorded pursuant to Article (2)(10)(b) of Regulation (EEC) No 2423/88 concerning the refunding of import charges to which a product exported to the Community is subject because the firms concerned had either made their request too late or not presented satisfactory evidence.

(4) Dumping margins

11. The dumping margin calculated for each exporter was equal to the difference between normal value and the price on export to the Community, duly adjusted.

The weighted average dumping margins for each of the exporters concerned, adjusted to free-at-Community-frontier prices, are as follows:

(a) Korea

- Kohap Ltd, Seoul	PTY	8.13%
- Kolon Industries Inc., Seoul	PTY	5.71%
	POY	0.02%
- Sam Yang Co. Ltd, Seoul	PTY	3.38%
- Tong Yang Polyester Co. Ltd, Seoul	PTY	4.09%

(b) Mexico

- Celanese Mexicana S.A., Mexico City	PTY	15.85%
	POY	4.43%
- Fibras Sinteticas S.A. de C.V., Mexico City	PTY	26.74%
- Fibras Quimicas S.A., Monterrey	PTY	5.79%
- Nylon de Mexico S.A., Monterrey	POY	15.80%
- Kimex S.A., Mexico City	PTY	18.72%

(c) Taiwan

- Chung Shing Textile Co. Ltd, Taipei	PTY	1.67%
- Far Eastern Textile Ltd, Taipei	PTY	6.21%
	POY	0.09%
- Nan Ya Plastics Corp., Taipei	PTY	4.92%
	POY	0.52%
- ShIn Kong Synthetic Fibres Corp., Taipei	PTY	4.96%
	POY	22.11%
- Tuntex Distinct Corp., Taipei	PTY	0.31%
	POY	0.00%

(d) Turkey

- Nergis A.S., Bursa	PTY	38.50%
- Polylen A.S., Bursa	PTY	27.60%
- Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	PTY	11.13%
	POY	2.67%
- Sifas Sentetik Iplik Fabrikaları A.S. Bursa	PTY	17.34%
- Sönmez Filament A.S., Bursa	PTY	13.18

D. Injury

12. In Regulation (EEC) No 1695/88 the Commission described the effect of imports at dumping prices on Community industry, notably as regards volume, prices, market share and profitability. It explained that to do this, imports from the various countries involved in the proceeding had to be aggregated.

On this point it was claimed that the figures given in recital 26 of the Regulation were not correct in that they did not indicate the use of POY in the production of PTY.

Since no data were available to identify the proportion of POY in Community production and consumption, the Commission used production and consumption figures drawn from data relating to PTY only. The data took into account the internal use of POY to make PTY.

In these circumstance, and with no new evidence forthcoming, the Council upholds the findings presented in recitals 24 to 32 of Regulation (EEC) No 1695/88.

The Commission considered whether Community producers having links with Mexican exporters should be excluded when establishing injury, pursuant to Article 4(5) of Regulation (EEC) No 2423/88.

Since the purpose of this article is to exclude Community producers that might complain about companies from which they derived profit, the Council notes that none of the Community producers import polyester yarn from the exporting companies concerned, that the latter act as autonomous economic entities, that the volume of exports to the Community is small, that one of the Community producers has only indirect links with an exporting company and that the Community producers concerned are not protected against the unfair practices of other exporting companies.

For these reasons, and in view of the fact that the links between certain Community producers and exporting companies should not lead to these producers being deprived of protection against unfair practices, the Council finds that the Community producers concerned should not be excluded from the proceeding.

(1) Product comparability

13. Exporters challenged the validity of the comparison made between the polyester yarn produced by their companies and those of Community producers, arguing that they were not similar products, notably as regards quality, that they were not used for the same purposes and that they were not interchangeable with Community products. These arguments were not accepted since the Commission believes that the requirement that a product

be similar to an imported product should not be interpreted narrowly, and that only fundamental differences in quality or use are grounds for considering that a product is not similar to another.

In this case the physical characteristics of the products are very similar and the use made of lower-quality polyester yarn is not wholly different from the use made of those of supposedly better quality.

The Council therefore considers that the alleged differences in quality and use are not sufficient to justify a distinction being made between these products.

(2) Causality

14. In recital 33 of Regulation (EEC) No 1695/88 the Commission established a causal link between the injury suffered by Community producers and the imports sold at dumping prices.

However, a number of exporters argued that their polyester yarn exports to the Community were either small or diminishing in volume, and so could not have contributed to the injury.

Under the Regulation (EEC) No 2423/88 injury may still be caused even if the volume of each individual exporter is very small. This argument does not therefore justify the exclusion of these exporters from the proceeding.

In these circumstances, and in the absence of any fresh evidence in respect of the arguments set out in recital 33 of Regulation (EEC) No 1695/88, the Council upholds the findings and conclusions presented by the Commission in that recital.

E. Quantitative restrictions and anti-dumping measures

15. As regards the existence of quantitative restrictions on imports into Spain and Italy of polyester yarn originating in Korea, and on imports into Spain of polyester yarn originating in Taiwan, it was argued that the imposition of an anti-dumping duty on polyester yarn imports from these countries on top of the quantitative restrictions was incompatible with Article XIX of the GATT and paragraph 6 of the fourth Multifibre Arrangement (MFA IV).

The Council finds that, contrary to what was argued, neither Community law nor international rules - notably the MFA - prohibit the imposition of anti-dumping duties, customs duties or any other measure affecting imports subject to quantitative restrictions provided it is established that injury has been caused despite the restrictions.

As to the wisdom of applying such measures in this case, the Council notes that as far as the overall Community industry is concerned, even if the volume of polyester yarn imports of Korean and Taiwanese origin is small, the level of undercutting involved is as much as 30% in the case of polyester yarn from Korea and 38% in that of polyester yarn from Taiwan.

In these circumstances, the Council finds that the Community industry has been exposed to unfair competition from these countries.

The Council notes that substantial undercutting has occurred with regard to imports into Spain and Italy: up to 35% in Italy and 41% in Spain in the case of Korean polyester yarn, and 33% in Spain in the case of Taiwanese polyester yarn. The quantitative restrictions introduced for these countries have therefore not protected them from unfair price competition nor prevented injury. It should also be pointed out that these countries' producers suffered serious financial losses in the reference period.

15

The Council therefore believes that the imposition of anti-dumping measures on imports from Korea and Taiwan is necessary.

F. Community Interest

16. Certain importers and users have argued that the Community producers behaved as if they were members of a cartel, insofar as high prices were charged, difficulties in obtaining supplies were noted, and a certain segmentation of the Community fibres market was set up. However, no element of proof to support these arguments has been advanced which would allow the Commission to open an investigation under the Community competition rules.

In these circumstances, in view of the serious difficulties facing the Community industry concerned, the Commission concluded that it was in the Community interest to take appropriate steps to stop the injury caused to Community polyester yarn producers. These measures, which would have fairly negligible effects on the production costs of the user industry and no serious consequences for consumers, should take the form of a definitive anti-dumping duty.

The Council therefore confirms that it is in the Community interest to adopt definitive anti-dumping measures in respect of imports originating in the four exporting countries named in this proceeding.

G. Definitive duty

17. Arguments were advanced concerning the way that differences in the production of POY and PTY had been taken into account. It is confirmed that the Commission has as far as possible taken these differences into account, notably as regards production costs, price comparison and the calculation of the injury threshold.

The Council upholds the Commission's conclusions concerning both the method used for the establishment of the duty to be applied and the form of the duty, as described in recitals 35 and 36 of Regulation (EEC) No 1695/88.

H. Collection of the provisional duty

19. In view of the dumping margins recorded and the injury caused, the Council believes that the amounts secured by the provisional anti-dumping duty should be definitively collected, either in their entirety or up to the maximum duty definitively imposed if the definitive duty is lower than the provisional duty. The balance remaining after the definitive duties have been covered shall be released,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

1. A definitive anti-dumping duty is hereby imposed on imports of non-textured, partially oriented polyester yarn (POY) falling within CN code 5402 42 00, originating in Mexico, Taiwan or Turkey.

2. The amount of the duty, calculated on the basis of the free-at-Community-frontier price of the product, not cleared through customs, shall be:

- 15.8% for POY originating in Mexico, excluding yarn produced and sold for export to the Community by Celanese Mexicana S.A., Mexico City, which shall not be subject to such a duty;

- 8.7% for POY originating in Taiwan, excluding yarn produced and sold for export to the Community by the following firms, which shall not be subject to duty:

Far Eastern Textile Ltd, Taipei

Nan Ya Plastics Corp., Taipei

Tuntex Distinct Corp., Ltd, Taipei

- 2.7% for POY originating in Turkey.

3. The provisions in force concerning customs duties shall apply.

Article 2

1. A definitive anti-dumping duty is hereby imposed on imports of textured polyester yarn (PTY) falling within CN codes 5402 33 10 and 5402 33 90, originating in Mexico, South Korea, Taiwan or Turkey.

2. The amount of the duty, calculated on the basis of the free-at-Community-frontier price of the product, not cleared through customs, shall be:

- 8.1% for PTY originating in South Korea.

- The following duties shall be applicable to PTY produced and sold for export to the Community by the companies listed below:

Kohap Ltd, Seoul	8.1%
Kolon Industries Inc., Seoul	5.7%
Sam Yang Co. Ltd, Seoul	3.4%
Tong Yang Polyester Co. Ltd, Seoul	4.1%

- 26.7% for PTY originating in Mexico. The following duties shall be applicable to PTY produced and sold for export to the Community by the companies listed below:

Celanese Mexicana S.A., Mexico City	15.9%
Fibras Quimicas S.A., Monterrey	5.8%
Kimex S.A., Mexico City	18.7%

- 6.2% for PTY originating in Taiwan. The following duties shall be applicable to PTY produced and sold for export to the Community by the companies listed below:

Chung Shing Textile Co. Ltd, Taipei	1.7%
Nan Ya Plastics Corp., Taipei	4.9%
Shinkong Synthetic Fibres Corp., Taipei	5.0%

Tuntex Distinct Corp. shall be exempted from the duty referred to above.

- 13.2% for PTY originating in Turkey. The following duties shall be applicable to PTY produced and sold for export to the Community by the companies listed below:

Sasa Artificial and Synthetic Fibres Inc., Adana	11.1%
Nergis A.S., Bursa	8.6%
Sifas Sentetik Iplik Fabrikaları A.S., Bursa	7.2%
Polylen A.S., Bursa	7.2%

3. The provisions in force concerning customs duties shall apply.

Article 3

The securities lodged in respect of the provisional anti-dumping duty in accordance with Regulation (EEC) No 1695/88 shall be definitively collected, either in their entirety or up to an amount not exceeding the rates specified in this Regulation. The balance of these securities after coverage of the definitive duties shall be released.

Article 4

This Regulation shall enter into force on the day following its publication in the *Official Journal of the European Communities*.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(88) 681 endelig udg.

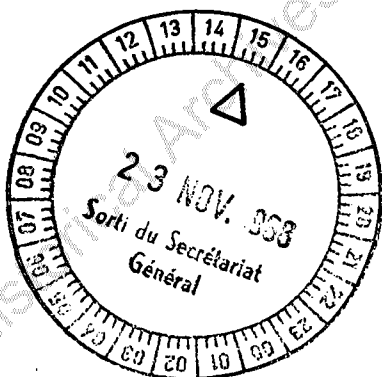
Bruxelles, den 17. november 1988

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om indførelse af en endelig antidumpingtold på
importen af garn af polyester med oprindelse
i Mexico, Republikken Korea, Taiwan og Tyrkiet

(forelagt af Kommissionen)



BEGRUNDELSE

I. Procedure

Ved offentliggørelse i De Europæiske Fællesskabers Tidende¹⁾ meddelede Kommissionen, at den ville indlede en antidumpingprocedure vedrørende importen af garn af polyester med oprindelse i Republikken Korea, Mexico, Taiwan og Tyrkiet.

Den 14. juni 1988 indførte Kommissionen ved forordning (EØF) nr. 1695/88²⁾, ændret ved forordning (EØF) nr. 2871/88³⁾, en midlertidig antidumpingtold på importen af garn af polyester med oprindelse i de pågældende lande.

Gyldighedsperioden for denne told blev ved forordning (EØF) nr. 3171/88⁴⁾ forlænget med højst 2 måneder.

II. Dumping

Hvad angår dumping har Kommissionen på grundlag af tilfredsstillende beviser revideret de midlertidigt fastsatte dumpingmargener til fordel for visse eksportører. De endeligt fastsatte dumpingmargener findes under punkt 11 i dette udkast til forordning.

1) EFT nr. C 173 af 01.07.1987, s. 11

2) EFT nr. L 151 af 17.06.1988, s. 39

3) EFT nr. L 257 af 17.09.1988, s. 24

4) EFT nr. L 282 af 15.10.1988, s. 28

III. Skade

De vigtigste årsager, fremsat af Kommissionen, er følgende:

Det konstateredes, at Importen af POY-garn med oprindelse i de pågældende lande steg med 259% mellem 1985 og 1986 og med 37% mellem 1986 og 1987.

Importen af PTY-garn med oprindelse i de fire pågældende lande steg med 574% mellem 1985 og 1986 og 72% mellem 1986 og 1987.

De pågældende landes markedsandel steg fra 1,7% i 1985 til 8,6% i 1986 og 13,4% i 1987.

Underpriserne på importen er betydelig. De udgør 14% for garn med oprindelse i Mexico, 25% for garn med oprindelse i Sydkorea og mere end 30% for garn med oprindelse i Taiwan og Tyrkiet.

Indvirkningen på Fællesskabets erhvervsgren var følgende:

Til trods for en stigning i forbruget af garn i Fællesskabet på 19% mellem 1984 og 1987 faldt fællesskabsproducenternes markedsandel fra 91% til 79% i løbet af samme periode.

Den pågældende import har ligeledes haft en negativ virkning på fællesskabsproducenternes priser og på deres fortjeneste.

I løbet af referenceperioden er 3 af de producenter af POY-garn med overskud i 1986 blevet underskudsgivende. Ud af 9 producenter af PTY-garn var 2 underskudsgivende i 1986 mod 6 i 1987.

Deraf kan konkluderes, at importstigningen til dumpingpris har hindret Fællesskabets erhvervsgren i at drage den fordel, som stigningen i forbruget ville have medført, og at den har haft en negativ indvirkning på priserne, hvilket samtidig har givet sig udslag i et fald i markedsandelen og en betydelig forringelse af de økonomiske resultater for Fællesskabets erhvervsgren.

Derfor mener Kommissionen, at importen af garn af polyester med oprindelse i de pågældende lande til dumpingpris har påført Fællesskabets erhvervsgren en væsentlig skade. Kommissionen mener ligeledes, at de eksisterende kvantitative restriktioner over for importen til Spanien og Italien af garn af polyester med oprindelse i Republikken Korea og Taiwan ikke udgør nogen tilstrækkelig beskyttelse i det omfang, hvor de i disse lande ikke har forhindret illoyal praksis med hensyn til pris eller ophævet den forvoldte skade.

Som følge heraf er Kommissionen af den opfattelse, at det er nødvendigt at indføre en endelig antidumpingtold over for denne import.

IV. Fællesskabets Interesser

Efter indførelsen af den midlertidige told nåede Kommissionen til den konklusion, at det var i Fællesskabets interesse at træffe foranstaltninger til at afhjælpe den skade, der forvoldes fællesskabsproducenterne på grund af de alvorlige vanskeligheder, som Fællesskabets pågældende erhvervsgren er konfronteret med og den relativt begrænsede virkning af disse foranstaltninger på brugerindustriens produktionsomkostninger og så meget mere på den pris, der skal betales af forbrugerne.

I denne henseende har et vist antal importører og brugere gjort gældende, at deres interesser ikke var blevet varetaget, da den midlertidige told blev indført, og at det ikke var i Fællesskabets interesse at indføre endelige antidumpingforanstaltninger på importen af garn af polyester.

De anførte især fællesskabsproducenternes eksisterende kartelpraksis, hvor følgerne ville have vist sig efter indførelsen af den endelige told ved forsyningsvanskeligheder, ved fællesskabsproducenternes høje priser og ved en organiseret opdeling af det fælles marked for garn af polyester.

Det er imidlertid ikke blevet fremlagt noget bevis, der støtter disse argumenter, som kunne have gjort det muligt for Kommissionen at indlede en undersøgelse på baggrund af fællesskabsreglerne om konkurrence.

Som følge heraf er Kommissionen af den opfattelse, at det er i Fællesskabets interesse at endelige bestemmelser mod importen af garn af polyester med oprindelse i de pågældende lande bliver vedtaget.

Endelige bestemmelser

De koreanske eksportører har tilbudt Kommissionen pristilsagn, andre eksportører har forespurgt ved Kommissionen om det belejlige i pristilsagn. Kommissionen har meddelt dem, at i dette tilfælde kunne pristilsagn af praktiske årsager ikke accepteres på grund af vanskelighederne ved at sikre en kontrol af pristilsagn på så mange typer garn og et så stort antal virksomheder og på grund af den betydelige prisleedsomhed på garn efter de internationale konjunkturer.

Kommissionen er derfor af den opfattelse, at det er passende at indføre en endelig antidumpingtold ad valorem på denne import.

På baggrund af de anførte kendsgerninger forelægger Kommissionen Rådet et forslag til Rådets forordning:

- om indførelse af en endelig antidumpingtold på importen af garn af polyester med oprindelse i Republikken Korea, Mexico, Taiwan og Tyrkiet.

- om opkrævelse af beløb, for hvilke der er stillet sikkerhed i form af midlertidig antidumpingtold, der ikke overstiger de procenter, der er angivet i forordningen om indførelse af en endelig antidumpingtold.

Historical Archives of the European Commission

RÅDETS FORORDNING (EØF) Nr. /88

af

om indførelse af en endelig antidumpingtold på importen af garn af polyester med oprindelse i Mexico, Republikken Korea, Taiwan og Tyrkiet

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab,

under henvisning til Rådets forordning (EØF) nr. 2423/88 af 11. juli 1988 om beskyttelse mod dumpingimport eller subsidieret import fra lande, der ikke er medlemmer af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab⁽¹⁾, særlig artikel 12,

efter underretning af Associeringsrådet EØF-Tyrkiet i henhold til artikel 47, stk. 2, i tillægsprotokollen til Aftalen om Oprettelse af en Associering mellem Det Europæiske Økonomiske Fællesskab og Tyrkiet⁽²⁾, og da der ikke foreligger afgørelse truffet af nævnte råd,

under henvisning til forslag fra Kommissionen, forelagt efter konsultation i det rådgivende udvalg, der er nedsat i henhold til nævnte forordning, og

ud fra følgende betragtninger:

A. MIDLERTIDIGE FORANSTALTNINGER

1. Kommissionen indførte ved forordning (EØF) nr. 1695/88⁽³⁾, ændret ved forordning (EØF) nr. 2871/88⁽⁴⁾, en midlertidig antidumpingtold på importen af delvis orienteret garn af polyester (POY) og crepegarn og polyester (PTY) med oprindelse i Mexico, Sydkorea, Taiwan og Tyrkiet. POY-garn er en garntype, der udelukkende anvendes til fremstilling af

(1) EFT nr. L 209 af 02.08.1988, s. 1.

(2) EFT nr. L 293 af 29.12.1972, s. 3.

(3) EFT nr. L 151 af 17.06.1988, s. 39.

(4) EFT nr. L 257 af 17.09.1988, s. 24.

PTY-garn, som igen anvendes til fremstilling af stoffer af polyester eller af bomuld og polyester. Gyldighedsperioden for denne told blev ved forordning (EØF) nr. 3171/88⁽¹⁾ forlænget med højst to måneder.

B. EFTERFØLGENDE PROCEDURE

2. Efter indførelsen af den midlertidige antidumpingtold anmodede de berørte fællesskabsproducenter og en række eksportører af den pågældende vare om at blive hørt af Kommissionen, hvilket blev imødekommet.

Fællesskabsproducenterne og visse af eksportørerne fremlagde også skriftlige redegørelser for deres synspunkter vedrørende forordningen om indførelse af den midlertidige told.

Visse eksportører anmodede om at blive underrettet om de vigtigste kendsgerninger og betragtninger, på grundlag af hvilke Kommissionen påtænkte at anbefale endelige foranstaltninger. Disse anmodninger blev imødekommet.

C. DUMPING

1) Normal værdi

a) Sydkorea - Taiwan - Mexico

3. Generelt blev den normale værdi endeligt fastlagt ved hjælp af den metode, der anvendtes til den midlertidige fastlæggelse af nævnte værdi, dvs. på grundlag af hjemmemarkedspriserne hos de producenter, der eksporterede til Fællesskabet, og som fremlagde tilstrækkelige oplysninger. Den fastsattes på månedsbasis efter varetype.

I de tilfælde, hvor der i en given måned ikke havde været noget salg på hjemmemarkedet af en af de eksporterede varetyper, anvendtes den vejede gennemsnitlige salgspris på hjemmemarkedet i de øvrige måneder.

(1) EFT nr. L 282 af 15.10.1988, s. 28.

I de tilfælde, hvor der ikke var noget salg på hjemmemarkedet af en varetype, der eksporteredes til Fællesskabet, eller hvor salget var utilstrækkeligt, anvendtes hjemmemarkedsprisen for den varetype, der svarede mest til den pågældende varetype, eller den beregnede værdi. I de tilfælde, hvor der havde været et betydeligt salg af en varetype på hjemmemarkedet, men hvor dette salg var sket med tab, anvendtes den beregnede værdi som normal værdi. Den beregnede værdi fastsattes ved sammenlægning af produktionsomkostninger og en rimelig fortjenstmargen, som enten fastsattes på grundlag af fortjenesten på hjemmemarkedet på den pågældende vare, POY eller PTY, eller på det pågældende eksporterende selskabs samlede salg af garn af polyester.

For så vidt angår en af de sydkoreanske og visse mexikanske eksportører fastsattes den normale værdi på de pågældendes anmodning på grundlag af priserne på hjemmemarkedet, netto, med fradrag af samtlige rabatter og afslag, som havde direkte tilknytning til de pågældende salg, i henhold til artikel 2, stk. 3, litra a), i forordning (EØF) nr. 2423/88, såfremt der forelå bevisligheder, der ansås for tilfredsstillende.

En taiwansk eksportør anmodede om, at der med henblik på den beregnede værdi ikke anvendtes en fortjenstmargen opgjort på grundlag på det samlede salg af PTY-garn, men kun fortjenesten ved salg af POY-garn, som i det pågældende tilfælde konstateredes hos en anden eksportør.

b) Tyrkiet

4. Den normale værdi blev endeligt fastlagt ved anvendelse af den metode, der er gjort rede for i nr. 3, stk. 1 og 2, i denne forordning.

For så vidt angår POY-garn, hvis normale værdi var blevet fastlagt på grundlag af den beregnede værdi, anfægtede en eksportør den anvendte fortjenstmargen, som var blevet fastlagt på grundlag af fortjenesten på det samlede salg af polyester-garn, idet han hævdede, at kun en margin, fastlagt på grundlag af fortjenesten i forbindelse med salg af POY-garn, kunne accepteres. Da Kommissionen i intet af de berørte tyrkiske selskabers regnskaber har kunnet finde en fortjenstmargen, der udelukkende vedrører POY-garn, har Rådet sammen med Kommissionen fundet

det passende at fastholde den metode, der anvendtes til beregning af de midlertidige foranstaltninger.

2) Eksportpriser

5. Eksportpriserne blev generelt fastlagt på grundlag af de priser, der faktisk var betalt eller skulle betales for de varer, der solgtes til eksport til Fællesskabet.

I de tilfælde, hvor varerne eksporteredes via datterselskaber i Fællesskabet, fastsattes eksportpriserne på grundlag af videresalgspriserne til første uafhængige køber, behørigt justeret for at tage hensyn til samtlige omkostninger, der påløb mellem import og videresalg af de pågældende varer, herunder alt efter omstændighederne transport, forsikring og told samt en margin, som blev anset for rimelig til dækning af generalomkostninger og fortjeneste, under hensyntagen til de marginer, som uafhængige importører af den pågældende vare opnåede.

Der blev foretaget ændringer i omregningskursen for de taiwanske eksportørers priser ved eksport til Fællesskabet, idet de fremlagte bevisligheder ansås for tilfredsstillende.

For en af de mexikanske producenters vedkommende ændredes den valuta, der var anvendt ved fastsættelse af eksportprisen, efter at den pågældende producent havde fremsat en tilstrækkeligt begrundet anmodning herom.

3) Sammenligning

6. Generelt sammenlignedes den normale værdi for hver enkelt varetype på månedsbasis med eksportprisen af fabrik for en tilsvarende type på grundlag af hver enkelt transaktion. De justeringer, der alt efter omstændighederne var blevet midlertidigt indrømmet i henhold til artikel 2, stk. 10, (lra c) og d), i forordning (EØF) nr. 2176/84, for at tage hensyn til forskelle, der havde direkte betydning for prisernes sammenlignelighed, fastholdtes ud fra de begrundelser, der er anført i nr. 10, 14, 18 og 22 i forordning (EØF) nr. 1695/88.

a) Sydkorea

7. En række anmodninger om justeringer, som genfremsattes af en eksportør, begrundet med forskelle i salgsbetingelser i henhold til artikel 2, stk. 10, litra c), nr. v), i forordning (EØF) nr. 2423/88, uden at der blev fremlagt tilstrækkelige bevisligheder for, at disse forskelle havde direkte tilknytning til de pågældende salg, kunne ikke godtages.

b) Mexico

8. En anmodning fremsat i henhold til artikel 2, stk. 10, litra c), nr. iii, i forordning (EØF) nr. 2423/88, om justering på grund af visse kreditbetingelser, kunne imødekommes, idet de fremlagte bevisligheder ansås for tilfredsstillende.

For så vidt angår en mexicansk eksportør, for hvis vedkommende der var foretaget en justering af eksportpriserne i forbindelse med den foreløbige fastlæggelse af dumpingmargenen, begrundet med "bankomkostninger", er der fremkommet yderligere oplysninger, som viser, at det ikke drejer sig om egentlige bankomkostninger, men at disse oplysninger har medført, at Kommissionen har taget denne justering op til fornyet overvejelse.

Endvidere har en række anmodninger om indrømmelse af yderligere justeringer på grund af provisioner til sælgere samt visse kreditomkostninger og indenlandske fragtomkostninger ikke kunnet godtages, med den begrundelse, at de fremlagte bevisligheder enten var i åbenlys modstrid med de faktiske forhold, der fremgik af undersøgelsen, eller utilstrækkelige.

c) Taiwan

9. Der blev fremsat en ny anmodning om justering for kurssikring, uden at der imidlertid blev fremført nye argumenter. Som følge heraf bekræfter Rådet de konklusioner, som fremgår af nr. 18, stk. 3, i forordning (EØF) nr. 1695/88, og hvormed Kommissionen afviser at foretage en sådan justering.

d) Tyrkiet

10. En anmodning, der er blevet fremsat påny, fra en eksportør om justering på grund af, at denne eksportør refinansierede sine tilgodehavender via internationale banker i udlandet, kunne ikke imødekommes, da eksportøren allerede var indrømmet justeringer for kreditomkostninger i forbindelse med salg til eksport. Denne anmodning, der var baseret på artikel 2, stk. 10, litra c), nr. III), i forordning (EØF) nr. 2423/88, kunne ikke godtages, da denne artikel ikke giver mulighed for justering af nævnte årsag.

Der har heller ikke kunnet imødekommes justering i henhold til artikel 2, stk. 10, litra b), i forordning (EØF) nr. 2423/88 for godtgørelse af importafgifter, der pålægges en vare, der eksporteres til Fællesskabet, idet de selskaber, som indgav anmodning herom, enten gjorde dette for sent eller ikke fremlagde tilfredsstillende bevisligheder.

4) Dumpingmargen

11. Den dumpingmargen, der er fastsat for hver enkelt eksportør, er lig med forskellen mellem den fastsatte normale værdi og prisen ved eksport til Fællesskabet, med de nødvendige justeringer.

På grundlag af prisen frit Fællesskabets grænse er den vejede gennemsnitlige dumpingmargen for hver af eksportørerne som nedenfor anført:

a) Sydkorea

- Kohap Ltd, Seoul	PTY 8,13%
- Kolon Industries Inc., Seoul	PTY 5,71%
	POY 0,02%
- Sam Yang Co. Ltd, Seoul	PTY 3,38%
- Tong Yang Polyester Co., Ltd, Seoul	PTY 4,09%

b) Mexico

- Celanese Mexicana S.A., Mexico	PTY 15,85%
	POY 4,43%
- Fibras Sinteticas S.A. de C.V., Mexico	PTY 26,74%
- Fibras Quimicas S.A., Monterrey	PTY 5,79%
- Nylon de Mexico S.A., Monterrey	POY 15,80%
- Kimex S.A., Mexico	PTY 18,72%

c) Taiwan

- Chung Shing Textile Company Ltd, Taipei	PTY 1,67%
- Far Eastern Textile Ltd, Taipei	PTY 6,21%
	POY 0,09%
- Nan Ya Plastics Corp., Taipei	PTY 4,92%
	POY 0,52%
- Shin Kong Synthetic Fibres Corp., Taipei	PTY 4,96%
	POY 22,11%
- Tuntex Distinct Corp. Taipei	PTY 0,31%
	POY 0,00%

d) Tyrkiet

- Nergis A.S., Bursa	PTY 38,50%
- Polylen A.S., Bursa	PTY 27,60%
- Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	PTY 11,13%
	POY 2,67%
- Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari A.S., Bursa	PTY 17,34%
- Sönmez Filament A.S., Bursa	PTY 13,18%

D. SKADE

12. Kommissionen påviste i forordning (EØF) nr. 1695/88 dumpingimportens indvirkning på den pågældende erhvervsgren i Fællesskabet, bl.a. hvad angår importmængde, pris, markedsandel og rentabilitet. Med henblik herpå påviste den nødvendigheden af at kumulere importen fra de forskellige lande, der var berørt af proceduren.

I denne forbindelse påpegede Kommissionen, at de tal, der var anført i nr. 26 i nævnte forordning ikke var korrekte, for så vidt som anvendelsen af POY-garn ved produktionen af PTY-garn ikke fremgik af disse tal.

Da der ikke foreligger oplysninger, der gør det muligt i Fællesskabets produktion og forbrug at udskille omfanget af POY-garn, har Kommissionen i overensstemmelse med artikel 4, stk. 4, i forordning (EØF) nr. 2423/88 anvendt tal for produktion og forbrug, som udelukkende er anslået på grundlag af oplysninger vedrørende PTY-garn, og i hvilke der tages hensyn til den interne overførsel af POY-garn til PTY-garn.

Under disse omstændigheder og i betragtning af, at der ikke foreligger nye bevisligheder, bekræftede Rådet de faktiske forhold, der er gjort rede for i nr. 24 til 32 i forordning (EØF) nr. 1695/88.

Med henblik på at fastslå skadens omfang undersøgte Kommissionen endvidere, om der var grund til, i henhold til artikel 4, stk. 5, i forordning (EØF) nr. 2423/88 at udelukke de fællesskabsproducenter, der står i forbindelse med mexicanske eksportører.

Da formålet med nævnte artikel er at udelukke de fællesskabsproducenter, der klager over selskaber, i forbindelse med hvilke de har opnået fordele, fastslår Rådet, at ingen af fællesskabsproducenterne importerer polyestergarn fra disse eksportselskaber, at eksporten til Fællesskabet kun omfatter en begrænset mængde, at eksportselskaberne hovedsagelig optræder som selvstændige økonomiske agenter, at de bånd, der knytter fællesskabsproducenterne til eksportselskabet, kun er indirekte, og endelig at disse fællesskabsproducenter ikke er beskyttet mod illoyal praksis fra de øvrige eksportselskabers side.

Af alle disse årsager og da forbindelserne mellem visse fællesskabsproducenter og eksportselskaber ikke bør medføre, at disse producenter undrages beskyttelsen mod illoyal forretningspraksis, finder Rådet, at der ikke er grund til at udelukke de pågældende fællesskabsproducenter fra denne procedure.

1) Varernes sammenlignelighed

13. En række eksportører anfægtede gyldigheden af den sammenligning, der er foretaget mellem polyestergarn fremstillet af deres selskab og garn fremstillet af fællesskabsproducenterne, idet de gjorde gældende, at der ikke var tale om samme varer, navnlig hvad angår kvalitet, at de ikke anvendtes til samme formål, og at de ikke var ombyttelige med fællesskabsvarerne. Disse argumenter er ikke blevet godtaget, idet Kommissionen mener, at kravet om, at en vare skal svare til en importeret vare, ikke skal forstås i snæver betydning, og at det kun er grundlæggende forskelle i kvalitet eller anvendelse, der kan berettige, at en vare ikke anses for at være samme vare som en anden vare.

I det foreliggende tilfælde er der meget stor lighed mellem varernes fysiske egenskaber, og anvendelsen af polyestergarn af mindre god

kvalitet er ikke fuldstændig forskellig fra anvendelsen af polyester-garn af en såkaldt højere kvalitet.

Rådet mener derfor, at de påståede forskelle med hensyn til kvalitet og anvendelse er utilstrækkelige til at berettigge, at der foretages en sontring mellem disse varer.

2) Årsagssammenhæng

14. Kommissionen gjorde i forordning (EØF) nr. 1695/88 i nr. 33 rede for årsagssammenhængen mellem dumpingimporten og den skade, der er påført fællesskabsproducenterne.

En række eksportører gjorde imidlertid gældende, at deres eksport af polyestergarn til Fællesskabet dels var af ringe omfang, dels faldende, og at de under disse omstændigheder ikke kunne have bidraget til skaden.

Det fremgår af forordning (EØF) nr. 2423/88, at der kan konstateres skade, også selv om hver enkelt eksportørs varemængde taget for sig er af ringe omfang. Dette argument er således utilstrækkeligt til at berettigge, at disse eksportører udelukkes fra den igangværende procedure.

Under disse omstændigheder og i betragtning af, at der ikke foreligger nye bevisligheder af betydning for de argumenter, der er fremsat i nr. 33 i forordning (EØF) nr. 1695/88, bekræftede Rådet de faktiske forhold og de konklusioner, som Kommissionen har gjort rede for i nævnte nr. 33.

E. KVANTITATIVE RESTRIKTIONER OG ANTIDUMPINGFORANSTALTNINGER

15. For så vidt angår anvendelsen af kvantitative restriktioner over for importen til Spanien og Italien af garn af polyester med oprindelse i Sydkorea og over for importen til Spanien af garn af polyester med oprindelse i Taiwan, er det blevet fremført, at indførelse af antidumpingtold på importen af garn af polyester med oprindelse i disse lande samtidig med de pågældende kvantitative restriktioner vil være uforenelig med bestemmelserne i artikel XIX i GATT og med paragraf 6 i Multifiberarrangementet (MFA IV).

I denne forbindelse mener Rådet, at det ikke, som det hævdes i de fremførte argumenter, er i modstrid med hverken fællesskabsretten eller de Internationale regler, specielt MFA, at indføre antidumpingtold, told eller enhver anden foranstaltning, der måtte berøre importen, samtidig med at der findes kvantitative restriktioner, forudsat at der kan påvises skade på trods af disse restriktioner.

Med hensyn til det hensigtsmæssige i at indføre sådanne foranstaltninger i det foreliggende tilfælde konstaterer Rådet for så vidt angår den pågældende erhvervsgren i Fællesskabet som helhed, at selv om importen af garn af polyester med oprindelse i Sydkorea og Taiwan er af begrænset omfang, er der tale om betydelige prisunderbud fra indtil 30% for koreansk polyestergarn og indtil 38% for taiwansk polyestergarn.

Under disse omstændigheder finder Rådet, at den pågældende erhvervsgren i Fællesskabet fortsat er udsat for illoyal konkurrence fra disse landes side.

Hvad angår Spanien og Italien konstaterer Rådet, at importen til disse lande finder sted med meget betydelige prisunderbud, som andrager 35% i Italien og 41% i Spanien for så vidt angår koreansk polyestergarn og 33% i Spanien for så vidt angår taiwansk polyestergarn. Det fremgår heraf, at de kvantitative restriktioner, der er indført for disse medlemsstatsers vedkommende, ikke har forhindret illoyal forretningspraksis i disse lande med hensyn til priser, og den påførte skade er ikke blevet afhjulpet. Det kan endvidere konstateres, at producenterne i disse lande i undersøgelsesperioden har lidt betydelige finansielle tab.

Af disse grunde mener Rådet, at det er nødvendigt at indføre antidumpingforanstaltninger over for Importen fra Sydkorea og Taiwan.

F. FÆLLESSKABETS INTERESSER

16. Visse Importører og brugere har hævdet, at fællesskabsproducenterne opførte sig, som om de var medlemmer af et kartel, da de praktiserede høje priser, eller ved at leveringsvanskeligheder var blevet påvist, eller ved at der skete en segmentering af fællesskabsmarkedet. Der er imidlertid ikke blevet frembragt tilstrækkelige beviser for disse argumenter til at kunne åbne en undersøgelse på grundlag af Fællesskabets konkurrenceregler.
17. Følgelig, i betragtning af de alvorlige vanskeligheder, som den pågældende erhvervsgren i Fællesskabet befinder sig i, nåede Kommissionen til den konklusion, at det er i Fællesskabets Interesse, at der træffes foranstaltninger, der vil kunne afhjælpe den skade, der påføres Fællesskabets producenter af garn af polyester. Disse foranstaltninger, som vil få en forholdsvis ubetydelig indvirkning på produktionsomkostningerne i den forbrugende industri, og som ikke vil få nogen nævneværdig betydning for forbrugerne, bør have form af en endelig antidumpingtold.
18. Under disse omstændigheder bekræfter Rådet, at det er i Fællesskabets interesse, at der træffes endelige antidumpingforanstaltninger over for Importen af den pågældende vare med oprindelse i de fire eksporterende lande, der er omfattet af denne procedure.

G. ENDELIG TOLD

19. Der er blevet fremført argumenter vedrørende hensyntagen til forskelle i forbindelse med produktionssystemerne for POY- og PTY-garn. Det bekræftes, at Kommissionen i så vid udstrækning som muligt har taget hensyn til disse forskelle, bl.a. hvad angår produktionsomkostninger, prissammenligninger og fastsættelse af skadetærskel.

Under disse omstændigheder bekræfter Rådet Kommissionens konklusioner i nr. 35 og 36 i forordning (EØF) nr. 1695/88, for så vidt angår både metoden til fastsættelse af den told, der skal anvendes, og toldens art.

H. OPKRÆVNING AF DEN MIDLERTIDIGE TOLD

20. I betragtning af de konstaterede dumpingmargener og af den forvoldte skade anser Rådet det for nødvendigt, at de beløb, for hvilke der er stillet sikkerhed i form af midlertidig antidumpingtold, opkræves endeligt, enten i deres helhed eller med beløb højst svarende til den endelige told, såfremt denne er mindre end den midlertidige told. De beløb, for hvilke der er stillet sikkerhed, og som ikke omfattes af de endelige toldsatser, frigives -

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

1. Der indføres en endelig antidumpingtold på importen af ikke-crepet, delvis orienteret garn af polyester (POY), henhørende under KN-kode 5402 42 00, med oprindelse i Mexico, Taiwan og Tyrkiet.
2. Tolden, der beregnes på grundlag af prisen frit Fællesskabets grænse, ufortoldet, fastsættes således:
 - 15,8% for POY-garn med oprindelse i Mexico, med undtagelse af sådanne varer, der fremstilles eller eksporteres til Fællesskabet af selskabet Celanese Mexicana S.A., Mexico, som fritages for tolden.
 - 8,7% for POY-garn med oprindelse i Taiwan, med undtagelse af sådanne varer, der fremstilles eller eksporteres til Fællesskabet af følgende selskaber, som fritages for tolden:
 - Far Eastern Textile Ltd, Taipei
 - Nan Ya Plastics Corp., Taipei
 - Tuntex Distinct Corp., Taipei
 - 2,7% for POY-garn med oprindelse i Tyrkiet.
3. Gældende bestemmelser for told finder anvendelse.

Artikel 2

1. Der indføres en endelig antidumpingtold på importen af crepet garn af polyester (PTY), henhørende under KN-kode 5402 33 10 og 5402 33 90, med oprindelse i Republikken Korea, Mexico, Taiwan og Tyrkiet.
2. Tolden, der beregnes på grundlag af prisen frit Fællesskabets grænse, ufortoldet, fastsættes således:
 - 8,1% for PTY-garn med oprindelse i Republikken Korea.
 - For PTY-garn, der fremstilles af nedenstående selskaber, fastsættes tolden til:

- Kohap Ltd, Seoul	8,1%
- Kolon Industries Inc., Seoul	5,7%
- Sam Yang Co. Ltd, Seoul	3,4%
- Tong Yang Polyester Co. Ltd, Seoul	4,1%
 - 26,7% for PTY-garn med oprindelse i Mexico. For PTY-garn, der fremstilles af nedenstående selskaber, fastsættes tolden til:

- Celanese Mexicana S.A., Mexico	15,9%
- Fibras Quimicas S.A., Monterrey	5,8%
- Kimex S.A., Mexico	18,7%
 - 6,2% for PTY-garn med oprindelse i Taiwan. For PTY-garn, der fremstilles eller eksporteres af nedenstående selskaber, fastsættes tolden til:

- Chung Shing Textile Company Ltd, Taipei	1,7%
- Nan Ya Plastics Corp., Taipei	4,9%
- Shinkong Synthetic Fibres Corp., Taipei	5,0%

Selskabet Tuntex Distinct Corp. Ltd, Taipei, fritages for ovennævnte told.

- 13,2% for PTY-garn med oprindelse i Tyrkiet. For PTY-garn, der fremstilles af nedenstående selskaber, fastsættes tolden til:
 - Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana 11,1%
 - Nergis A.S., Bursa 8,6%
 - Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari A.S., Bursa 7,2%
 - Polylen A.S., Bursa 7,2%

3. Gældende bestemmelser for told finder anvendelse.

Artikel 3

De beløb, for hvilke der i henhold til forordning (EØF) nr. 1695/88 er stillet sikkerhed i form af midlertidig told opkræves endeligt, enten i deres helhed eller med beløb højst svarende til de procentsatser, der er fastsat i denne forordning. De beløb, for hvilke der er stillet sikkerhed, og som ikke omfattes af den endelige told, frigives.

Artikel 4

Denne forordning træder i kraft dagen efter offentliggørelsen i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

Denne beslutning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM(88) 681 τελικό

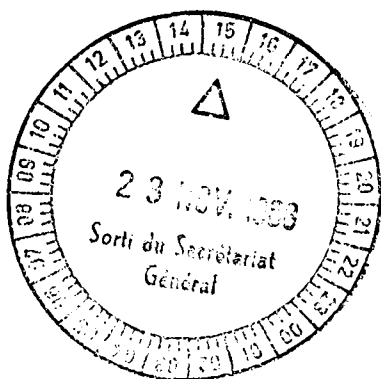
Βρυξέλλες, 17 Νοεμβρίου 1988

Πρόταση

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για την επιβολή δασμού αντιντάμπινγκ στις εισαγωγές
νημάτων από πολυεστέρες καταγωγής Δημοκρατίας της Κορέας, Μεξικού,
Ταϊβάν και Τουρκίας

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)



I. Διαδικασία

Με ανακοίνωση που δημοσιεύθηκε στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων, η Επιτροπή ανακοίνωσε την έναρξη διαδικασίας αντιντάμπινγκ κατά των εισαγωγών νημάτων από πολυεστέρες καταγωγής Δημοκρατίας της Κορέας, Μεξικού, Ταϊβάν και Τουρκίας.

Στις 14 Ιουνίου 1988, με τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1695/88 (2), όπως τροποποιήθηκε από τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 2871/88 (3), η Επιτροπή επέβαλε προσωρινό δασμό αντιντάμπινγκ στις εισαγωγές συνθετικών νημάτων από πολυεστέρες, καταγωγής των εν λόγω χωρών.

Ο δασμός αυτός παρατάθηκε, για μια περίοδο μη υπερβαίνουσα τους δύο μήνες, από τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 3171/88 (4).

II. Ντάμπινγκ

Όσον αφορά το ντάμπινγκ, η Επιτροπή, βάσει ικανοποιητικών αποδεικτικών στοιχείων, αναθεώρησε προς όφελος ορισμένων εξαγωγέων τα καθορισθέντα προσωρινά περιθώρια ντάμπινγκ. Τα οριστικά διαπιστωθέντα περιθώρια ντάμπινγκ απεικονίζονται στην παράγραφο 11 του παρόντος σχεδίου κανονισμού.

(1) ΕΕ C 173 της 1.7.1987, σ. 11

(2) ΕΕ L 151 της 17.6.1988, σ. 47

(3) ΕΕ L 257 της 17.9.1988, σ. 24

(4) ΕΕ L 282 της 15.10.1988, σ. 28

III. Ζημία

Οι κύριες διαπιστώσεις της Επιτροπής είναι οι ακόλουθες:

Όσον αφορά τα νήματα που καλούνται "ΡΟΥ" (νήματα από πολυεστέρες μερικώς προσανατολισμένα), οι εισαγωγές καταγωγής των εν λόγω χωρών αυξήθηκαν κατά 259 % από το 1985 στο 1986 και κατά 37 % από το 1986 στο 1987.

Οι εισαγωγές νημάτων που καλούνται "ΡΤΥ" καταγωγής των τεσσάρων εν λόγω χωρών αυξήθηκαν κατά 574 % μεταξύ 1985 και 1986 και κατά 72 % μεταξύ 1986 και 1987.

Το κατεχόμενο μερίδιο της αγοράς απ'αυτές τις χώρες πέρασε από το 1,7 % στο 1985 σε 8,6 % στο 1986 και σε 13,4 % στο 1987.

Οι υποτιμολογήσεις αυτών των εισαγωγών είναι σημαντικές. Φθάνουν το 14 % για τα νήματα καταγωγής Μεξικού, 25 % για τα νήματα καταγωγής Νότιας Κορέας και πάνω από 30 % για τα νήματα καταγωγής Ταϊβάν και Τουρκίας.

Η επίπτωση στην κοινοτική βιομηχανία ήταν η ακόλουθη:

Παρά την αύξηση της κατανάλωσης των κοινοτικών νημάτων κατά 19 % μεταξύ 1984 και 1987, το μερίδιο της αγοράς των κοινοτικών παραγωγών μειώθηκε από 91 % σε 79 % κατά την ίδια χρονική περίοδο.

Οι εν λόγω εισαγωγές είχαν επίσης σαν αποτέλεσμα την πτώση των εφαρμοζομένων από τους κοινοτικούς παραγωγούς τιμών και την πτώση των κερδών τους.

Κατά τη διάρκεια της περιόδου αναφοράς, οι 3 παραγωγοί νημάτων ΡΟΥ κερδοφόροι κατά το 1986, έγιναν ζημιογόνοι. Επί 9 παραγωγών νημάτων ΡΤΥ, κατά το 1986 2 παραγωγοί ήταν ζημιογόνοι έναντι 6 στο 1987.

Σαν συμπέρασμα, η ανάπτυξη των εισαγωγών σε τιμές ντάμπινγκ στέρησε από την κοινοτική βιομηχανία τα οφέλη από την αύξηση της κατανάλωσης, επέφερε πτώση των τιμών, το οποίο μεταφράζεται με τη σειρά του σε μία μείωση του μεριδίου της αγοράς και μία καθαρή επιδείνωση των οικονομικών αποτελεσμάτων της κοινοτικής βιομηχανίας.

Συνεπώς, η Επιτροπή θεωρεί ότι οι εισαγωγές νημάτων από πολυεστέρες σε τιμές ντάμπινγκ καταγωγής των εν λόγω χωρών προκάλεσαν σημαντική ζημία στην κοινοτική βιομηχανία. Θεωρεί επίσης ότι η ύπαρξη ποσοτικών περιορισμών έναντι των εισαγωγών νημάτων από πολυεστέρες καταγωγής Κορέας και Ταϊβάν με προορισμό την Ισπανία και την Ιταλία δεν αποτελεί πλέον ικανή προστασία στο μέτρο που αυτές δεν εμποδίζουν, μέσα σ'αυτές τις χώρες, αθέμιτες πρακτικές σ'ότι αφορά τις τιμές, ούτε εξαλείφουν την υφιστάμενη ζημία.

Συνεπώς, η Επιτροπή θεωρεί αναγκαία την επιβολή οριστικού δασμού αντιντάμπινγκ για την αντιμετώπιση αυτών των εισαγωγών.

IV. Το συμφέρον της Κοινότητας

Κατά την επιβολή των προσωρινών δασμών, η Επιτροπή είχε εκτιμήσει ότι ήταν στο συμφέρον της Κοινότητας να λάβει τα πρόβοντα μέτρα για να εξαλείψει τη ζημία που είχε προκληθεί στους κοινοτικούς παραγωγούς, εξαιτίας των σοβαρών δυσκολιών τις οποίες αντιμετωπίζει η εν λόγω κοινοτική βιομηχανία και της σχετικά περιορισμένης επίπτωσης αυτών των μέτρων στις δαπάνες παραγωγής της χρησιμοποιούσας βιομηχανίας και πολύ περισσότερο επί της τιμής που πληρώνεται από τους καταναλωτές.

Έναντι αυτού, ένας ορισμένος αριθμός εισαγωγέων και χρηστών υποστήριξαν ότι τα συμφέροντά τους είχαν αγνοηθεί, κατά την επιβολή προσωρινών δασμών και δεν ήταν στο συμφέρον της Κοινότητας να επιβάλει οριστικά μέτρα αντιντάμπινγκ στις εισαγωγές νημάτων από πολυεστέρες.

Τα επιχειρήματά τους είχαν κύρια οδηγήσει στην ύπαρξη πρακτικών καρτέλ από τους κοινοτικούς παραγωγούς, οι οποίες θα είχαν εκδηλωθεί μετά την επιβολή προσωρινών δασμών από τις δυσκολίες εφοδιασμού, από τις εφαρμοζόμενες υψηλές τιμές από τους κοινοτικούς παραγωγούς, και από μια οργανωμένη κατανομή της κοινοτικής αγοράς των νημάτων από πολυεστέρες.

Παρ'όλα αυτά, καμία απόδειξη δεν παρουσιάστηκε για να στηρίζει αυτά τα επιχειρήματα, που θα μπορούσαν να επιτρέψουν στην Επιτροπή να αρχίσει μια έρευνα βασισμένη στους κοινοτικούς κανόνες ανταγωνισμού.

Κατά συνέπεια, η Επιτροπή θεωρεί ότι είναι προς το συμφέρον της Κοινότητας ότι πρέπει να ληφθούν οριστικά μέτρα για την αντιμετώπιση των εισαγωγών νημάτων από πολυεστέρες καταγωγής των εν λόγω χωρών.

Οριστικά μέτρα

Η Επιτροπή θεωρεί ότι συμφέρει να επιβληθεί σ'αυτές τις εισαγωγές ένας οριστικός δασμός αντιντάμπινγκ *ad valorem*.

Βάσει των προαναφερθέντων η Επιτροπή υποβάλλει, στο Συμβούλιο μία πρόταση κανονισμού του Συμβουλίου που:

- θεσπίζει έναν οριστικό δασμό αντιντάμπινγκ στις εισαγωγές νημάτων από πολυεστέρες, καταγωγής Δημοκρατίας της Κορέας, του Μεξικού, της Ταϊβάν και της Τουρκίας.

- προβλέπει είσπραξη ποσών εγγυημένων από τον προσωρινό δασμό μέχρι ύψους που δεν υπερβαίνει τα ποσοστά που αναγράφονται στον κανονισμό ο οποίος προβλέπει τον οριστικό δασμό.

Historical Archives of the European Commission

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ (ΕΟΚ) αριθ. /88 ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

ΤΗΣ

για την επιβολή οριστικού δασμού αντντάμπινγκ στις εισαγωγές
νημάτων από πολυεστέρες καταγωγής Δημοκρατίας της Κορέας, Μεξικού,
Ταϊβάν και Τουρκίας

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη:

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας,

τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 2423/88 του Συμβουλίου της 11ης Ιουλίου 1988
για την άμυνα κατά των εισαγωγών που αποτελούν αντικείμενο ντάμπινγκ ή
επιδοτήσεων εκ μέρους χωρών μη μελών της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινό-
τητας (1) και ιδίως το άρθρο 12,

κατόπιν ενημέρωσης του Συμβουλίου Σύνδεσης ΕΟΚ-Τουρκίας κατ'εφαρμογή
του άρθρου 47, παράγραφος 2 του συμπληρωματικού πρωτόκολλου της συμφω-
νίας σύνδεσης μεταξύ της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και της
Τουρκίας (2) και ελλείψει αποφάσεως του εν λόγω Συμβουλίου,

Έχοντας υπόψη :

την πρόταση που υπέβαλε η Επιτροπή μετά από διαβουλεύσεις στα πλαίσια
της Συμβουλευτικής Επιτροπής όπως προβλέπεται από τον προαναφερόμενο
οργανισμό,

Εκτιμώντας ότι :

A. ΠΡΟΣΩΡΙΝΑ ΜΕΤΡΑ

1. Η Επιτροπή, με τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1695/88 (3), όπως τροποποιή-
θηκε από τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 2871/88 (4), επέβαλε προσωρινό δα-
σμό αντντάμπινγκ στις εισαγωγές νημάτων από πολυεστέρες με ίνες μερι-
κώς προσανατολισμένες (ΡΟΥ) και ελαστικοποιημένες (ΡΤΥ) καταγωγής
Κορέας, Μεξικού, Ταϊβάν και Τουρκίας. Το νήμα που καλείται "ΡΟΥ"

(1) ΕΕ αριθ. L 209 της 02.08.1988, σ. 1.

(2) ΕΕ αριθ. L 253 της 29.12.1972, σ. 3.

(3) ΕΕ αριθ. L 151 της 17.06.1988, σ. 39.

(4) ΕΕ αριθ. L 257 της 17.09.1988, σ. 24.

είναι νήμα τροφοδότησης που προορίζεται αποκλειστικά για την κατασκευή ελαστικοποιημένων νημάτων (ΡΤΥ), τα οποία με τη σειρά τους χρησιμοποιούνται για την κατασκευή υφασμάτων από πολυεστέρα ή από βαμβάκι και πολυεστέρα. Ο δασμός αυτός παρατάθηκε για περίοδο που δεν υπερβαίνει τους δύο μήνες με τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 3171/88 (5).

Β. ΜΕΤΑΓΕΝΕΣΤΕΡΗ ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑ

2. Ύστερα από την επιβολή του προσωρινού δασμού αντιντάμπινγκ, οι κοινοτικοί παραγωγοί και πολλοί εξαγωγείς του εν λόγω προϊόντος ζήτησαν να γίνουν δεκτοί σε ακρόαση από την Επιτροπή, όπως πράγματι συνέβη.

Οι παραγωγοί της Κοινότητας και ορισμένοι εξαγωγείς υπέβαλαν επίσης γραπτές παρατηρήσεις καθιστώντας γνωστές τις απόψεις τους σχετικά με τον κανονισμό για την επιβολή του προσωρινού δασμού.

Ορισμένοι εξαγωγείς ζήτησαν να ενημερωθούν για ορισμένα γεγονότα και για τα κυριότερα επιχειρήματα βάσει των οποίων η Επιτροπή είχε την πρόθεση να συστήσει τη λήψη οριστικών μέτρων. Τα αιτήματα αυτά έγιναν δεκτά.

Γ. ΝΤΑΜΠΙΝΓΚ

1) Κανονική αξία

α) Κορέα - Ταϊβάν - Μεξικό

3. Γενικά η κανονική αξία υπολογίστηκε οριστικά σύμφωνα με τη μέθοδο που χρησιμοποιείται για τον προσωρινό καθορισμό της εν λόγω αξίας, δηλαδή με βάση τις τιμές που χρεώνουν στην εσωτερική αγορά οι παραγωγοί, οι οποίοι εξήγαγαν προς την Κοινότητα και προσκόμισαν επαρκείς πληροφορίες. Η αξία καθορίστηκε επί μηνιαίας βάσης ανά τύπο προϊόντος.

Στην περίπτωση που για ορισμένους μήνες δεν υπήρξαν εγχώριες πωλήσεις για ένα τύπο προϊόντος που εξάγεται προς την Κοινότητα, λήφθηκε υπόψη ο σταθμισμένος μέσος όρος των εγχώριων πωλήσεων κατά τη διάρκεια των υπολοίπων μηνών.

(5) ΕΕ αριθ. L 282 της 15.10.1988, σ. 28.

Στην περίπτωση που δεν υπήρχαν εγχώριες πωλήσεις για έναν τύπο προϊόντος που εξάγεται προς την Κοινότητα ή όταν πραγματοποιήθηκαν σε ανεπαρκή ποσότητα, λήφθηκαν υπόψη οι εγχώριες τιμές του πιο παραπλήσιου τύπου ή εναλλακτικά η κατασκευασμένη αξία. Στην περίπτωση που οι εγχώριες πωλήσεις σε σημαντικές ποσότητες ενός τύπου προϊόντος πραγματοποιήθηκαν με απώλεια, η κατασκευασμένη αξία λήφθηκε υπόψη ως κανονική αξία. Η κατασκευασμένη αξία υπολογίστηκε προσθέτοντας το κόστος παραγωγής και ένα εύλογο περιθώριο κέρδους, που καθορίστηκε με βάση το κέρδος που πραγματοποιήθηκε επί των εγχωρίων πωλήσεων του εν λόγω προϊόντος, ΡΟΥ ή ΡΤΥ, ή εναλλακτικά, επί του συνόλου των πωλήσεων νημάτων από πολυεστέρες της ενδιαφερόμενης εταιρίας εξαγωγής.

Όσον αφορά ένα εξαγωγέα της Κορέας και ορισμένους εξαγωγείς του Μεξικού, η κανονική αξία καθορίστηκε, κατόπιν αιτήσεώς τους, με βάση την καθαρή εγχώρια τιμή που προκύπτει μετά την αφαίρεση των εκπτώσεων που συνδέονται άμεσα με τις υπό εξέταση πωλήσεις, κατ'εφαρμογή του άρθρου 2, παράγραφος 3, στοιχείο α) του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2423/88, υπό τον όρο ότι προσκομίστηκαν επαρκή αποδεικτικά στοιχεία.

Αναγνωρίστηκε επίσης το δικαίωμα κατόπιν αίτησης ενός εξαγωγέα της Ταϊβάν να χρησιμοποιήσει, για τον καθορισμό της κατασκευασμένης αξίας, όχι το περιθώριο κέρδους που καθορίζεται με βάση το σύνολο των πωλήσεων των νημάτων καλουμένων "ΡΤΥ" από πολυεστέρες, αλλά αποκλειστικά το περιθώριο κέρδους που καθορίζεται με βάση τις πωλήσεις των νημάτων καλουμένων "ΡΟΥ" ενός άλλου εξαγωγέα.

β) Τουρκία

4. Η κανονική αξία καθορίστηκε οριστικά με βάση τη μέθοδο που αναπτύσσεται στο σημείο 3 του αιτιολογικού, παράγραφοι 1 και 2 του παρόντος κανονισμού.

Εντούτοις όσον αφορά τα νήματα "ΡΟΥ", για τα οποία η κανονική αξία καθορίστηκε με βάση την κατασκευασμένη αξία, ένας εξαγωγέας αμφισβήτησε το ποσό του περιθωρίου κέρδους που είχε καθοριστεί με βάση το κέρδος που πραγματοποιήθηκε επί του συνόλου των πωλήσεων νημάτων από πολυεστέρες, υποστηρίζοντας ότι μπορούσε να γίνει αποδεκτό μόνο το περιθώριο κέρδους που υπολογίζεται με βάση το κέρδος που πραγματοποιήθηκε επί των πωλήσεων νημάτων "ΡΟΥ". Δεδομένου ότι η Επιτροπή δεν κατόρθωσε να βρει στα λογιστικά στοιχεία καμίας από τις τουρκικές εταιρίες που συμμετέχουν

στη διαδικασία, περιθώριο κέρδους που να αναφέρεται μόνο στα νήματα "ΡΟΥ", το Συμβούλιο συμφώνησε με την Επιτροπή ότι θα πρέπει να ληφθεί υπόψη η μέθοδος που χρησιμοποιήθηκε για τον καθορισμό των προσωρινών μέτρων.

2) Τιμή εξαγωγής

5. Οι τιμές εξαγωγής καθορίστηκαν γενικά με βάση τις τιμές που έχουν πράγματι πληρωθεί ή πρέπει να πληρωθούν για τα προϊόντα που εξαγονται στην Κοινότητα.

Όταν οι εξαγωγές πραγματοποιήθηκαν μέσω θυγατρικών που είναι εγκατεστημένες στην Κοινότητα, οι τιμές εξαγωγής υπολογίστηκαν με βάση τις τιμές μεταπώλησης στον πρώτο ανεξάρτητο αγοραστή, κατάλληλα προσαρμοσμένες ώστε να λαμβάνουν υπόψη όλα τα έξοδα που έχουν ανακύψει μεταξύ εισαγωγής και μεταπώλησεων των εν λόγω προϊόντων, συμπεριλαμβανομένων, κατά περίπτωση, των δαπανών μεταφοράς, ασφάλισης και τελωνειακών δασμών, καθώς και ένα περιθώριο κέρδους που κρίθηκε εύλογο για τα γενικά έξοδα και τα κέρδη, λαμβανομένων υπόψη των περιθωρίων κέρδους των ανεξάρτητων εισαγωγέων του εν λόγω προϊόντος.

Καθότι τα αποδεικτικά στοιχεία που υπεβλήθηκαν κρίθηκαν επαρκή, πραγματοποιήθηκαν τροποποιήσεις στις τιμές συναλλάγματος που εφαρμόστηκαν κατά την εξαγωγή προς την Κοινότητα των εξαγωγέων της Ταϊβάν.

Όσον αφορά ένα παραγωγό του Μεξικού, πραγματοποιήθηκε τροποποίηση της τιμής συναλλάγματος που ελήφθηκε υπόψη για τον καθορισμό της τιμής εξαγωγής έπειτα από επαρκώς εμπεριστατωμένη αίτηση που υπέβαλε ο εν λόγω παραγωγός.

3) Σύγκριση

6. Γενικά, η μηνιαία κανονική αξία ανά τύπο προϊόντος συγκρίθηκε με τις τιμές εξαγωγής του αντίστοιχου τύπου προϊόντος στο στάδιο "εκ του εργοστασίου", για κάθε συναλλαγή ξεχωριστά. Οι προσαρμογές που είχαν προσωρινά γίνει αποδεκτές ανάλογα με την περίπτωση, κατ'εφαρμογή του άρθρου 2, παράγραφος 10, στοιχεία γ) και δ) του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2176/84 για τις διαφορές εκείνες που σχετίζονται άμεσα με τη δυνατότητα σύγκρισης των τιμών, εξακολούθησαν να ισχύουν, υπό τους όρους που καθορίζονται στα σημεία 10, 14 18 και 22 του αιτιολογικού του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1695/88.

α) Κορέα

7. Οι αιτήσεις προσαρμογής, που επανειλημμένως υπέβαλε ένας εξαγωγέας για τις διαφορές που αφορούν τους όρους πώλησης, οι οποίες στηρίζονται στο άρθρο 2, παράγραφος 10, σημείο γ), ν), του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2423/88 για τις οποίες τα αποδεικτικά στοιχεία που προσκομίστηκαν δεν ήταν επαρκή για να αποδείξουν την άμεση σχέση τους με τις εν λόγω πωλήσεις, δεν έγιναν αποδεκτές.

β) Μεξικό

8. Λήφθηκε υπόψη προσαρμογή δυνάμει ορισμένων όρων πίστωσης, με βάση το άρθρο 2, παράγραφος 10, σημείο γ), ιiii) του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2423/88 καθότι τα αποδεικτικά στοιχεία που προσκομίστηκαν κρίθηκαν επαρκή.

Όσον αφορά έναν εξαγωγέα του Μεξικού για τον οποίο πραγματοποιήθηκε προσαρμογή επί των τιμών εξαγωγής δυνάμει των "τραπεζικών εξόδων" για τον προσωρινό καθορισμό του περιθώριου ντάμπινγκ, συμπληρωματικά στοιχεία που απεδείκνυαν ότι στην πραγματικότητα δεν επρόκειτο για "τραπεζικά έξοδα" οδήγησαν την Επιτροπή να αναθεωρήσει την προσαρμογή αυτή.

Εξάλλου οι έρευνες σχετικά με την παροχή συμπληρωματικών προσαρμογών για τις προμήθειες που καταβάλλονται στους πωλητές, για ορισμένα έξοδα πίστωσης και εσωτερικής μεταφοράς δεν έγιναν αποδεκτές, επειδή τα αποδεικτικά στοιχεία που προσκομίστηκαν διαφεύτηκαν στη συνέχεια από τα στοιχεία που προέκυψαν στη διάρκεια της έρευνας, είτε γιατί ήταν ανεπαρκή.

γ) Ταϊβάν

9. Νέα αίτηση προσαρμογής δυνάμει των πράξεων κάλυψης του συναλλαγματικού κινδύνου υποβλήθηκε χωρίς όμως να προσκομίστούν νέα επιχειρήματα. Κατά συνέπεια, το Συμβούλιο επιβεβαιώνει τα συμπεράσματα της Επιτροπής όπως αναπτύσσονται στο σημείο 18 του αιτιολογικού, τρίτη παράγραφος του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1695/88 όσον αφορά την απόρριψη της προσαρμογής αυτής.

δ) Τουρκία

10. Δεν έγινε αποδεκτή νέα αίτηση προσαρμογής που υπέβαλε ένας εξαγωγέας η οποία αναφέρεται στην αναχρηματοδότηση των απαιτήσεών του στο εξωτερικό στις διεθνείς τράπεζες, ενώ είχε ήδη επωφεληθεί των προσαρμογών που σχετίζονται με το κόστος πίστωσης για τις πωλήσεις κατά την εξαγωγή. Η αίτησή του με βάση το άρθρο 2, παράγραφος 10, στοιχείο γ), 111) του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2423/88 δεν έγινε αποδεκτή στο βαθμό που το άρθρο αυτό δεν προβλέπει προσαρμογή για το λόγο που αναφέρεται ανωτέρω.

Δεν έγινε επίσης αποδεκτή η προσαρμογή δυνάμει του άρθρου 2, παράγραφος 10, στοιχείο β) του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2423/88, σχετικά με την επιστροφή των επιβαρύνσεων κατά την εισαγωγή στις οποίες υπόκειται το προϊόν που εξάγεται προς την Κοινότητα, στο βαθμό που οι εταιρίες που ζήτησαν την προσαρμογή αυτή υπέβαλαν τις αιτήσεις αργά ή δεν προσκόμισαν επαρκή αποδεικτικά στοιχεία.

4) Περιθώρια ντάμπινγκ

11. Το περιθώριο ντάμπινγκ όπως υπολογίστηκε για κάθε εξαγωγέα είναι ίσο προς τη διαφορά μεταξύ της κανονικής αξίας και της τιμής εξαγωγής στην Κοινότητα, κατάλληλα προσαρμοσμένης.

Με βάση την τιμή "ελεύθερο στα σύνορα της Κοινότητας", τα μέσα σταθμισμένα περιθώρια για κάθε ένα από τους ενδιαφερόμενους εξαγωγείς είναι τα ακόλουθα :

α) Κορέα

- Kohap Ltd, Séoul	PTY	8,13 %
- Kolon Industries Inc., Séoul	PTY	5,71 %
	POY	0,02 %
- Sam Yang Co Ltd, Séoul	PTY	3,38 %
- Tong Yang Polyester Co Ltd, Séoul	PTY	4,09 %

β) Μεξικό

- Celanese Mexicana S.A., Mexico	PTY	15,85 %
	POY	4,43 %
- Fibras Sinteticas S.A. de C.V., Mexico	PTY	26,74 %
- Fibras Quimicas S.A., Monterrey	PTY	5,79 %
- Nylon de Mexico S.A., Monterrey	POY	15,80 %
- Kimex S.A., Mexico	PTY	18,72 %

γ) Ταϊβάν

- Chung Shing Textile Company Ltd, Taipei	PTY	1,67 %
- Far Eastern Textile Ltd, Taipei	PTY	6,21 %
	POY	0,09 %
- Nan Ya Plastics Corp., Taipei	PTY	4,92 %
	POY	0,52 %
- Shin Kong Synthetic Fibres Corp., Taipei	PTY	4,96 %
	POY	22,11 %
- Tuntex Distinct Corp. Taipei	PTY	0,31 %
	POY	0,00 %

δ) Τουρκία

- Nergis A.S., Bursa	PTY	38,50 %
- Polylen A.S., Bursa	PTY	27,60 %
- Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	PTY	11,13 %
	POY	2,67 %
- Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari A.S., Bursa	PTY	17,34 %
- Sönmez Filament A.S., Bursa	PTY	13,18 %

Δ. ΖΗΜΙΑ

12. Η Επιτροπή στον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1695/88 διαπίστωσε τις συνέπειες των εισαγωγών με τιμές ντάμπινγκ επί της κοινοτικής βιομηχανίας, ιδίως όσον αφορά τον όγκο, τις τιμές, το τμήμα της αγοράς και την αποδοτικότητα. Για το σκοπό αυτό απέδειξε την ανάγκη σώρευσης των εισαγωγών των διαφόρων χωρών που αφορά η παρούσα διαδικασία.

Προβλήθηκε το επιχείρημα για το σκοπό αυτό ότι τα στοιχεία που αναφέρονται στο σημείο 26 του αιτιολογικού του εν λόγω κανονισμού δεν ήταν ακριβή, στο βαθμό που δεν αναφέρουν τη χρησιμοποίηση του νήματος "POY" κατά την παραγωγή του νήματος "PTY".

Επειδή δεν υπάρχουν πληροφορίες που να επιτρέπουν να διακριθεί κατά την κοινοτική παραγωγή και κατανάλωση το μέρος που ανήκει στο νήμα "POY", η Επιτροπή σύμφωνα με το άρθρο 4, παράγραφος 4 του κανονισμού (ΕΟΚ) 2423/88 χρησιμοποίησε τα στοιχεία για την παραγωγή και την κατανάλωση που υπολογίστηκαν με βάση τα δεδομένα που αναφέρονται μόνο στο νήμα "PTY", τα οποία λαμβάνουν υπόψη την εσωτερική μεταφορά του νήματος "POY" προς το νήμα "PTY".

Υπό τους όρους αυτούς και ελλείψη νέων αποδεικτικών στοιχείων, το Συμβούλιο επιβεβαιώνει τα γεγονότα που περιέχονται στα σημεία του αιτιολογικού 24 έως 32 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1695/88.

Εξάλλου, προκειμένου να υπολογιστεί η ζημία, η Επιτροπή εξέτασε τη δυνατότητα να αποκλεισθούν οι κοινοτικοί παραγωγοί που συνδέονται με τους εξαγωγείς του Μεξικού, κατ'εφαρμογήν του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2423/88, άρθρο 4, παράγραφος 5.

Εκτιμώντας ότι το άρθρο αυτό έχει σαν στόχο να αποκλείσει τους κοινοτικούς παραγωγούς που καταγγέλλαν εταιρίες από τις οποίες έχουν αποκομίσει οφέλη, - το Συμβούλιο θεωρεί ότι κανείς από τους κοινοτικούς παραγωγούς δεν εισάγει νήματα από πολυεστέρες από αυτές τις εξαγουσες εταιρίες, ότι οι εξαγωγές προς την Κοινότητα αφορούν ένα περιορισμένο όγκο, ότι οι εξαγωγικές εταιρίες δρουν σε μεγάλο βαθμό ως αυτόνομοι οικονομικοί παράγοντες, ότι για έναν από τους κοινοτικούς παραγωγούς οι δεσμοί με την εξαγωγική εταιρεία είναι έμμεσοι και ότι, τέλος, δεν προστατεύονται από τις αθέμιτες πρακτικές άλλων εταιριών εξαγωγής.

Για το σύνολο των λόγων αυτών, και εκτιμώντας το γεγονός ότι οι δεσμοί ορισμένων κοινοτικών παραγωγών με τις εξαγουσες εταιρίες δεν πρέπει να τους αφαιρούν το δικαίωμα να προστατεύονται από τις αθέμιτες πρακτικές, το Συμβούλιο θεωρεί ότι δεν υπάρχει λόγος να αποκλεισθούν οι ενδιαφερόμενοι κοινοτικοί παραγωγοί από την παρούσα διαδικασία.

1) Δυνατότητα σύγκρισης του προϊόντος

13. Ορισμένοι εξαγωγείς αμφισβήτησαν την εγκυρότητα της σύγκρισης που πραγματοποιήθηκε μεταξύ των νημάτων από πολυεστέρες που παράγει η εταιρία τους και των νημάτων των κοινοτικών παραγωγών, υποστηρίζοντας ότι δεν πρόκειται για παρόμοια προϊόντα, ιδίως όσον αφορά την ποιότητα, ότι δεν χρησιμοποιούνται για τους ίδιους σκοπούς και ότι δεν είναι ανταλλάξιμα με τα κοινοτικά προϊόντα. Τα επιχειρήματα αυτά δεν έγιναν αποδεκτά, στο βαθμό που η Επιτροπή θεωρεί ότι η απαίτηση να είναι ένα προϊόν παρόμοιο με ένα εισαγόμενο προϊόν δεν πρέπει να νοείται με τη στενή της έννοια, και ότι μόνο οι ουσιαστικές

διαφορές ποιότητας ή χρήσης μπορούν να αποτελέσουν αιτία να μην θεωρηθεί ένα προϊόν παρόμοιο με ένα άλλο.

Στην προκειμένη περίπτωση τα φυσικά χαρακτηριστικά των προϊόντων είναι παρεμ-
φερή και η χρησιμοποίηση των νημάτων από πολυεστέρες χειρότερης ποιότητας
δεν είναι τελείως διαφορετική από τη χρησιμοποίηση νημάτων από πολυεστέρες
που θεωρούνται ανωτέρας ποιότητας.

Κατά συνέπεια, το Συμβούλιο θεωρεί ότι οι προβαλλόμενες διαφορές ως προς την
ποιότητα και τη χρησιμοποίηση είναι ανεπαρκείς για να δικαιολογήσουν τη διά-
κριση μεταξύ των προϊόντων αυτών.

2) Αιτιώδης συνάφεια

14. Η Επιτροπή στον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1695/88, καθόρισε στο σημείο 33 του
αιτιολογικού την αιτιώδη συνάφεια μεταξύ της ζημίας που υπέστησαν οι κοινο-
τικοί παραγωγοί και των εισαγωγών με τιμές ντάμπινγκ.

Εντούτοις, πολλοί εξαγωγείς υποστήριξαν ότι οι εξαγωγές νημάτων από πολυε-
στέρες προς την Κοινότητα ήταν είτε χαμηλού όγκου, είτε σημείωσαν πτώση,
και ότι υπό τους όρους αυτούς δεν είναι δυνατόν να έχουν συνεισφέρει στη
ζημία.

(CEE) n° 2423/88

Όπως προκύπτει από τον κανονισμό η ζημία διαπιστώνεται ακόμα και εάν δεν
είναι πολύ σημαντικός ο όγκος κάθε εξαγωγέα ξεχωριστά. Το επιχείρημα αυτό
είναι λοιπόν ανεπαρκές για να δικαιολογήσει τον αποκλεισμό των εξαγωγέων
αυτών από την τρέχουσα διαδικασία.

Υπό τους όρους αυτούς και ελλείψει άλλων αποδεικτικών στοιχείων που να ανα-
φέρονται στα επιχειρήματα που αναπτύχθηκαν στο σημείο 33 του αιτιολογικού
του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1695/88, το Συμβούλιο επιβεβαιώνει τα γεγονότα
και τα συμπεράσματα της Επιτροπής που περιέχονται στο αιτιολογικό αυτό.

Ε. ΠΟΣΟΤΙΚΟΙ ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΟΙ ΚΑΙ ΜΕΤΡΑ ΑΝΤΙΝΤΑΜΠΙΝΓΚ

15. Όσον αφορά την ύπαρξη ποσοτικών περιορισμών στις εισαγωγές νημάτων από πολυεστέρες καταγωγής Κορέας που προορίζονται για την Ισπανία και την Ιταλία, και στις εισαγωγές νημάτων από πολυεστέρες καταγωγής Ταϊβάν που προορίζονται για την Ισπανία, προβλήθηκε το επιχείρημα ότι η επιπλέον επιβολή ενός δασμού αντιντάμπινγκ στις εισαγωγές νημάτων από πολυεστέρες καταγωγής Ταϊβάν και Κορέας εκτός από τους ποσοτικούς περιορισμούς δεν είναι συμβίβασιμη με τις διατάξεις του άρθρου 19 της Γενικής Συμφωνίας Δασμών και Εμπορίου (GATT) και της παραγράφου 6 του διακανονισμού πολυϊνών IV (ΣΠΙ).

Όσον αφορά το ζήτημα αυτό, το Συμβούλιο θεωρεί ότι, αντίθετα με τα επιχειρήματα που προβλήθηκαν, ούτε το κοινοτικό δίκαιο ούτε οι διεθνείς κανόνες και ιδίως η ΣΠΙ απαγορεύουν την επιβολή δασμών αντιντάμπινγκ, τελωνειακών δασμών ή οποιονδήποτε άλλων μέτρων στις εισαγωγές όταν υπάρχουν ποσοτικοί περιορισμοί, σε περίπτωση που σημειώνεται ζημία παρά την ισχύ των περιορισμών αυτών.

Όσον αφορά τη σκοπιμότητα τέτοιων μέτρων στην προκειμένη περίπτωση, το Συμβούλιο διαπιστώνει ότι, όσον αφορά το σύνολο της κοινοτικής βιομηχανίας, παρόλο που ο όγκος των εισαγωγών νημάτων από πολυεστέρες καταγωγής Κορέας και Ταϊβάν είναι περιορισμένος, οι εισαγωγές αυτές πραγματοποιούνται με πολύ χαμηλότερες τιμές, μέχρι 30% για τα νήματα από πολυεστέρες Κορέας και μέχρι 38% για τα νήματα από πολυεστέρες Ταϊβάν.

Υπό αυτές τις συνθήκες, το Συμβούλιο θεωρεί ότι η κοινοτική βιομηχανία παραμένει εκτεθειμένη στον αθέμιτο ανταγωνισμό των χωρών αυτών.

Όσον αφορά την Ισπανία και την Ιταλία, το Συμβούλιο διαπιστώνει ότι οι εισαγωγές αυτές πραγματοποιούνται με πολύ χαμηλότερες τιμές, που φτάνουν το 35% στην Ιταλία και το 41% στην Ισπανία για τα νήματα από πολυεστέρες Κορέας και το 33% στην Ισπανία για τα νήματα από πολυεστέρες Ταϊβάν. Φαίνεται, λοιπόν, ότι οι ποσοτικοί περιορισμοί που ίσχυαν για αυτά τα κράτη μέλη δεν εμπόδισαν να ασκηθούν στις χώρες αυτές αθέμιτες πρακτικές όσον αφορά τις τιμές και δεν εξάλειψαν τη ζημία. Πρέπει επίσης να σημειωθεί ότι οι παραγωγί των χωρών αυτών υπέστησαν, στη διάρκεια της περιόδου αναφοράς, σημαντικές χρηματοοικονομικές απώλειες.

Για τους λόγους αυτούς, το Συμβούλιο θεωρεί ότι η επιβολή μέτρων αντι-ντάμπινγκ στις εισαγωγές Κορέας και Ταϊβάν είναι απαραίτητη.

ΣΤ. ΤΟ ΣΥΜΦΕΡΟΝ ΤΗΣ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑΣ

16. Ορισμένοι εισαγωγείς και χρήστες υποστήριξαν ότι οι κοινοτικοί παραγωγοί των νημάτων από πολυεστέρες συμπεριφέρονταν ως μέλη καρτέλ, κατά το μέτρο που εφάρμοζαν υψηλές τιμές, που παρουσιάζοντα δυσκολίες ανεφοδιασμού και είχε κάπως διαμοιρασθεί η κοινοτική αγορά. Καμία πάντως αρχή αποδείξεως που θα επέτρεπε στην Επιτροπή να αρχίσει έρευνα βάσει των κοινοτικών κανόνων ανταγωνισμού δεν προσκομίσθηκε υπέρ των ισχυρισμών αυτών.

Κατά συνέπεια, ενόψει των ιδιαίτερα σοβαρών δυσκολιών που αντιμετωπίζει η κοινοτική βιομηχανία, η Επιτροπή κατέληξε στο συμπέρασμα ότι το συμφέρον της Κοινότητας απαιτεί τη λήψη μέτρων, έτσι ώστε να εξαλειφθεί η ζημία που υπέστησαν οι κοινοτικοί παραγωγοί νημάτων από πολυεστέρες. Τα μέτρα αυτά, που έχουν πολύ μικρή, σχετικά επίπτωση στις δαπάνες παραγωγής της κλωστο-ϋφαντουργικής βιομηχανίας και δεν θα έχουν μεγάλες συνέπειες για τους καταναλωτές, θα πρέπει να λάβουν τη μορφή ουσιαστικού δασμού αντιντάμπινγκ.

Υπό τις συνθήκες αυτές, το Συμβούλιο επιβεβαιώνει ότι είναι προς το συμφέρον της Κοινότητας να ληφθούν οριστικά μέτρα αντιντάμπινγκ για τις εισαγωγές καταγωγής Κορέας, Μεξικού, Ταϊβάν και Τουρκίας.

Ζ. ΟΡΙΣΤΙΚΟΣ ΔΑΣΜΟΣ

17. Επειδή προβλήθηκαν επιχειρήματα όσον αφορά την εκτίμηση των διαφορών των συστημάτων παραγωγής νημάτων "ΡΟΥ" και "ΡΤΥ", βεβαιώνεται ότι η Επιτροπή, στο βαθμό του δυνατού, έλαβε υπόψη τις διαφορές αυτές ιδίως όσον αφορά το κόστος παραγωγής, τη σύγκριση των τιμών και τον καθορισμό του ορίου της ζημίας.

Υπό τις συνθήκες αυτές, το Συμβούλιο επιβεβαιώνει τα συμπεράσματα της Επιτροπής, τόσο όσον αφορά τη μέθοδο που χρησιμοποιήθηκε για τον καθορισμό του δασμού που θα επιβληθεί όσο και τη μορφή του δασμού, που περιέχονται στα σημεία 35 και 36 του αιτιολογικού του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1695/88.

Η. ΕΙΣΠΡΑΞΗ ΤΟΥ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ ΔΑΣΜΟΥ

18. Λαμβάνοντας υπόψη τα περιθώρια ντάμπινγκ που προέκυψαν και τη ζημία που προκλήθηκε, το Συμβούλιο θεωρεί ότι είναι απαραίτητο να εισπραχθεί οριστικά το ποσό που είχε καταβληθεί ως εγγύηση συνεπεία της επιβολής προσωρινού δασμού αντιντάμπινγκ, είτε ολόκληρο, είτε μέχρι το ανώτατο ποσό του επιβαλλομένου οριστικού δασμού εάν αυτός είναι μικρότερος από τον προσωρινό δασμό. Τα ποσά που έχουν καταβληθεί ως εγγύηση και που δεν καλύπτονται από το ποσό του οριστικού δασμού αποδεσμεύονται.

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ :

Άρθρο 1

1. Επιβάλλεται οριστικός δασμός αντιντάμπινγκ στις εισαγωγές νημάτων από πολυεστέρες με ίνες μερικώς προσανατολισμένες, μη ελαστικοποιημένες (ΡΟΥ), που υπάγονται στους κωδικούς ΣΟ 5402 42 00, καταγωγής Μεξικού, Ταϊβάν και Τουρκίας.
2. Το ποσό του οριστικού δασμού αντιντάμπινγκ επί της τιμής ελεύθερο στα κοινοτικά σύνορα του μη εκτελωνισμένου προϊόντος, ανέρχεται σε :
 - 15,8% για τα νήματα "ΡΟΥ" καταγωγής Μεξικού, με εξαίρεση τα νήματα που παράγονται και πωλούνται προς εξαγωγή στην Κοινότητα από την εταιρία CELANESE MEXICANA S.A., MEXICO, που απαλλάσσεται του δασμού"
 - 8,7% για τα νήματα "ΡΟΥ" καταγωγής Ταϊβάν, με εξαίρεση τα νήματα που παράγονται και πωλούνται προς εξαγωγή στην Κοινότητα από τις κάτωθι εταιρίες που απαλλάσσονται του δασμού :
 - Far Eastern textile Ltd, Taipei
 - Nan Ya Plastics Corp., Taipei
 - Tuntex Distinct Corp., Taipei
 - 2,7% για τα νήματα "ΡΟΥ" καταγωγής Τουρκίας.
3. Εφαρμόζονται οι διατάξεις που ισχύουν για τους δασμούς.

Άρθρο 2

1. Επιβάλλεται οριστικός δασμός αντιντάμπινγκ στις εισαγωγές νημάτων από πολυεστέρες με ίνες ελαστικοποιημένες (PTY) που υπάγονται στους κωδικούς ΣΟ 5402 33 10 και 5402 33 90, καταγωγής Κορέας, Μεξικού, Ταϊβάν και Τουρκίας.
2. Το ποσό του οριστικού δασμού αντιντάμπινγκ επι της τιμής ελεύθερο στα κοινοτικά σύνορα, του μη εκτελωνισμένου προϊόντος ανέρχεται σε :
 - 8,1% για τα νήματα "PTY" καταγωγής Δημοκρατίας της Κορέας.
 - Οι κάτωθι δασμοί επιβάλλονται στα νήματα "PTY" που παράγονται από τις κάτωθι εταιρίες :

Kohap Ltd, Séoul	8,1%
Kolon Industries Inc., Séoul	5,7%
Sam Yang Co Ltd, Séoul	3,4%
Tong Yang Polyester Co Ltd, Séoul	4,1%
 - 26,7% για τα νήματα "PTY" καταγωγής Μεξικού. Οι κάτωθι δασμοί επιβάλλονται στα νήματα "PTY" που παράγονται από τις κάτωθι εταιρίες :

Celanese Mexicana S.A., Mexico	15,9%
Fibras Quimicas S.A., Monterrey	5,8%
Kimex S.A., Mexico	18,7%
 - 6,2% για τα νήματα "PTY" καταγωγής Ταϊβάν. Οι κάτωθι δασμοί επιβάλλονται στα νήματα "PTY" που παράγονται από τις κάτωθι εταιρίες :

Chung Shing Textile Company Ltd, Taipei	1,7%
Nan Ya Plastics Corp., Taipei	4,9%
Shinkong Synthetic Fibres Corp., Taipei	5,0%

Η εταιρία Tuntex Distinct Corp., Taipei απαλλάσσεται από τον προαναφερθέντα δασμό.

- 13,2% για τα νήματα "PTY" καταγωγής Τουρκίας. Οι κάτωθι δασμοί επιβάλλονται στα νήματα "PTY" που παράγονται από τις κάτωθι εταιρίες :

Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	11,1%
Nergis A.S., Bursa	8,6%
Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari A.S., Bursa	7,2%
Polylen A.S., Bursa	7,2%

3. Εφαρμόζονται οι διατάξεις που ισχύουν για τους δασμούς.

Άρθρο 3

Τα ποσά που αποτέλεσαν αντικείμενο εγγυήσεως υπό τη μορφή προσωρινών δασμών, σύμφωνα με τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1695/88 εισπράττονται οριστικά, είτε ολόκληρα, είτε μέχρι του ποσού που δεν υπερβαίνει τα ποσοστά που αναφέρονται στον παρόντα κανονισμό. Τα ποσά που αποτελέσαν αντικείμενο εγγυήσεως και που δεν καλύπτονται από το ποσό του οριστικού δασμού αποδεσμεύονται.

Άρθρο 4

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την επομένη ημέρα μετά τη δημοσίευσή του στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Έγινε στις Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο,

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

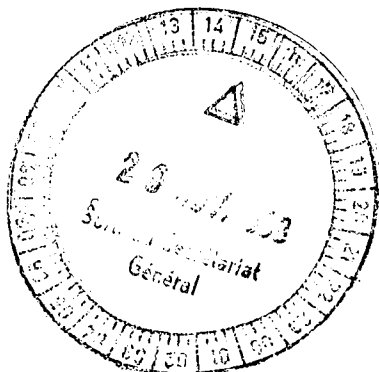
COM(88) 681 final.

Bruselas, 17 de noviembre de 1988

Propuesta de REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece un derecho antidumping definitivo sobre las importaciones de hilados de poliéster originarios de la República de Corea, México, Taiwán y Turquía

(presentada por la Comisión)



EXPOSICIÓN DE MOTIVOS

I. Procedimiento

La Comisión hizo pública mediante un anuncio publicado en el Diario oficial de las Comunidades Europeas⁽¹⁾ de la apertura de un procedimiento antidumping relativo a las importaciones de hilados sintéticos de poliéster originarios de la República de Corea, México, Taiwan y Turquía.

El 14 de Junio de 1988, mediante el reglamento (CEE) n° 1695/88⁽²⁾, modificado por el reglamento (CEE) n° 2871/88⁽³⁾, la Comisión estableció un derecho antidumping provisional para las importaciones de hilados de textiles sintéticos de poliéster, originarios de los países en cuestión.

Este derecho ha sido prorrogado por un periodo máximo de dos meses mediante el reglamento (CEE) n° 3171/88⁽⁴⁾.

II. Dumping

En relación con el dumping y sobre la base de elementos de prueba suficientes, la Comisión revisó a favor de algunos exportadores las márgenes de dumping provisionalmente establecidos. Los márgenes de dumping definitivamente comprobados figuran en el párrafo 11 del presente proyecto de reglamento.

(1) DO C n° 173 del 01.07.1987, p 11

(2) DO L n° 151 del 17.06.1988, p 39

(3) DO L n° 257 del 17.09.1988, p 24

(4) DO L n° 282 del 15.10.1988, p 28

III. Perjuicio

Las principales comprobaciones establecidas por la Comisión son las siguientes :

En relación con los hilados de poliéster parcialmente orientados (HPO), las importaciones originarias de los países implicados aumentaron de un 259% desde 1985 hasta 1986 y de un 37% desde 1986 hasta 1987.

La importación de hilados texturados (HPT) originarios de los cuatro países en cuestión aumentaron de un 574% entre 1985 y 1986 y de un 72% entre 1986 y 1987.

La participación en el mercado detentada por estos países pasó de un 1,7% en 1985 a un 8,6% en 1986 y un 13,4% en 1987.

La subcotización de los precios de estas importaciones son importantes. Alcanzan el 14% para los hilados originarios de México, el 25% para los hilados de Corea del Sur y más del 30% para los hilados originarios de Taiwán y de Turquía.

La incidencia sobre el sector económico comunitario ha sido el siguiente :

A pesar del aumento del consumo de los hilados comunitarios en un 19% entre 1984 y 1987, la participación en el mercado de los productores comunitarios disminuyó en el mismo período de un 91% a un 79%.

Las importaciones en cuestión han tenido también un efecto depresivo sobre los precios practicados por los productores comunitarios y sobre sus beneficios.

Durante el período de referencia, los tres productores de hilados (HPO) que eran beneficiarios en 1986 han pasado a ser deficitarios. De 9 productores de hilados (HPT), 2 productores eran deficitarios en 1986 contra 6 en 1987.

En conclusión, el incremento de las importaciones a precio de dumping ha privado el sector económico comunitario del beneficio del crecimiento del consumo, ha ejercido un efecto depresivo sobre los precios. Ello se tradujo al mismo tiempo en un descenso de la participación en el mercado y en una clara degradación de los resultados financieros del sector económico comunitario.

En consecuencia, la Comisión considera que las importaciones de hilados de poliéster a precio de dumping originarios de los países en cuestión han causado un perjuicio importante al sector económico comunitario. Considera también que la existencia de restricciones cuantitativas relativas a las importaciones de hilados de poliéster originarios de Corea y de Taiwán con destino a España e Italia no constituye una protección suficiente, en la medida en que no han impedido, en aquellos países, prácticas desleales en materia de precios ni eliminado el perjuicio sufrido.

En consecuencia, la Comisión estima necesaria la imposición de un derecho antidumping definitivo relativo a estas importaciones.

IV. Interés de la Comunidad

Al imponer los derechos provisionales, la Comisión llegó a la conclusión que era en interés de la Comunidad tomar medidas que pudiesen eliminar el perjuicio causado a los productores comunitarios, en razón a las serias dificultades a las que se enfrenta el sector económico comunitario aludido y al impacto relativamente despreciable de estas medidas sobre los costos de producción de la industria utilizadora y a fortiori para los consumidores.

A este respecto, algunos importadores y utilizadores han sostenido que sus intereses no habían sido tenidos en cuenta a la hora de decidir de la imposición los derechos provisionales y que no era interés de la Comunidad imponer medidas de antidumping definitivas sobre las importaciones de hilados de poliéster.

Su argumentación se basó principalmente en la existencia de prácticas de cártel por parte de los productores comunitarios, que se habrían manifestado después de la imposición de los derechos provisionales por medio de dificultades de aprovisionamiento, por medio de precios elevados practicados por los productores comunitarios y por una segmentación planificada del mercado comunitario de las fibras de poliéster.

Sin embargo, no se ha dado ningún indicio de prueba en apoyo de estos argumentos que pudiera permitir a la Comisión abrir una investigación sobre la base de normas de competencia comunitaria.

En consecuencia, la Comisión estima que es interés de la Comunidad que se tomen medidas definitivas relativas a las importaciones de hilados de poliéster originarios de los países en cuestión.

V. Medidas definitivas

Por estas razones, la Comisión considera conveniente aplicar sobre estas importaciones un derecho antidumping definitivo ad valorem en estas condiciones y sobre la base de los hechos que acaban de ser citados, la Comisión somete al Consejo una proposición de reglamento del Consejo.

- instituyendo un derecho antidumping definitivo sobre las importaciones de hilados de poliéster originarios de la República de Corea, México, Taiwán y de Turquía.
- imponiendo la percepción de los importes garantizados por el derecho provisional, a concurrencia de los importes que no sobrepasen los porcentajes indicados en el reglamento que impone el derecho definitivo.

REGLAMENTO (CEE) Nº 1788 DEL CONSEJO

DE

por el que se establece un derecho antidumping definitivo sobre las importaciones de hilados de poliéster originarios de la República de Corea, México, Taiwán y Turquía

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea,

Visto el Reglamento (CEE) nº 2423/88 del Consejo, de 11 de julio de 1988, relativo a la defensa contra las importaciones que sean objeto de dumping o de subvenciones por parte de países no miembros de la Comunidad Económica Europea (1) y, en particular, su artículo 12,

Tras haber informado al Consejo de Asociación CEE-Turquía, de conformidad con el apartado 2 del artículo 47 del Protocolo Adicional del Acuerdo por el que se crea una Asociación entre la Comunidad Económica Europea y Turquía (2), y a falta de una decisión de dicho Consejo,

Vista la propuesta de la Comisión presentada, previas consultas, en el seno del Comité Consultivo constituido en virtud de lo dispuesto en dicho Reglamento,

Considerando lo siguiente:

A. MEDIDAS PROVISIONALES

1. Mediante el Reglamento (CEE) nº 1695/88 (3), modificado por el Reglamento (CEE) nº 2871/88 (4), la Comisión estableció un derecho antidumping provisional sobre las importaciones de hilados de poliéster parcialmente orientados (HPO) y texturados (HPT) originarios de Corea, México, Taiwán y Turquía. El HPO es un hilado de alimentación exclusivamente destinado a

(1) D.O. nº L 209 de 02.08.1988, pág. 1.

(2) D.O. nº L 293 de 29.12.1972, pág. 3.

(3) D.O. nº L 151 de 17.06.1988, pág. 39.

(4) D.O. nº L 257 de 17.09.1988, pág. 24.

la producción de hilados texturados (HPT), utilizados a su vez para la producción de tejidos de poliéster o de algodón y de poliéster. Este derecho fue prorrogado para un período no superior a dos meses por el Reglamento (CEE) nº 3171/88⁽⁵⁾.

B. CONTINUACIÓN DEL PROCEDIMIENTO

2. Tras el establecimiento del derecho antidumping provisional, los productores comunitarios y varios exportadores del producto de que se trata solicitaron y obtuvieron la ocasión de ser oídos por la Comisión.

Los productores de la Comunidad y algunos de los exportadores dieron igualmente a conocer su punto de vista por escrito sobre el Reglamento que establecía el derecho provisional.

Algunos exportadores solicitaron ser informados de los principales hechos y consideraciones sobre cuya base la Comisión se proponía recomendar medidas definitivas. Dichas solicitudes recibieron una respuesta positiva.

C. DUMPING

1) Valor normal

a) **Corea - Taiwán - México**

3. De manera general, el valor normal se calculó definitivamente según el método utilizado para el cálculo provisional de dicho valor, a saber, sobre la base de los precios practicados en el mercado interior por los productores que exportaron a la Comunidad y aportaron información suficiente. Dicho valor se estableció sobre una base mensual, por tipo de producto.

Para los meses durante los cuales no se efectuó en el mercado interior ninguna venta de un determinado tipo de producto exportado, se tuvo en cuenta la media ponderada de las ventas interiores durante los demás meses.

⁽⁵⁾ D.O. nº L 282 de 15.10.1988, pág. 28.

En los casos en los que no existían ventas interiores para un tipo de producto exportado a la Comunidad o cuando existían en cantidades insuficientes, se tuvieron en cuenta los precios del mercado interior del tipo de producto más próximo o, alternativamente, el valor calculado. En los casos en que las ventas interiores en cantidades sustanciales de un tipo de producto se realizaban con pérdidas, el valor calculado se utilizó como valor normal. El valor calculado se determinó sumando los costes de producción y un margen razonable de beneficios, establecido a partir de los beneficios obtenidos sobre las ventas interiores del producto de que se trate, HPO o HPT o, alternativamente, sobre el conjunto de ventas de hilados de poliéster de la sociedad exportadora de que se trate.

Por lo que respecta a un exportador coreano y a varios exportadores mexicanos, el valor normal se estableció, a petición suya, sobre la base de los precios interiores, libres de cualesquiera descuentos y rebajas que tuvieran relación directa con las ventas consideradas, en aplicación de la letra a) del apartado 3 del artículo 2 del Reglamento (CEE) nº 2423/88, cuando se suministraron elementos de prueba que se consideraron convincentes.

También se ha acogido favorablemente la solicitud de un exportador taiwanés de utilizar, para el valor calculado, no el margen de beneficios determinado sobre el conjunto de las ventas de HPT, sino únicamente sobre las ventas de HPO, determinado en este caso concreto en relación con otro exportador.

b) Turquía

4. El valor normal se calculó definitivamente según el método expuesto en los apartados 1 y 2 del considerando 3 del presente Reglamento.

No obstante, por lo que respecta a los HPO, en relación con los cuales el valor normal se determinó sobre la base de valor calculado, un exportador puso objeciones al importe del margen de beneficios adoptado, que se había determinado a partir de los beneficios obtenidos sobre el conjunto de las ventas de hilados de poliésteres, afirmando que sólo podía aceptarse un margen calculado a partir de los beneficios obtenidos sobre las ventas de HPO. Dado que la Comisión no pudo encontrar en las cuentas de ninguna de las sociedades turcas implicadas en el procedimiento un margen de

beneficios relativo exclusivamente a los HPO, el Consejo admitió, de acuerdo con la Comisión, que convenía mantener el método utilizado para el cálculo de las medidas provisionales.

2) Precio de exportación

5. Los precios de exportación se determinaron, generalmente, sobre la base de los precios realmente pagados o por pagar en relación con los productos vendidos para la exportación a la Comunidad.

Cuando las exportaciones fueron efectuadas a través de sucursales establecidas en la Comunidad, los precios de exportación se calcularon sobre la base de los precios de reventa al primer comprador independiente, debidamente ajustados para que tuvieran en cuenta el conjunto de los costes producidos entre la importación y la reventa de los productos de que se trata, incluyendo en su caso el transporte, el seguro y los derechos de aduana, así como un margen considerado razonable para los gastos generales y los beneficios, teniendo en cuenta los márgenes practicados por los importadores independientes del producto de que se trata.

Se han modificado los tipos de cambio de los precios de exportación a la Comunidad de los exportadores taiwaneses, dado que los elementos de prueba presentados se consideraron satisfactorios.

Por lo que respecta a un productor mexicano, se modificó la divisa tenida en cuenta para el cálculo del precio de exportación, a consecuencia de una solicitud suficientemente fundada presentada por dicho productor.

3) Comparación

6. De manera general, el valor normal mensual por tipo de producto se comparó, transacción por transacción, con los precios de exportación del tipo correspondiente de producto, en la fase en fábrica. Los ajustes que, de acuerdo con las circunstancias, se habían concedido provisionalmente, en aplicación de las letras c) y d) del apartado 10 del artículo 2 del Reglamento (CEE) nº 2176/84, teniendo en cuenta las diferencias que afectaban directamente a la comparabilidad de los precios, se mantuvieron según los términos establecidos en los considerandos 10, 14, 18 y 22 del Reglamento (CEE) nº 1695/88.

a) Corea

7. No se aceptaron las solicitudes de ajuste reiteradas por un exportador en relación con diferencias debidas a las condiciones de ventas, fundadas en el inciso V) de la letra c) del apartado 10 del artículo 2 del Reglamento (CEE) nº 2423/88, que carecían de suficientes pruebas en su apoyo que mostrasen sus relaciones directas con las ventas consideradas.

b) México

8. Se aceptaron las solicitudes de los exportadores mexicanos que solicitaron un ajuste en concepto de determinadas condiciones de crédito, sobre la base del inciso III) de la letra c) del apartado 10 del artículo 2 del Reglamento (CEE) nº 2423/88, dado que los elementos de prueba suministrados se consideraron satisfactorios.

Por lo que respecta a un exportador mexicano en relación con el cual se había efectuado un ajuste sobre los precios de exportación en concepto de "gastos bancarios" para el cálculo provisional del margen de dumping, la Comisión decidió reconsiderar este ajuste debido a elementos complementarios, mostrando que en este caso, no se trataba realmente de gastos bancarios.

Por otra parte, no se aceptaron las solicitudes relativas a la concesión de ajustes suplementarios para comisiones pagables a los vendedores, en relación con determinados costes de créditos y fletes interiores, debido a que los elementos de prueba aportados contradecían de manera flagrante los datos establecidos durante la investigación o bien eran insuficientes.

c) Taiwán

9. Se presentó una nueva solicitud de ajuste, en concepto de contrapartidas de cambio, sin que se aportaran nuevos argumentos en su apoyo. En consecuencia, el Consejo confirma las conclusiones de la Comisión tal como se presentaron en el tercer apartado del considerando 18 del Reglamento (CEE) nº 1695/88, por lo que respecta a la exclusión de dicho ajuste.

d) Turquía

10. No se acogió favorablemente la nueva solicitud de ajuste de un exportador relativa a la refinanciación de sus créditos en el extranjero en los bancos internacionales, siendo así que ya se había beneficiado de los ajustes vinculados a los costes de crédito para las ventas de exportación. No se aceptó su solicitud basada en el inciso III) de la letra c) del apartado 10 del artículo 2 del Reglamento (CEE) nº 2423/88, en la medida en que este artículo no establece un ajuste con este motivo.

Tampoco se concedió un ajuste con arreglo a la letra b) del apartado 10 del artículo 2 del Reglamento (CEE) nº 2423/88, relativo a la devolución de los gravámenes a la importación soportados por un producto exportado en la Comunidad, en la medida en que las firmas que lo solicitaron lo hicieron con demasiado retraso o bien no aportaron elementos de prueba satisfactorios.

4) Márgenes de dumping

11. El margen de dumping calculado para cada exportador es igual a la diferencia entre el valor normal establecido y el precio de exportación en la Comunidad, debidamente ajustados.

Sobre la base del precio franco frontera comunitaria, el margen medio ponderado para cada uno de los exportadores de que se trata se establece del siguiente modo:

a) Corea

- Kohap Ltd, Seúl	HPT	8,13 %
- Kolon Industries inc; Seúl	HPT	5,71 %
	HPO	0,02 %
- Sam Yang Co Ltd, Seúl	HPT	3,38 %
- Tong Yang Polyester Co Ltd, Seúl	HPT	4,09 %

b) México

- Celanese Mexicana S.A., México	HPT	15,85 %
	HPO	4,43 %
- Fibras Sintéticas S.A. de C.V., México	HPT	26,74 %
- Fibras Químicas S.A., Monterrey	HPT	5,79 %
- Nylon de Mexico S.A., Monterrey	HPO	15,80 %

- Kimex S.A., Mexico	HPT	18,72 %
----------------------	-----	---------

c) Taiwán

- Chung Shing Textile Company Ltd, Taipei	HPT	1,67 %
- Far Eastern Textile Ltd, Taipei	HPT	6,21 %
	HPO	0,09 %
- Nan Ya Plastics Corp; Taipei	HPT	4,92 %
	HPO	0,52 %
- Shin Kong Synthetic Fibres Corp., Taipei	HPT	4,96 %
	HPO	22,11 %
- Tuntex Distinct Corp., Taipei	HPT	0,31 %
	HPO	0,00 %

d) Turquía

- Nergis A.S., Bursa	HPT	38,50 %
- Polylen A.S., Bursa	HPT	27,60 %
- Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	HPT	11,13 %
	HPO	2,67 %
- Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari A.S., Bursa	HPT	17,34 %
- Sönmez Filament A.S., Bursa	HPT	13,18 %

D. RERJUICIO

12. En su Reglamento (CEE) nº 1695/88, la Comisión puso de relieve el efecto de las importaciones con precios de dumping en el sector económico comunitario, particularmente en términos de volumen, precios, cuota de mercado y rentabilidad. Para ello, puso de manifiesto la necesidad de acumular las importaciones de los diferentes países implicados en el procedimiento.

A este respecto, se ha afirmado que las cantidades indicadas en el considerando 26 de dicho Reglamento no eran exactas, en la medida en que no ponían de manifiesto la utilización del HPO en la producción del HPT.

A falta de información que permitiera distinguir en la producción y consumo comunitarios la parte que corresponde al HPO, la Comisión, de conformidad con el apartado 4 del artículo 4 del Reglamento (CEE) 2423/88, utilizó las cantidades de producción y de consumo calculadas a partir de los datos relativos únicamente al HPT, que tuvieran en cuenta la transferencia interna del HPO al HPT.

En estas condiciones, y a falta de nuevos elementos de prueba, el Consejo confirma los hechos presentados en los considerandos 24 a 32 del Reglamento (CEE) nº 1695/88.

Por otra parte, con objeto de determinar el perjuicio, la Comisión consideró si convenía excluir a los productores comunitarios que se hallan vinculados con exportadores mexicanos, en aplicación del apartado 5 del artículo 4 del Reglamento (CEE) nº 2423/88.

Considerando que este artículo tiene por objeto excluir a los productores comunitarios que denuncien a sociedades de las que han obtenido ventajas, el Consejo señala que ninguno de los productores comunitarios importa hilados de poliéster de estas sociedades exportadoras, que las exportaciones a la Comunidad sólo afectan a un volumen limitado, que estas sociedades exportadoras se comportan ampliamente como agentes económicos autónomos, por lo que respecta a uno de ellos, los vínculos que le unen a la sociedad exportadora son indirectos y, por último, que estos productores comunitarios no se hallan protegidos contra las prácticas desleales de las demás sociedades exportadoras.

Debido a todas estas razones, y considerando el hecho de que los vínculos que unen a determinados productores comunitarios con sociedades exportadoras no deben privar a estos productores de la protección contra las prácticas desleales, el Consejo considera que no procede excluir del presente procedimiento a los productores comunitarios de que se trata.

1) Comparabilidad del producto

13. Algunos exportadores discutieron la validez de la comparación efectuada entre los hilados de poliéster producidos por su sociedad y los de los productores comunitarios, sosteniendo que no constituían productos similares, particularmente por lo que respecta a la calidad; que no se utilizaban con el mismo objeto; y que no eran intercambiables con los productos comunitarios. Estos argumentos no se aceptaron en la medida en que la Comisión considera que la exigencia de que un producto sea similar a un producto importado no debe entenderse en un sentido limitado, y que únicamente las diferencias fundamentales de calidad o de utilización pueden justificar que un producto no sea considerado similar a otro.

En el caso que nos ocupa, las características físicas de los productos son muy semejantes, y la utilización de los hilados de poliéster de menor calidad no es totalmente diferente de la de los hilados de poliéster de calidad supuestamente superior.

En consecuencia, el Consejo considera que las diferencias de calidad y utilización alegadas son insuficientes para justificar que se establezca una extinción entre estos productos.

2) Causalidad

14. En su Reglamento (CEE) nº 1695/88, la Comisión estableció en el considerando 33 el vínculo de causalidad existente entre el perjuicio sufrido por los productores comunitarios y las importaciones a precios de dumping.

Sin embargo, varios exportadores afirmaron que sus exportaciones de hilados de poliéster a la Comunidad eran de escaso volumen o estaban disminuyendo, y que en estas condiciones no podían haber contribuido al perjuicio.

Del contenido del Reglamento ^{(CEE) nº 2423/88} se desprende que puede comprobarse el perjuicio, incluso si el volumen de cada exportador, considerado individualmente, es poco importante. Este argumento es, pues, insuficiente para justificar la exclusión de estos exportadores del procedimiento en curso.

En estas condiciones, y a falta de otros nuevos elementos de prueba relacionados con los argumentos expuestos en el considerando 33 del Reglamento (CEE) nº 1695/88, el Consejo confirma los hechos y las conclusiones presentadas por la Comisión en este considerando.

E. RESTRICCIONES CUANTITATIVAS Y MEDIDAS ANTIDUMPING

15. Por lo que respecta a la existencia de restricciones cuantitativas en relación con las importaciones de hilados de poliéster originarios de Corea con destino a España e Italia, y a las importaciones de hilados de poliéster originarios de Taiwán con destino a España, se ha afirmado que el establecimiento de un derecho antidumping sobre las importaciones de hilados de poliéster originarios de estos países de manera complementaria

a estas restricciones cuantitativas era incompatible con las disposiciones del artículo XIX del GATT y el apartado 6 del Acuerdo Multifibras IV (AMF).

A este respecto, el Consejo considera que ni el Derecho Comunitario ni las normas internacionales, y particularmente el AMF, contrariamente a los argumentos presentados, prohíben establecer derechos antidumping, derechos de aduana o cualquier otra medida que afecte a las importaciones cuando se den restricciones cuantitativas, siempre que se detecte un perjuicio pese a la presencia de estas restricciones.

Por lo que respecta a la oportunidad de dichas medidas en este caso concreto, el Consejo ha comprobado, en lo que respecta al conjunto del sector económico comunitario, que incluso si las importaciones de hilados de poliéster de origen coreano y taiwanés tienen un volumen limitado, se llevan a cabo con importantes subcotizaciones que llegan a un 30% para los hilados de poliéster coreanos y a un 38% para los hilados de poliéster taiwaneses.

En estas condiciones, el Consejo considera que el sector económico comunitario sigue expuesto a la competencia desleal de estos países.

Por lo que respecta a España e Italia, el Consejo ha comprobado que estas importaciones se llevan a cabo con subcotizaciones muy importantes, que alcanzan un 35% en Italia y un 41% en España para los hilados de poliéster coreanos y un 33% en España para los hilados de poliéster taiwaneses. De ello se desprende que las restricciones cuantitativas establecidas por estos Estados miembros no han impedido en estos países prácticas desleales en materia de precios y no han eliminado el perjuicio sufrido. También cabe señalar que los productores de estos países han experimentado pérdidas financieras importantes durante el período de referencia.

Por estas razones, el Consejo considera que es necesario establecer medidas antidumping respecto de las importaciones coreanas y taiwanesas.

15

F. INTERÉS COMUNITARIO

16. Existencia de un cartél entre los productores comunitarios

Algunos importadores y utilizadores han anticipado que los productores comunitarios se comportan como si fueran miembros de un "cartél" en la medida en que o aplican precios elevados, o crean dificultades de aprovisionamiento y/o una cierta segmentación del mercado comunitario de los hilados estaba organizada. Sin embargo ha sido aportada ninguna prueba que permita a la Comisión abrir una encuesta sobre la base de las reglas comunitarias de la competencia en apoyo de estos argumentos.

Teniendo en cuenta las serias dificultades a que se enfrenta el sector económico comunitario de que se trata, la Comisión ha llegado a la conclusión de que redunda en interés de la Comunidad tomar medidas que puedan eliminar el perjuicio causado a los productores comunitarios de hilados de poliéster. Estas medidas, que tendrían una incidencia relativamente despreciable sobre los costes de producción de la industria utilizadora y no tendría consecuencias notables para los consumidores, deberían adoptar la forma de un derecho antidumping definitivo.

En estas condiciones, el Consejo confirma que redunda en interés de la Comunidad tomar medidas antidumping definitivas respecto de las importaciones originarias de los cuatro países exportadores implicados en el presente procedimiento.

G. DERECHO DEFINITIVO

17. Se han presentado argumentos en relación con la consideración de las diferencias que afectan a los sistemas de producción de los HPO y HPT. Se ha confirmado que la Comisión, en la medida de lo posible, ha tenido en cuenta estas diferencias, particularmente por lo que respecta a los costes de producción, las comparaciones de precios y la determinación del umbral de perjuicio.

En estas condiciones, el Consejo confirma las conclusiones de la Comisión relativas tanto al método utilizado para la determinación del derecho a aplicar como a la forma del derecho, tal como se presentan en los considerandos 35 y 36 del Reglamento (CEE) nº 1695/88.

46

H. PERCEPCIÓN DEL DERECHO PROVISIONAL

18. Teniendo en cuenta los márgenes de dumping comprobados y el perjuicio causado, el Consejo considera necesario que los importes garantizados por el derecho antidumping provisional sean percibidos definitivamente, bien en su totalidad, bien hasta el máximo del derecho definitivamente impuesto, si este último es inferior al derecho provisional. Los importes garantizados que no estén cubiertos por los tipos de los derechos definitivos quedarán liberados.

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo 1

1. Se establece un derecho antidumping provisional sobre las importaciones de hilados de poliéster parcialmente orientados, no texturados (HPO), clasificados en el código NC 5402 42 00, originarios de México, Taiwán y Turquía.
2. Los tipos del derecho antidumping definitivo sobre el precio neto franco frontera comunitaria del producto no despachado de aduana serán de:
 - 15,8% para los HPO originarios de México, con excepción de los producidos y vendidos por exportación a la Comunidad por la Sociedad Celanese Mexicana S.A., México, que estará exenta del derecho;
 - 8,7% para los HPO originarios de Taiwán, con excepción de los producidos y vendidos por exportación a la Comunidad por las siguientes sociedades, que quedarán exentas del derecho:
 - Far Eastern textile Ltd, Taipei
 - Nan Ya Plastics Corp., Taipei
 - Tuntex Distinct Corp., Taipei
 - 2,7% para los hilados HPO originarios de Turquía.
3. Serán de aplicación las disposiciones vigentes en materia de derechos de aduana.

Artículo 2

1. Se establece un derecho antidumping definitivo sobre las importaciones de hilados de poliéster texturados (HPT), clasificados en los códigos NC 5402 33 10 y 5402 33 90, originarios de la República de Corea, México, Taiwán y Turquía.

2. Los tipos del derecho antidumping definitivo sobre el precio neto franco frontera de la Comunidad, no despachado de aduana, serán los siguientes:

- 8,1% para los HPT originarios de la República de Corea.

- Los siguientes derechos serán aplicables a los HPT producidos y vendidos por exportación a la Comunidad por las sociedades que se indican a continuación:

Hohap Ltd, Seúl	8,1 %
Kolon Industries Inc., Seúl	5,7 %
Sam Yang Co Ltd, Seúl	3,4 %
Tong Yang Polyester Co Ltd, Seúl	4,1 %

- 26,7% para los HPT originarios de México. Los derechos siguientes y vendidos por exportación a la Comunidad serán aplicados a los HPT producidos por las sociedades que se indican a continuación:

Celanex Mexicana S.A., México	15,9 %
Fibras Químicas S.A., Monterrey	5,8 %
Kimex S.A., México	18,7 %

- 6,2% para los HPT originarios de Taiwán. Los derechos siguientes serán aplicables a los hilados llamados "HPT" producidos y vendidos por exportación por la Comunidad por las sociedades que se indican a continuación:

Chung Shing Textile Company Ltd, Taipei	1,7 %
Nan Ya Plastics Corp., Taipei	4,9 %
Shinkong Synthetic Fibres Corp., Taipei	5,0 %

La sociedad Tuntex Distinct Corp., Taipei quedará exenta del derecho anteriormente mencionado.

- 13,2% para los HPT originarios de Turquía. Los derechos siguientes y vendidos por exportación por la Comunidad serán aplicables a los HPT producidos por las sociedades que se indican a continuación:

Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	11,1 %
Nergis A.S., Bursa	8,6 %

Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari A.S., Bursa	7,2 %
Polylen A.S., Bursa	7,2 %

3. Serán de aplicación las disposiciones vigentes en materia de derechos de aduana.

Artículo 3

Los importes garantizados por el derecho antidumping provisional en aplicación del Reglamento (CEE) nº 1695/88 se percibirán definitivamente, bien en su totalidad, bien hasta el máximo de los importes que no excedan de los porcentajes indicados en el presente Reglamento. Los importes garantizados que no queden cubiertos por los porcentajes de los derechos definitivos quedarán liberados.

Artículo 4

El presente Reglamento entrará en vigor el día siguiente al de su publicación en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas,

Por el Consejo,

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

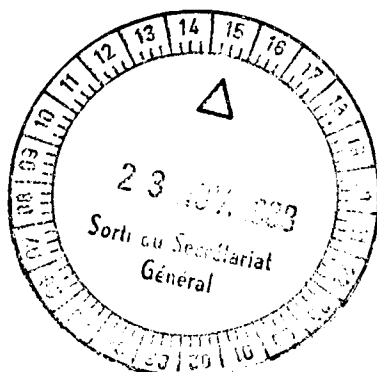
COM(88) 681 final

Bruxelas, 17 de Novembro de 1988

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que institui um direito anti-dumping definitivo
sobre as importações de fios de poliésteres
originárias da República da Coreia, do México,
de Taiwan e da Turquia

(Apresentada pela Comissão)



EXPOSIÇÃO DOS MOTIVOS

I. Processo

A Comissão anunciou, em aviso publicado no Jornal Oficial das Comunidades Europeias⁽¹⁾, o início de um processo anti-dumping relativo às importações na Comunidade de fios de poliésteres originárias da República da Coreia, do México, de Taiwan e da Turquia.

Em 14 de Junho de 1988, pelo Regulamento (CEE) n° 1695/88⁽²⁾, alterado pelo Regulamento (CEE) n° 2871/88⁽³⁾, a Comissão instituiu um direito anti-dumping provisório sobre as importações de fios textéis sintéticos de poliésteres, originárias dos países em causa.

Este direito foi prorrogado por um período que não excedeu dois meses pelo Regulamento (CEE) n° 3171/88⁽⁴⁾.

II. Dumping

No que respeita ao dumping, a Comissão, com base em elementos de prova satisfatórios, reviu em favor de certos exportadores as margens de dumping estabelecidas provisoriamente. As margens de dumping definitivamente constatadas figuram no parágrafo 11 do presente regulamento.

(1) JO n° C 173 de 01.07.1987, p. 11

(2) JO n° L 151 de 17.06.1988, p. 39

(3) JO n° L 257 de 17.09.1988, p. 24

(4) JO n° L 282 de 15.10.1988, p. 28

III. Prejuízo

As principais constatações estabelecidas pela Comissão são as seguintes :

No que respeita aos fios ditos POY (fios de polésteres parcialmente orientados), as importações originárias dos países em causa aumentaram 259 % de 1985 a 1986 e 37 % de 1986 a 1987.

As importações de fios ditos PTY (fios texturizados) originárias dos quatro países em causa aumentaram 574 % entre 1985 e 1986 e 72 % entre 1986 e 1987.

A parte de mercado detida por estes países passou de 1,7 % em 1985 a 8,6 % em 1986 e a 13,4 % em 1987.

As subcotações dos preços destas importações são importantes.

Atingem 14 % no que diz respeito aos fios originários do México, 25 % no que diz respeito aos fios originários da Coreia do Sul e mais de 30 % no que diz respeito aos fios originários de Taiwan e da Turquia.

O impacto sobre a indústria comunitária foi o seguinte :

Apesar de um aumento do consumo de fios comunitários de 19 % entre 1984 e 1987, a parte de mercado detida pelos produtores comunitários diminuiu de 91 % para 79 % no decurso desse mesmo período.

As importações em questão tiveram igualmente um efeito depressivo sobre os preços praticados pelos produtores comunitários e sobre a sua rentabilidade.

Ao longo do período de referência, os 3 produtores de fios POY que registaram lucros em 1986, passaram a registar perdas. De 9 produtores de fios PTY, em 1986 2 produtores registaram perdas. Em 1987 esse número aumentou para 6.

Em conclusão, o crescimento das importações a preços de dumping privou a indústria comunitária do benefício do crescimento do consumo, exerceu um efeito depressivo sobre os preços, o que por sua vez se traduziu por uma redução da parte de mercado e uma nítida degradação dos resultados financeiros da indústria comunitária.

Por estas razões, a Comissão considera que as importações de fios de poliésteres a preços objecto de dumping originárias dos países em causa causaram um prejuízo importante à indústria comunitária. A Comissão considera igualmente que a existência de restrições quantitativas em relação às importações de fios de poliésteres originárias da Coreia e de Taiwan com destino a Espanha e a Itália não constitui uma produção suficiente na medida em que não impediu, nesses países, práticas desleais em matéria de preços, nem eliminou o prejuízo sofrido.

Por estas razões, a Comissão considera necessária a instituição de um direito anti-dumping definitivo contra estas importações.

IV. Interesse comunitário

Por ocasião da instituição dos direitos provisórios, a Comissão considerou que era do interesse da Comunidade a adopção de medidas de natureza a eliminar o prejuízo causado aos produtores comunitários, atendendo às sérias dificuldades com as quais a indústria comunitária em questão se confronta, ao impacto relativamente limitado dessas medidas sobre os custos de produção da indústria que utiliza fios de poliésteres e, à fortiori, sobre o preço a pagar pelos consumidores.

A este respeito, um certo número de importadores e de utilizadores sustentaram que os seus interesses foram ignorados, aquando da instituição dos direitos provisórios e que não era no interesse da Comunidade a instituição de medidas anti-dumping definitivas sobre as importações de fios de poliésteres.

Os seus argumentos incidiram principalmente sobre a existência de práticas de cartel por parte dos produtores comunitários, que se teriam manifestado após a instituição dos direitos provisórios por dificuldades de aprovisionamento, pelos preços elevados praticados pelos produtores comunitários e por uma segmentação organizada do mercado comunitário de fios de poliésteres.

Todavia, nenhuma prova foi produzida em apoio destes argumentos que pudesse permitir à Comissão a abertura de um inquérito baseado sobre as regras comunitárias de concorrência.

Por estas razões a Comissão considera que é do interesse da comunidade que sejam tomadas medidas definitivas contra as importações de fios de poliésteres originárias dos países em causa.

Medidas definitivas

A Comissão considera conveniente a instituição sobre estas importações de um direito anti-dumping definitivo ad valorem.

Com base nos factos mencionados a Comissão submete ao Conselho uma proposta de regulamento do Conselho :

- Instituíndo um direito anti-dumping definitivo sobre as importações de fios de poliésteres originárias da República da Coreia, do México, de Taiwan e da Turquia;
- estabelecendo a cobrança definitiva dos montantes garantidos pelo direito provisório até ao limite dos montantes que não excedam as percentagens indicadas no regulamento que institui o direito definitivo.

REGULAMENTO (CEE) Nº /88 DO CONSELHO
DE

que institui um direito anti-dumping definitivo sobre as importações de
fios de poliésteres originárias da República da Coreia, do México,
de Taiwan e da Turquia

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia,

Tendo em conta o Regulamento (CEE) nº 2423/88 do Conselho, de 11 de Julho de 1988, relativo à defesa contra as importações que são objecto de dumping ou de subvenções por parte de países não membros da Comunidade Económica Europeia⁽¹⁾ e, nomeadamente, o seu artigo 12º,

Após informação do Conselho de Associação CEE-Turquia, nos termos do nº 2 do artigo 47º do Protocolo Adicional ao Acordo que institui uma Associação entre a Comunidade Económica Europeia e a Turquia⁽²⁾, e na ausência de decisão do referido Conselho,

Tendo em conta a proposta da Comissão apresentada após consultas realizadas no âmbito do Comité Consultivo previsto pelo referido regulamento,

Considerando o seguinte:

A. MEDIDAS PROVISÓRIAS

1. Pelo Regulamento (CEE) nº 1695/88⁽³⁾, alterado pelo Regulamento (CEE) nº 2871/88⁽⁴⁾, a Comissão instituiu um direito anti-dumping provisório sobre as importações de fios de poliésteres parcialmente orientados (POY) e texturizados (PTY), originárias da Coreia, do México, de Taiwan e da Turquia. O fio dito "POY" é um fio usado

(1) JO nº L 209 de 02.08.1988, p. 1.

(2) JO nº L 293 de 29.12.1972, p. 3.

(3) JO nº L 151 de 17.06.1988, p. 39.

(4) JO nº L 257 de 17.09.1988, p. 24.

exclusivamente na produção de fios texturizados (PTY), utilizados, por sua vez, na produção de tecidos de poliésteres ou de algodão e de polyester. Este direito foi prorrogado por um período que não excedeu dois meses pelo Regulamento (CEE) nº 3171/88⁽⁵⁾.

B. DESENVOLVER DO PROCESSO

2. Na sequência da instituição do direito anti-dumping provisório, os produtores comunitários e diversos exportadores do produto em causa solicitaram, tendo-lhes sido concedida, a oportunidade de serem ouvidos pela Comissão.

Os produtores da Comunidade e certos exportadores apresentaram igualmente o seu ponto de vista por escrito sobre o regulamento que instituiu o direito provisório.

Certos exportadores solicitaram serem informados dos principais factos e considerações com base nos quais a Comissão tencionava recomendar a adopção de medidas definitivas. Foi dada uma resposta positiva a estes pedidos.

C. DUMPING

1) Valor normal

a) Coreia - Taiwan - México

3. De um modo geral, o valor normal foi calculado definitivamente de acordo com o método utilizado para o cálculo provisório do referido valor, a saber, com base nos preços praticados no mercado interno pelos produtores que exportaram para a Comunidade e que prestaram informações suficientes. O valor normal foi estabelecido numa base mensal por tipo de produto.

Em relação aos meses durante os quais não foi efectuada qualquer venda no mercado interno de um certo tipo de produto exportado, foi considerada a média ponderada das vendas no mercado interno durante os outros meses.

(5) JO nº L 282 de 15.10.1988, p. 28.

Nos casos em que não se registaram vendas no mercado interno de um determinado tipo de produto exportado para a Comunidade ou quando estas foram efectuadas em quantidades insuficientes, foram considerados os preços do mercado interno do tipo de produto mais próximo ou, alternativamente, o valor calculado. Nos casos em que as vendas no mercado interno em quantidades substanciais de um tipo de produto foram realizadas com perdas, o valor calculado foi utilizado como valor normal. O valor calculado foi determinado adicionando os custos de produção e uma margem de lucro razoável, estabelecida a partir dos lucros realizados nas vendas no mercado interno do produto em causa, POY ou PTY, ou, alternativamente, no conjunto das vendas de fios de poliésteres da sociedade exportadora em causa.

No que diz respeito a um exportador coreano e a certos exportadores mexicanos, o valor normal foi estabelecido, a seu pedido, com base nos preços internos, líquidos de todos os descontos e abatimentos directamente ligados às vendas consideradas, nos termos do disposto no nº 3, alínea a), do artigo 2º do Regulamento (CEE) nº 2423/88, quando foram apresentados elementos de prova suficientes a esse respeito.

Foi igualmente deferido um pedido de um exportador de Taiwan de utilizar, para efeitos do valor calculado, não a margem de lucro estabelecida em relação ao conjunto das vendas de fios ditos "PTY" de poliésteres, mas unicamente em relação às vendas de fios ditos "POY", apurada em relação a um outro exportador.

b) Turquia

4. O valor normal foi definitivamente calculado segundo o método exposto nos primeiro e segundo parágrafos do ponto 3 do presente regulamento.

Todavia, no que diz respeito aos fios ditos "POY", em relação aos quais o valor normal foi determinado com base no valor calculado, um exportador contestou o montante da margem de lucro considerada que havia sido estabelecida a partir dos lucros realizados em relação ao conjunto das vendas de fios de poliésteres, defendendo que só podia ser aceite uma margem calculada a partir dos lucros realizados nas vendas de fios ditos "POY". Dado que a Comissão não encontrou nas contas de qualquer uma das sociedades turcas implicadas no

processo uma margem de lucro relativa somente aos fios ditos "POY", o Conselho concordou com a Comissão de que era conveniente manter o método utilizado para o cálculo das medidas provisórias.

2) Preços de exportação

5. Os preços de exportação foram estabelecidos, de um modo geral, com base nos preços realmente pagos ou a pagar pelos produtos vendidos para exportação para a Comunidade.

Quando as exportações foram realizadas através de filiais instaladas na Comunidade, os preços de exportação foram calculados com base nos preços de revenda ao primeiro comprador independente, devidamente ajustados de forma a terem em conta o conjunto dos custos incorridos entre a importação e a revenda dos produtos em causa, incluindo, sendo caso disso, o transporte, o seguro e os direitos aduaneiros, bem como uma margem considerada razoável para as despesas gerais e os lucros, tendo em conta as margens praticadas pelos Importadores Independentes do produto em questão.

Foram introduzidas alterações na taxa de câmbio dos preços de exportação para a Comunidade pelos exportadores de Taiwan, na medida em que os elementos de prova apresentados foram considerados satisfatórios.

No que diz respeito a um produtor mexicano, foi efectuada uma alteração da divisa tomada em consideração para o cálculo do preço de exportação na sequência de um requerimento suficientemente documentado apresentado pelo referido produtor.

3) Comparação

6. De um modo geral, o valor normal mensal por tipo de produto foi comparado, numa base de transacção a transacção, com os preços de exportação do tipo de produto correspondente, no estágio à saída da fábrica. Os ajustamentos que haviam sido, de acordo com as circunstâncias, concedidos provisoriamente, nos termos do nº 10, alíneas c) e d), do artigo 2º do Regulamento (CEE) nº 2176/84, para ter em conta diferenças que afectam directamente a comparabilidade dos preços, foram mantidos nos termos estabelecidos nos pontos 10, 14, 18 e 22 do Regulamento (CEE) nº 1695/88.

a) Coreia

7. Não foram aceites os pedidos de ajustamento, reiterados por um exportador para diferenças relativas às condições de venda, baseados no nº 10, alínea c) V), do artigo 2º do Regulamento (CEE) nº 2423/88 que não foram suficientemente apoiados por elementos de prova que revelassem as suas relações directas com as vendas consideradas.

b) México

8. Um ajustamento a título de certas condições de crédito, com base no nº 10, alínea c) ponto III), do artigo 2º do Regulamento (CEE) nº 2423/88, foi reconsiderado na medida em que os elementos de prova apresentados foram considerados suficientes.

No que diz respeito a um exportador mexicano, em relação ao qual havia sido efectuado um ajustamento dos preços de exportação a título de "despesas bancárias" para o cálculo provisório da margem de dumping, elementos complementares mostrando que no caso concreto não se tratava realmente de despesas bancárias, levaram a Comissão a reconsiderar este ajustamento.

Para além disso, os requerimentos relativos à concessão de ajustamentos suplementares em relação a comissões a pagar aos vendedores e a certos custos de créditos e fretes domésticos, não foram aceites, devido ao facto dos elementos de prova apresentados se encontrarem em contradição flagrante com os dados apurados durante o inquérito ou serem insuficientes.

c) Taiwan

9. Foi apresentado um novo pedido de ajustamento, a título das contrapartidas de câmbio, sem que, no entanto, tenham sido apresentados argumentos novos a este respeito. Consequentemente, o Conselho confirma as conclusões da Comissão, tal como apresentadas no terceiro parágrafo do ponto 18 do Regulamento (CEE) nº 1695/88 quanto à exclusão de tal ajustamento.

d) Turquia

10. Não foi deferido um novo pedido de ajustamento apresentado por um exportador relativo ao refinanciamento dos seus créditos no estrangeiro junto de bancos internacionais, uma vez que já tinha beneficiado de ajustamentos ligados aos custos do crédito para as vendas à exportação. O seu pedido efectuado com base no nº 10, alínea c) ponto III), do artigo 2º do Regulamento (CEE) 2423/88 não foi aceite na medida em que este artigo não prevê qualquer ajustamento a este título.

Não foi igualmente concedido um ajustamento a título do nº 10, alínea b), do artigo 2º do Regulamento (CEE) nº 2423/88 relativo ao reembolso dos encargos à importação suportados por um produto exportado para a Comunidade, na medida em que as empresas que o solicitaram o fizeram, quer demasiado tarde, quer sem terem apresentado elementos de prova satisfatórios.

4) Margens de dumping

11. A margem de dumping calculada em relação a cada exportador equivale à diferença entre o valor normal estabelecido e o preço de exportação para a Comunidade, devidamente ajustados.

Com base no preço franco-fronteira comunitária, a margem média ponderada em relação a cada um dos exportadores em causa é a seguinte:

a) Coreia

- Kohap Ltd, Seul	PTY	8,13%
- Kolon Industries Inc., Seul	PTY	5,71%
	POY	0,02%
- Sam Yang Co Ltd, Seul	PTY	3,38%
- Tong Yang Polyester Co Ltd, Seul	PTY	4,09%

b) México

- Celanese Mexicana S.A., México	PTY	15,85%
	POY	4,43%
- Fibras Sintéticas S.A. de C.V., México	PTY	26,74%
- Fibras Químicas S.A., Monterrey	PTY	5,79%
- Nylon de México S.A, Monterrey	POY	15,80%
- Klmex S.A., México	PTY	18,72%

c) Taiwan

-	Cung Shing Textile Company Ltd, Taipé	PTY	1,67%
-	Far Eastern Textile Ltd, Taipé	PTY	6,21%
		POY	0,09%
-	Nan Ya Plastics Corp., Taipé	PTY	4,92%
		POY	0,52%
-	Shin Kong Synthetic Fibres Corp., Taipé	PTY	4,96%
		POY	22,11%
-	Tuntex Distinct Corp., Taipé	PTY	0,31%
		POY	0,00%

d) Turquia

-	Nergis A.S., Bursa	PTY	38,50%
-	Polylen A.S., Bursa	PTY	27,60%
-	Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., A??n?	?TY	11,13%
		?OY	2,67%
-	??fas Sentetik Ipek Fabrikaları A.S., Bursa	PTY	17,34%
-	Sönmez Filament A.S., Bursa	PTY	13,18%

D. Prejuízo

12. No seu Regulamento (CEE) nº 1695/88, a Comissão demonstrou o impacto das importações a preços de dumping na indústria comunitária, em termos nomeadamente de volume, de preço, de parte de mercado e de rentabilidade. Para isto, demonstrou a necessidade de cumular as importações dos diferentes países implicados no processo.

A este respeito, foi defendido que os dados indicados no ponto 26 do referido regulamento não eram exactos, na medida em que não traduziam a utilização do fio dito "POY" na produção do fio dito "PTY".

Na ausência de informações que permitam distinguir na produção e no consumo comunitários a parte imputada ao fio dito "POY", a Comissão, em conformidade com o nº 4 do artigo 4º do Regulamento (CEE) 2423/88, utilizou os dados relativos à produção e ao consumo avaliados a partir dos dados relativos unicamente ao fio dito "PTY" que têm em consideração a transferência interna do fio dito "POY" para o fio dito "PTY".

Nestas condições e na ausência de novos elementos de prova, o Conselho confirma os factos apresentados nos pontos 24 a 32 do Regulamento (CEE) nº 1695/88.

Para além disso, para efeitos do estabelecimento do prejuízo, a Comissão examinou a questão de saber se era conveniente excluir, nos termos do nº 5 do artigo 4º do Regulamento (CEE) nº 2423/88, os produtores comunitários que têm relações com exportadores mexicanos.

Considerando que este artigo tem por objectivo a exclusão dos produtores comunitários que denunciariam sociedades com as quais têm ligações, o Conselho salienta que nenhum dos produtores comunitários importou fios de poliésteres destas sociedades exportadoras, que as exportações para a Comunidade dizem apenas respeito a um volume limitado, que estas sociedades exportadoras actuam largamente como agentes económicos autónomos, que em relação a um dos produtores comunitários as relações existentes com a sociedade exportadora são indirectas e, por último, que estes produtores comunitários não se encontram protegidos contra as práticas desleais das outras sociedades exportadoras.

Por este conjunto de razões e considerando o facto das relações existentes entre certos produtores comunitários e as sociedades exportadoras não deverem privar estes produtores da protecção contra as práticas desleais, o Conselho considera não ser necessário excluir os produtores comunitários em causa do presente processo.

1) Comparabilidade do produto

13. Certos exportadores contestaram a validade da comparação efectuada entre os fios de poliésteres produzidos pela sua sociedade e os dos produtores comunitários, defendendo que não constituíam produtos análogos, nomeadamente em termos de qualidade, que não eram utilizados para os mesmos fins e que não eram permutáveis com os produtos comunitários. Estes argumentos não foram aceites na medida em que a Comissão considera que a exigência que um produto seja similar a um produto importado não

deve ser entendida num sentido estrito e que só diferenças de qualidade ou de utilização fundamentais podem justificar que um produto não seja considerado similar a um outro.

No caso em espécie, as características físicas dos produtos são muito próximas e a utilização dos fios de poliésteres de menor qualidade não é totalmente diferente da dos fios de poliésteres de qualidade pretensamente superior.

Consequentemente, o Conselho considera que as diferenças de qualidade e de utilização alegadas são insuficientes para justificar o estabelecimento de uma distinção entre estes produtos.

2. Nexo de causalidade

14. No seu Regulamento (CEE) nº 1695/88, a Comissão estabeleceu, no ponto 33, o nexo de causalidade existente entre o prejuízo sofrido pelos produtores comunitários e as importações a preços de dumping.

Todavia, diversos exportadores defenderam que as suas exportações de fios de poliésteres para a Comunidade eram de pequeno volume ou se encontravam em diminuição, não podendo, nestas condições, ter contribuído para o prejuízo.

Resulta da economia do regulamento (CEE) nº 2423/88 que o prejuízo pode ser verificado mesmo se o volume de cada exportador, considerado individualmente, é pouco importante. Este argumento é pois insuficiente para justificar a exclusão destes exportadores do processo em curso.

Nestas condições e na ausência de outros elementos de prova novos relativos à argumentação desenvolvida no ponto 33 do Regulamento (CEE) nº 1695/88, o Conselho confirma os factos e as conclusões apresentadas pela Comissão neste ponto.

E. RESTRIÇÕES QUANTITATIVAS E MEDIDAS ANTI-DUMPING

15. No que diz respeito à existência de restrições quantitativas em relação às importações de fios de poliésteres originárias da Coreia com destino a Espanha e a Itália e às importações de fios de poliésteres originários de Taiwan com destino a Espanha, foi alegado que a imposição de um direito anti-dumping sobre as importações de fios de poliésteres originários destes países abaixo do nível destas restrições quantitativas era incompatível com as disposições do artigo XIX do GATT e do ponto 6 do Acordo Multifibras IV (AMF).

A este respeito, o Conselho considera que, nem o direito comunitário, nem as regras internacionais e nomeadamente o AMF, contrariamente aos argumentos avançados, proibem a instituição de direitos anti-dumping, de direitos aduaneiros ou de qualquer outra medida que afecte as importações caso existam restrições quantitativas, desde que seja estabelecida a existência de um prejuízo apesar da existência de tais restrições.

Quanto à oportunidade de tais medidas no caso em espécie, o Conselho verifica, no que diz respeito ao conjunto da indústria comunitária, que, mesmo se as importações de fios de poliésteres de origem da Coreia e de Taiwan são em volume limitado, são efectuadas com importantes sub-cotações que atingem 30% em relação aos fios de poliésteres coreanos e 38% em relação aos fios de poliésteres de Taiwan.

Nestas condições, o Conselho considera que a indústria comunitária continua exposta à concorrência desleal destes países.

No que diz respeito a Espanha e a Itália, o Conselho verifica que estas importações foram efectuadas com sub-cotações muito importantes que atingem 35% em Itália e 41% em Espanha, no que diz respeito aos fios de poliésteres coreanos, e 33% em Espanha no que diz respeito aos fios de poliésteres de Taiwan. Resulta desta situação que as restrições quantitativas instituídas para estes Estados-membros não impediram nestes países práticas desleais em matéria de preços e não eliminaram o prejuízo sofrido. Deve igualmente ser salientado que os produtores destes países conheceram, durante o período de referência, perdas financeiras importantes.

Por estas razões o Conselho considera ser necessária a instituição de medidas anti-dumping contra as importações da Coreia e de Taiwan.

F. INTERESSE COMUNITÁRIO

16. Certos importadores e utilizadores salientaram que os produtores comunitários de fios de poliésteres comportavam-se como se fossem membros de um cartel, na medida em que praticavam preços elevados, de terem sido notadas dificuldades de aprovisionamento e que estava organizada uma certa segmentação do mercado comunitário. Todavia, nenhum fundamento de prova foi apresentado como apoio a estes argumentos a fim de permitir à Comissão iniciar um inquérito com base nas regras da concorrência comunitária.

Consequentemente, tendo em conta as graves dificuldades a que a indústria comunitária em causa deve fazer face, a Comissão concluiu que era do interesse da Comunidade a adopção de medidas de natureza a eliminar o prejuízo causado aos produtores comunitários de fios de poliésteres. Estas medidas, que teriam uma incidência relativamente negligenciável a nível dos custos de produção da indústria utilizadora e não teriam consequências notáveis para os consumidores, deveriam assumir a forma de um direito anti-dumping definitivo.

Nestas condições, o Conselho confirma ser do interesse da Comunidade a adopção de medidas anti-dumping definitivas contra as importações originárias dos quatro países exportadores implicados no presente processo.

G. DIREITO DEFINITIVO

17. Foram avançados argumentos em relação à tomada em consideração das diferenças que afectam os sistemas de produção dos fios ditos "POY" e dos fios ditos "PTY". Confirma-se que a Comissão teve em conta, na medida do possível, estas diferenças, nomeadamente em relação aos custos de produção, às comparações de preços e à determinação do limiar de prejuízo.

Nestas condições, o Conselho confirma as conclusões da Comissão relativas, quer ao método utilizado para a determinação do direito a instituir, quer quanto à forma do direito, tal como constam dos pontos 35 e 36 do Regulamento (CEE) nº 1695/88.

H. COBRANÇA DO DIREITO PROVISÓRIO

18. Tendo em conta as margens de dumping verificadas e o prejuízo causado, o Conselho considera necessário que os montantes garantidos pelo direito anti-dumping provisório sejam definitivamente cobrados, quer na sua totalidade, quer até ao limite do direito definitivamente instituído se este último for inferior ao direito provisório. Os montantes garantidos que não forem abrangidos pelas taxas dos direitos definitivos serão liberados.

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO:

Artigo 1º

1. É instituído um direito anti-dumping definitivo sobre as importações de fios de poliésteres parcialmente orientados, não texturizados (POY), correspondentes ao código NC 5402 42 00, originárias do México, de Taiwan e da Turquia.
2. As taxas do direito anti-dumping definitivo, baseado no preço franco fronteira comunitária do produto não desalfandegado, são de:
 - 15,8% relativamente aos fios ditos "POY" originários do México, com excepção dos produzidos e vendidos para exportação para a Comunidade pela sociedade Celanese Mexicana S.A., México, que é isenta do direito;
 - 8,7% relativamente aos fios ditos "POY" originários de Taiwan, com excepção dos produzidos e vendidos para exportação para a Comunidade pelas sociedades a seguir indicadas, que são isentas do direito:
Far Eastern textile Ltd, Taipé
Nan Ya Plastics Corp., Taipé
Tuntex Distinct Corp., Taipé
 - 2,7% relativamente aos fios ditos "POY" originários da Turquia.
3. São aplicáveis as disposições em vigor em matéria de direitos aduaneiros.

Artigo 20

1. É instituído um direito anti-dumping definitivo sobre as importações de flos de poliésteres texturizados (PTY) correspondentes aos códigos NC 5402 33 10 e 5402 33 90, originárias da República da Coreia, do México, de Taiwan e da Turquia.
2. As taxas do direito anti-dumping definitivo, baseado no preço franco fronteira comunitário, não desalfandegado, são as seguintes:
 - 8,1% relativamente aos flos ditos "PTY" originários da República da Coreia.
 - São aplicáveis os direitos seguintes aos flos ditos "PTY" produzidos e vendidos para exportação para a Comunidade pelas sociedades a seguir indicadas :

Kohap Ltd, Seul	8,1%
Kolon Industries Inc., Seul	5,7%
Sam Yang Co Ltd, Seul	3,4%
Tong Yang Polyester Co Ltd, Seul	4,1%
 - 26,7% relativamente aos flos ditos "PTY" originários do México. São aplicáveis os direitos seguintes aos flos ditos "PTY" produzidos e vendidos para exportação para a Comunidade pelas sociedades a seguir indicadas:

Celanese Mexicana S.A., Mexico	15,9%
Fibras Químicas S.A., Monterrey	5,8%
Kimex S.A., Mexico	18,7%
 - 6,2% relativamente aos flos ditos "PTY" originários de Taiwan. São aplicáveis os seguintes direitos aos flos ditos "PTY" produzidos e vendidos para exportação para a Comunidade pelas sociedades a seguir indicadas:

Chung Shing Textile Company Ltd, Taipé	1,7%
Nan Ya Plastics Corp., Taipé	4,9%
Shin Kong Synthetic Fibres Corp., Taipé	5,0%

A sociedade Distinct Corp., Taipé, é isentada do direito acima referido.

- 13,2% relativamente aos fios ditos "PTY" originários da Turquia. São aplicáveis os direitos seguintes aos fios ditos "PTY" produzidos e vendidos para exportação para a Comunidade pelas sociedades a seguir indicadas:

Sasa Artificial & Synthetic Fibres Inc., Adana	11,1%
Nergis A.S., Bursa	8,6%
Sifas Sentetik Iplik Fabrikalari A.S., Bursa	7,2%
Polylen A.S., Bursa	7,2%

3. São aplicáveis as disposições em vigor em matéria de direitos aduaneiros.

Artigo 3º

Os montantes garantidos pelo direito anti-dumping provisório por força do Regulamento (CEE) nº 1695/88 são definitivamente cobrados, quer na sua totalidade, quer até ao limite dos montantes que não excedam as percentagens indicadas no presente regulamento. Os montantes garantidos não abrangidos pelas taxas dos direitos definitivos são liberados.

Artigo 4º

O presente regulamento entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas,

Pelo Conselho,